

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 24 FÉVRIER 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 24th, 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc. sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be pubilshed several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volontes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thurs day, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 wards.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

Au Parasol Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quinze janvier 1951, constituant en corporation: Alexandre Tremblay, hôtelier, Yvonne Harvey, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Alexandre Tremblay, et Marie-Marthe Tremblay, commis, tous du village de la Rivière-du-Moulin, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Établir, exercer et exploiter le commerce de l'hôtellerie et de restaurant en general, sous le nom de "Au Parasol Limitée", avec un capital de $150,000, divisé en 600 actions privilégiées de $100 chacune, et en 900 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 224, Boulevard Rivière-du-Moulin, village de la

Letters Patent

Au Parasol Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifteenth day of January, 1951, incorporating: Alexandre Tremblay, hotel-keeper, Yvonne Harvey, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Alexandre Tremblay, and Marie Marthe Tremblay, clerk, all of the village of Rivière-du-Moulin, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To establish, carry on and operate generally a hotel and restaurant business, under the name of "Au Parasol Limitée", with a capital stock of $150,000, divided into 600 preferred shares of $100 each, and 900 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 224 Rivière-du-Moulin Boulevard, village of

Rivière-du-Moulin, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29520-o L. DÉSILETS.

Autobus Métropolitains Ltée
Metropolitan Busses Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1951, constituant en corporation: Clovis Dagenais, avocat, Lucienne Gagnon, comptable, Monique Couture et Flore-Annette Poirier, sténographes, tous quatre de la cité de Montréal, et Jeanne Senay, sténographe, de la cité de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des services de transport public ou privé, sous le nom de "Autobus Metropolitains Ltée" — "Metropolitan Busses Ltd.",

Le capital-actions de la compagnie sera de 1,000 actions sans valeur nominale et de 1,000 actions privilégiées d'une valeur de $100 chacune; et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $15,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,

29520-o P. FRENETTE.

Bar-Manitou Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze novembre 1950, constituant en corporation: Pauline Cabana, Isabelle Lemay et Hélène Hussard, secrétaires, toutes des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toute opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Bar-Manitou Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29520 L. DÉSILETS.

Best Lumber Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Rivière-du-Moulin, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29520 Deputy Attorney General.

Autobus Métropolitains Ltée
Metropolitan Busses Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1951, incorporating: Clovis Dagenais, advocate, Lucienne Gagnon, accountant, Monique Couture and Flore Annette Poirier, stenographers, all four of the city of Montreal, and Jeanne Senay, stenographer, of the city of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes;

To operate public or private transportation services, under the name of "Autobus Metropolitains Ltée" — "Metropolitan Busses Ltd."

The capital stock of the company will be 1,000 shares having no nominal value and 1,000 preferred shares of a value of $100 each; and the amount of capital stock with which the company will commence operations is $15,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1951.

P. FRENETTE,

29520 Assistant Deputy Attorney General.

Bar-Manitou Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1950, incorporating: Pauline Cabana, Isabelle Lemay and Hélène Hussard, secretaries, all of the City and judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals:

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Bar-Manitou Mines Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of $3,000,000. divided into 3,000,000 shares of $1. each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of November, 1950.

L. DÉSILETS,

29520-o Deputy Attorney General.

Best Lumber Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf janvier 1951, constituant en corporation: Nathan Cotler, John Jacob Gotlieb, avocats et René Geoffrion, gérant de ventes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce comme manufacturiers et marchands de billots, bois de charpente, pulpe, bois de pulpe, papier et autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe, sous le nom de "Best Lumber Co."

Le capital de la compagnie est divisé en 250 actions sans valeur nominale ou au pair et en 500 actions privilégiées de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $15,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général, suppléant,
29520 P. FRENETTE.

Bordeleau Electrical Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinze janvier 1951, constituant en corporation: Ariette Bordeleau, fille majeure, Moe Steinberg et Ben Steinberg, marchands, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce et installer de la machinerie, des appareils, dispositifs ou accessoires électriques de toute nature quelconque, sous le nom de "Bordeleau Electrical Supplies Ltd.", avec un capital de $10,000 divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29520 L. DÉSILETS.

Bourmont Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1951, constituant en corporation: Charles-Henri Bolduc, camionneur, Zenon Morin, commis, tous deux de Monet, et Joseph-Arthur Gagnon, vérificateur, de Val d'Or, tous du district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire et exercer le commerce d'entrepreneurs, constructeurs, sous toutes ses formes; exercer le commerce de transport général, sous le nom de "Bourmont Transport Inc.", avec un capital de $10,000 divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
29520-o P. FRENETTE.

---

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1951, incorporating: Nathan Cotler, John Jacob Gotlieb, advocates, and René Geoffrion, sales manager, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of manufacturers of and dealers in logs, timber, pulp, pulpwood, paper and other products or by-products of wood, and pulp, under the name of "Best Lumber Co.".

The capital stock of the Company is divided into 250 shares having no nominal or par value, and into 500 preferred shares of $100. each, and the amount with which the company will commence its operations will be $15,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520-o Assistant Deputy Attorney General.

Bordeleau Electrical Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of January, 1951, incorporating: Ariette Bordeleau, spinster, Moe Steinberg and Ben Steinberg, merchants, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and install electric machinery, apparatus, appliances or supplies of any nature whatsoever, under the name of "Bordeleau Electrical Supplies Ltd.", with a capital stock of $10,000 divided into 200 common shares of $10 each, and 800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29520-o Deputy Attorney General.

Bourmont Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1951, incorporating: Charles Henri Bolduc, truckman, Zénon Morin, clerk, both of Monet, and Joseph Arthur Gagnon, auditor, of Val d'Or, all of the judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on and engage in the business of contractors, builders, under all the forms thereof; to carry on the transportation business in general, under the name of "Bourmont Transport Inc.", with a capital stock of $10,000 divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520 Assistant Deputy Attorney General.

Bridle & Saddle Hunt Club Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six janvier, 1951, constituant en corporation: Paul Champagne, Marcel Bélanger, avocats, de la cité de Montréal, et Henri Masson-Loranger, avocat, Conseiller du Roi, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser et donner des cours d'équitation ou de conduite de chevaux en général;

Faire le commerce en général des chevaux et des poneys et avoir et opérer des salles et chevaux de monte et reproduction, sous le nom de "Bridle & Saddle Hunt Club Incorporated", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1951.

L'Assistant-procureur général, suppléant,
29520-o P. FRENETTE.

Bridle & Saddle Hunt Club Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of January, 1951, incorporating: Paul Champagne, Marcel Bélanger, advocates, of the city of Montreal, and Henri Masson-Loranger, advocate, King's Counsel, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize and give courses in equitation or horsemanship in general;

To deal generally in horses and ponies; to have and operate academies and keep riding horses and breeders, under the name of " Briddle & Saddle Hunt Club Incorporated", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520 Assistant Deputy Attorney General.

Canterbury Clothing Company

Avis est doné qu'enn vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit janvier 1951, constituant en corporation: Harry Blank, avocat, June Kirlin, Mavis Grant et Sylvia Rabinovitch, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le négoce ou le commerce de vêtements de toute sorte, sous le nom de "Canterbury Clothing Company", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant.
29520 P. FRENETTE,

Canterbury Clothing Company

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1951, incorporating: Harry Blank, advocate, June Kirlin, Mavis Grant and Sylvia Rabinovich, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with clothing of every sort, under the name of "Canterbury Clothing Company", with a capital stock of $40,000. divided into 200 preferred shares having a par value of $100, each, and 200 common shares having a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520-o Assistant Deputy Attorney General.

Champlain Sports Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt deux janvier 1951, constituant en corporation: Emmanuel Bilodeau, négociant, Dame Marie-Jeanne Gauthier Bilodeau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Emmanuel Bilodeau, tous deux de Beauport, Napoléon Falardeau, négociant, et Dame Flore Ida Marois Falardeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Napoléon Falardeau, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer, manufacturer, vendre tout article de sport, équipements de chasse et de pêche commerciales ou sportives, sous le nom de "Champlain Sports Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Champlain Sports Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of January, 1951, incorporating: Emmanuel Bilodeau, merchant, Dame Marie Jeanne Gauthier Bilodeau, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Emmanuel Bilodeau, both of Beauport, Napoléon Falardeau, merchant, and Dame Flore Ida Marois Falardeau, housewife, wife separate as to property of said Napoléon Falardeau, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, make and sell sporting goods of all kinds, hunting gear and fishing tackle both for commercial or pleasure purposes, under the name of "Champlain Sports Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 8½, rue St-Joseph, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29520-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at 8½, Saint Joseph street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29520 Deputy Attorney General.

Citadel Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit janvier 1951, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, teneurs de livres et Cecil Bruce Cook, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi des assurances de Québec, diriger et exercer le commerce comme courtiers et agents d'assurances en général et le négoce d'immeubles, sous le nom de "Citadel Enterprises Inc."

Le capital autorisé de la compagnie sera composé de $10,000 divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29520 L. DÉSILETS.

Citadel Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1951, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, bookkeepers and Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Quebec Insurance Act, to conduct and carry on the business of insurance brokers and agents generally and of dealing in real estate, under the name of "Citadel Enterprises Inc.".

The authorized capital stock of the company shall consist of $10,000 divided into 1,000 shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29520-o Deputy Attorney General.

Confides Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept janvier 1951, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat de ville Mont-Royal et Jean McFarlane, dactylographe, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements et d'immeubles, sous le nom de "Confides Corporation", avec un capital de $500,000 divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 4,750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
29520 P. FRENETTE.

Confides Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1951, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, and Jean McFarlane, typist, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and real estate company, under the name of "Confides Corporation", with a capital stock of $500,000. divided into 250 common shares of $100. each, and 4750 preferred shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520-o Assistant Deputy Attorney General.

Di Pietro & Frères Inc. (Mount-Royal)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize janvier 1951, constituant en corporation: John Di Pietro, tailleur, Jeannette Gaudette, épouse séparée de biens de John Di Pietro et Albert Di Pietro, tailleur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer le commerce comme tailleurs, confectionneurs, dessinateurs et faire le commerce général de vêtements, sous le nom de "Di Pietro & Frères Inc. (Mount-Royal), avec un capital de $40,000 divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Di Pietro & Frères Inc. (Mount-Royal)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1951, incorporating: John Di Pietro, tailor, Jeannette Gaudette, wife separated as to property of John Di Pietro, and Albert Di Pietro, tailor, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on the business of tailors, outfitters, designers, and generally deal in clothing, under the name of "Di Pietro & Frères Inc. (Mount-Royal)", with a capital stock of $40,000. divided into 4,000 shares of $10. each.

Le siège social de la compagnie sera à 1899 est, avenue Mont-Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
29520 P. FRENETTE.

The head office of the Company will be at 1899 Mount-Royal Avenue East, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520-o Assistant Deputy Attorney General.

Di Pietro & Frères Inc. (Notre-Dame)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du seize janvier 1951, constituant en corporation: John Di Pietro, tailleur, Antonio Di Pietro, rentier, tous deux de la cité de Montréal, et Pascal Di Pietro, tailleur de Ste-Dorothée, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer le commerce comme tailleurs, manufacturiers, confectionneurs, dessinateurs et marchands de vêtements en général, sous le nom de "Di Pietro & Frères Inc (Notre-Dame)", avec un capital de $40,000 divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2617 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29520 L. DÉSILETS.

Di Pietro & Frères Inc. (Notre-Dame)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of January, 1951, incorporating: John Di Pietro, tailor, Antonio Di Pietro, pensioner, both of the City of Montreal, and Pascal Di Pietro, tailor, of Ste Dorothée, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on the businesses of tailors, manufacturers, outfitters, designers and general dealers in clothing, under the name of "Di Pietro & Frères Inc. (Notre-Dame)", with a capital stock of $40,000. divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the Company will be at 2617 Notre-Dame St. West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29520-o Deputy Attorney General.

Eastman Copper Corporation Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit janvier 1951, constituant en corporation: Frank J. Dolan, comptable, George Arthur Ovenden, comptable, Lottie Pachal, dactylographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Eastman Copper Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $40,000 divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagne sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29520 L. DÉSILETS.

Eastman Copper Corporation Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1951, incorporating: Frank J. Dolan, accountant, George Arthur Ovendon, accountant, Lottie Pachal, typist, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals, whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable, by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Eastman Copper Corporation Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of $40,000. divided into 40,000 shares of $1. each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29520-o Deputy Attorney General.

Emira Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Emira Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept janvier 1951, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, avocat, Alcide Grenon, comptable, Bella Bugeaud, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun de leurs spécialités et tous ou aucun des commerces comme marchands de quincaillerie, sous le nom de "Emira Ltd.",

Le capital de la compagnie est divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
29520 P. FRENETTE.

Forget et Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1951, constituant en corporation: Jérémie Forget, marchand, Charles Forget, agent, et Dame Thérèse Dion, épouse séparée de biens dudit Jérémie Forget, tous de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la vente d'huile, gazoline et succédanés; voitures automobiles et accessoires; l'installation et entretien des brûleurs à l'huile, poêles et fournaises à l'huile; entreprendre la construction de maisons, sous le nom de "Forget et Fils Limitée", avec un capital de $100,000 divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
29520-o P. FRENETTE,

Frank Round & Son Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onze janvier 1951, constituant en corporation: John Bumbray, conseil en loi du Roi, Lowell Caverhill Carroll, conseil en loi du Roi, tous deux de Mont-Royal, Jean-Paul Cardinal, Jehan Perdriau, avocats et Françoise Caisse, secrétaire, tous trois de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, négocier et faire le commerce de prélarts, carpettes, meubles, fournitures et accessoires de maison, matières à nettoyage, produits textiles et tous objets semblables et leurs accessoires et pièces; et exercer le commerce général de teinturerie et de nettoyage, sous le nom de "Frank Round & Son Ltd.", avec un capital de $50,000 divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29520 L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1951, incorporating: Marcel Lajeunesse, advocate, Alcide Grenon, accountant, Bella Bugeaud, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all or any of their branches, all or any of the business of hardware merchants, under the name of "Emira Ltd.",

The capital stock of the company is divided into 100 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be $500.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520-o Assistant Deputy Attorney General.

Forget et Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1951, incorporating: Jérémie Forget, merchant, Charles Forget, agent, and Dame Thérèse Dion, wife separate as to property of said Jérémie Forget, all of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To deal in and sell oil, gasoline and substitutes of same; motor vehicles and accessories; engage in the installation and servicing of oil-burners, oil stoves and furnaces; undertake the building of houses, under the name of "Forget et Fils Limitée", with a capital stock of $100,000 divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520 Assistant Deputy Attorney General.

Frank Round & Son Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of January, 1951, incorporating: John Bumbray, King's Counsel, Lovel Caverhill Carroll, King's Counsel, both of Mount-Royal, Jean-Paul Cardinal, Jehan Perdriau, advocates, and Françoise Caisse, secretary, all three of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with floor converings, carpets, house furniture, furnishings and supplies, cleaning material, textiles and any similar objects and accessories and parts thereof; and carry on the business of general dyeing and cleaning, under the name of "Frank Round & Son Ltd.", with a capital stock of $50,000 divided into 3,000 common shares of a par value of $10 each, and 400 preferred shares of a par value of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29520-o Deputy Attorney General.

Garage de Fleurimont Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R. Q. 1941, des lettres patentes en date du onze janvier 1951, constituant en corporation: Julian Gazdik, gérant, Micaela Pap, ménagère, épouse séparée de biens de Julian Gazdik, et John Michael Schlesinger, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un garage, sous le nom de "Garage De Fleurimont Ltée", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29520 L. DÉSILETS.

Garage de Fleurimont Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of January, 1951, incorporating: Julian Gazdik, manager, Micaela Pap, housewife, wife separate as to property of Julian Gazdik, and John Michael Schlesinger, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a garage, under the name of "Garage De Fleurimont Ltée", with a capital stock of $40,000 divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1951.

L. DÉSILETS.

29520-o Deputy Attorney General.

General Notions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix janvier 1951, constituant en corporation: John Randall Phillips, Albert Moyse et Alfred Elkin, tous marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, sauf Alfred Elkin, domicilié à Préfontaine, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et faire le commerce de textiles de toute nature et description, sous le nom de "General Notions Inc.", avec un capital de $20,000 divisé en 190 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29520 L. DÉSILETS.

General Notions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of January, 1951, incorporating: John Randall Phillips, Albert Moyse and Alfred Elkin, all merchants, of the City and Judicial District of Montreal, except Alfred Elkin, residing at Prefontaine, Judicial District of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in textiles of every nature and description, under the name of "General Notions Inc.", with a capital stock of $20,000 divided into 190 preferred shares having a par value of $100. each, and 1,000 common shares having a par value of $1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29520-o Deputy Attorney General.

General Signs Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du douze janvier 1951, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, Lillian Viola Armstrong, Amy Jean Fitsgerald et Margot Mary Quinn, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de panneaux-réclames de toute sorte, nature et description, sous le nom de "General Signs Corpotaion", avec un capital de $4,000 divisé en 4,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29520 L. DÉSILETS.

General Signs Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q. 1941, bearing date the twelfth day of January, 1951, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, Lillian Viola Armstrong Amy Jean Fitzgerald and Margot Mary Quinn, stenographers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in signs of every kind, nature and description, under the name of "General Signs Corporation, with a capital stock of $4,000. divided into 4,000 shares of $1. each.

The head office of the Company will be at 8 Craig Street West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29520-o Deputy Attorney General.

General Waste & Wares Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinze janvier 1951, constituant en corporation: Ben Schecter, Moses Moscovitch, avocats et Margaret McMartin, commis, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objtes suivants:

Exercer le commerce comme marchands, négociants et distributeurs de meubles, articles de maison, textiles, poches et sacs de toutes sortes, papier, cartons, boîtes, métaux et bouteilles, neufs ou usagés, sous le nom de "General Waste & Wares Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 380 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29520 L. DÉSILETS.

General Waste & Wares Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifteenth day of January, 1951, incorporating: Ben Schecter, Moses Moscovitch, advocates, and Margaret McMartin, clerk, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as merchants, dealers in and distributors of furniture, household articles, textiles, bags and sacks of all kinds, paper, cartons, boxes, metals and bottles, whether new or used, under the name of "General Waste & Wares Ltd.", with a capital of $40,000. divided into 380 preferred shares of the par value of $100. each, and 200 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29520-o Deputy Attorney General.

G. L. Vise Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept janvier 1951, constituant en corporation: Gérard Lapointe, iindustriel, Dame Lauretta Marceau Lapointe, ménagère, épouse séparée de biens de Gérard Lapointe, et Joseph Marceau, commerçant, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme distributeurs de machines, outils et pièces de rechange qui y sont adaptables, sous le nom de "G. L. Vise Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec,

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,

29520-o P. FRENETTE.

G. L. Vise Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Govenror of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January 1951, incorporating: Gérard Lapointe, industrialist, Dame Lauretta Marceau Lapointe, housewife, wife separate as to property of Gérard Lapointe, and Joseph Marceau, trader, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as distributors of machines, tools and spare parts adaptable to same, under the name of "G. I. Vise Limited", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,

29520 Assistant Deputy Attorney General.

Helaine's Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit janvier 1951, constituant en corporation: Max Bernfeld, avocat et conseil en loi du Roi, Milton Lewin Klein, avocat et Arthur Daniel Ruby, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands et négociants de vêtements de toute sorte et description, sous le nom de "Helaine's Incorporated", avec un capital de $10,000 divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,

29520 P. FRENETTE.

Helaine's Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1951, incorporating: Max Bernfeld, advocate and King's Counsel, Milton Lewin Klein, advocate, and Arthur Daniel Ruby, chartered accountant, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of merchants and dealers in wearing apparel of every kind and description, under the name of "Helaine's Incorporated", with a capital stock of $10,000. divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,

29520-o Assistant Deputy Attorney General.

Jean Paul Fecteau et Cie Inc.
Jean Paul Fecteau and Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date, du dix-sept janvier 1951, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Mérineau et Rita Dufresne, secrétaire, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes, les commerces de marchands de bois, manufacturiers de portes et châssis, quincailliers, sous le nom de "Jean Paul Fecteau et Cie Inc."—"Jean Paul Fecteau and Co. Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune, et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Sud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
29520-o P. FRENETTE.

Jean Paul Fecteau et Cie Inc.
Jean Paul Fecteau and Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January 1951, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Mérineau and Rita Dufresne, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, under all the forms thereof, the business of lumber merchants, manufacturers of doors, ans sashes, hardware dealers, under the name of "Jean Paul Fecteau et Cie Inc."—"Jean Paul Fecteau and Co. Inc.", with a capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal-South, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520 Assistant Deputy Attorney General.

Kra-Bern Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept janvier 1951, constituant en corporation: Jack Kraft, marchand, Mary Kraft, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jack Kraft, Edith Pomerantz, secrétaire, et David Litner, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce genéral d'habillement, vêtements, fournitures et accessoires de toute description, sous le nom de "Kra-Bern Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
29520 P. FRENETTE.

Kra-Bern Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1951, incorporating: Jack Kraft, merchant, Mary Kraft, housewife, separate as to property of the said Jack Kraft, Edith Pomerantz, secretary, and David Litner, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal generally in clothing, wearing apparel, furnishings and accessories of every description, under the name of "Kra-Bern Ltd.", wiht a capital stock of $40,000. divided into 1,000 preferred shares of a par value of $10. each, and 3,000 common shares of a par value of $10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520-o Assistant Deputy Attorney General.

Lake Shore Homes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize janvier 1951, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Jean McFarlane, dactylographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, Lucien Roux, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount et Théodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Lake Shore Homes Ltd.", avec un capital de $60,000 divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29520 L. DÉSILETS.

Lake Shore Homes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1951, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Jean McFarlane, typist, spinster, both of the City of Montreal, Lucien Roux, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, and Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount-Royal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Lake Shore Homes Ltd.", with a capital stock of $60,000. divided into 100 common shares of $100. each, and 500 preferred shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29520-o Deputy Attorney General.

La Plomberie Générale de Rimouski Inc.
General Plumbery of Rimouski Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du dix-huit janvier 1951, constituant en corporation: Françoix-Xavier Desjardins, plombier, tous de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de plomberie et ferblanterie et de systèmes de chauffage et accessoires, sous le nom de "La Plomberie Général de Rimouski Inc."—"General Plumbery of Rimouski Inc.", avec un capital de $20,000 divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
29520-o P. FRENETTE.

La Plomberie Générale de Rimouski Inc.
General Plumbery of Rimouski Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1951, incorporating: François-Xavier Desjardins, plumber, Edmond Desjardins, plumber, and Maurice Blanchette, master plumber, all of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the plumbing trade and that of tinsmith and to deal in heating systems and accessories, under the name of "La Plomberie Général de Rimouski Inc."—"General Plumbery of Rimouski Inc.", with a capital stock of $20,000 divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520 Assistant Deputy Attorney General.

Lapointe & Bélanger Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept janvier 1951, constituant en corporation: Gérard Lapointe, machiniste, Dame Lauretta Marceau Lapointe, épouse contractuellement séparée de biens de Gérard Lapointe, tous deux de la cité de Québec, et Gérard Bélanger, machiniste, d'Ancienne Lorette, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des ateliers mécaniques; faire le commerce ou le négoce de véhicules-automobiles, sous le nom de "Lapointe & Bélanger Ltée", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Ancienne Lorette, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
29520-o P. FRENETTE.

Lapointe & Bélanger Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1951, incorporating: Gérard Lapointe, machinist, Dame Lauretta Marceau Lapointe, wife separate as to property by marriage contract of Gérard Lapointe, both of the city of Quebec, and Gérard Bélanger, machinist, of Ancienne Lorette, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate one or more machine shops; to trade and deal in and with motor vehicles, under the name of "Lapointe & Bélanger Ltée", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ancienne Lorette, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520 Assistant Deputy Attorney General.

Lavage d'Eglise Campeau Church Cleaning Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf janvier 1951, constituant en corporation: Ben Bernstein, conseil en loi du Roi, Maurice J. Boxer, avocats et Dame Leah Levy, épouse séparée de biens de Louis lefcovitch, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à nettoyer, réparer, rénover, embellir et restorer des bâtisses, sous le nom de "Lavage d'Église Campeau Church Cleaning Ltd.", avec un capital de $20,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Lavage d'Eglise Campeau Church Cleaning Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of January, 1951, incorporating: Ben Bernstein, King's Counsel, Maurice J. Boxer, advocates, and Dame Leah Levy, wife separate as to property of Louis Lefcovitch, stenographer, all of of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cleaning, repairing, renovating, embellishing, restoring buildings, under the name of "Lavage d'Église Campeau Church Cleaning Ltd.", with a capital stock of $20,000 divided into 100 common shares of a par value of $100 each, and 100 preferred shares of a par value of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29520 L. DÉSILETS.

Lavage de Vitres Campeau Window Cleaning Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix janvier 1951, constituant en corporation: Ben Bernstein, conseil en loi du Roi, Maurice J. Boxer, avocats, Dame Leah Levy, sténographe, épouse séparée de biens de Louis Lefcovitch, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à nettoyer des fenêtres, sous le nom de "Lavage de Vitres Campeau Window Cleaning Inc.", avec un capital de $20,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29520 L. DÉSILETS.

Le Comité du Troisième Centenaire du Cap de la Madeleine Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix huit janvier 1951, constituant en corporation sans capital actions: Raoul Rocheleau, secrétaire trésorier, Sylvio Hénaire, industriel, Jean Paul Massicotte, commerçant, Paul Dupuis, journaliste, Roger Lord, ingénieur civil, Paul Descoteaux ingénieur civil, Charles-Émile Montrain, hôtelier, Antonin Toupin, opérateur, Alphonse Denis, chef de gare, Henri Garneau, croque-mort, Lucien Bergeron, commis, Maurice Beaudet, gérant, François Beaumier, photographe, Laurent Langis, employé civique, et J.-Édouard Biron, comptable, tous du Cap de la Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

La constitution d'un organisme pour fins patriotiques, locales et régionales, ayant pour but principal l'organisation et la célébration des fêtes qui marqueront l'avènement du tricentenaire de la Cité du Cap-de-la-Madeleine, sous le nom de "Le Comité du Troisième Centenaire du Cap de la Madeleine Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Cap de la Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
29520-o P. FRENETTE.

Lincelle Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29520-o Deputy Attorney General.

Lavage de Vitres Campeau Window Cleaning Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of January, 1951, incorporating: Ben Bernstein, King's Counsel, Maurice J. Boxer, advocates, Dame Leah Levy, stenographer, wife separate as to property of Louis Lefcovitch, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cleaning windows, under the name of "Lavage de Vitres Campeau Window Cleaning Inc.", with a capital stock of $20,000 divided into 100 common shares of the par value of $100. each, and 100 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29520-o Deputy Attorney General.

Le Comité du Troisième Centenaire du Cap de la Madeleine Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Raoul Rocheleau, secretary-treasurer, Sylvio Hénaire, industrialist, Jean Paul Massicotte, merchant, Paul Dupuis, journalist, Roger Lord, civil engineer, Paul Descoteaux, civil engineer, Charles Emile Mongrain, hotel-keeper, Antonin Toupin, operator, Alphonse Denis, station master, Henri Garneau, funeral director, Lucien Bergeron, clerk, Maurice Beaudet, manager, François Beaumier, photographer, Laurent Langis, civic employee, and J. Edouard Biron, accountant, all of Cap de la Madeleine, Judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

The constitution of an organization for patriotic purposes, both local and regional, having its main aim the organization and celebration of feasts marking the coming tercentenary of the City of Cap-de-la-Madeleine, under the name of "Le Comité du Troisième Centenaire du Cap de la Madeleine Inc."

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000

The head office of the corporation will be at Cap de la Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520 Assistant Deputy Attorney General.

Lincelle Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix janvier 1951, constituant en corporation: Irwin A. Frankel, avocat, Louis M. Benjamin, avocat, et Sadie Gersovitz, secrétaire, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme entrepreneurs et constructeurs en général, sous le nom de "Lincelle Realties Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29520 L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of January, 1951, incorporating: Irwin A. Frankel, advocate, Louis M. Benjamin, advocate, and Sadie Gersovitz, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of contractors and builders in general, under the name of "Lincelle Realties Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 100 common shares of $100. each, and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of January 1951.

L. DÉSILETS,

29520-o Deputy Attorney General.

Lino-Poseur, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du seize janvier 1951, constituant en corporation: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, Jean-Jules Gadbois, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploirer un commerce de fournitures, garnitures et d'ameublement d'hôtel et de maison, et fournir les services s'y rapportant, sous le nom de "Lino-Poseur, Ltée", avec un capital de $30,000 divisé en 300 action de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant.

29520-o P. FRENETTE.

Lino-Poseur, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of January, 1951, incorporating: John Richard Hyde, Roland Gérard Lafrançois, Jean Jules Gadbois, all advocates of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in hotel and household furniture, furnishings and fittings, and to provide services connected therewith, under the name of "Lino Poseur, Ltée", with a capital stock of $30,000 divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal judicial district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,

29520 Assistant Deputy Attorney General.

Mill-Knit Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onze janvier 1951, constituant en corporation; Emmanuel Cooke, avocat, Lucy V. Clarke, secrétaire et Jack Miller, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et faire le commerce général de tous articles faits de laine, coton, soie et matières semblables, sous le nom de "Mill-Knit Ltd.", avec un capital de $49,900 divisé en 499 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1030 rue Smith, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29520 L. DÉSILETS.

Mill-Knit Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of January, 1951, incorporating; Emmanuel Cooke, advocate, Lucy V. Clarke, secretary, and Jack Miller, merchant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in generally all articles made out of wool, cotton, silk and similar materials, under the name of "Mill-Knit Ltd.", with a capital stock of $49,900. divided into 499 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at 1030 Smith Street, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29520-o Deputy Attorney General.

Minerva Watch Company
La Compagnie des Montres Minerva

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre janvier 1951, constituant en corporation: Monique Lacoursière, sténographe, Amédée Monet et Yavan Mercure, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer comme manufacturiers et marchands, le commerce de tout ce qui est généralement considéré comme relevant du commerce et de la manufacture dite de "Bijouterie", sous le nom de "Minerva Watch Company"—"La Compagnie des Montres Minerva", avec un capital de $40,000 divisé en 4,000 actions de $10 chacure.

Le siège social de la compagnie est situé au numéro 5269, rue Garnier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
29520-o P. FRENETTE.

Minolet Brands Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276 S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix janvier 1951, constituant en corporation: Moses Abraham Fels, Sol Sidney Fels, avocats et Audrey Sutherland, secrétaire, épouse séparée de biens de John M.-A. Sutherland, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles effets et marchandises qui peuvent être requis et utilisés par les boulangers et confiseurs en général, sous le nom de "Minolet Brands Inc.", avec un capital de $50,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4014 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29520 L. DÉSILETS.

Montreal Terrazo Tile & Marble Limited

Avis est donne qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes ,en date du dix-huit janvier 1951: constituant en corporation: Louis Gardonio: industriel, Catherine Tesolin ,ménagère, épouse séparée de biens de Louis Gardonio et dûment autorisée par lui, et Joseph-Alphonse Thibault, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de briques de toute catégorie et description, tuile, terrazo, marbre;

Exercer le commerce et l'industrie d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de

Minerva Watch Company
La Compagnie des Montres Minerva

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fourth day of January, 1951, incorporating: Monique Lacourcière, stenographer, Amédée Monet and Yvan Mercure, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and merchants, to deal in anything which is generally considered as being as connected with the jewellery, and the jewellery manufacturing business under the name of "Minerva Watch Company"—"La Compagnie des Montres Minerva", with a capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at No. 5269 Garnier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520 Assistant Deputy Attorney General.

Minolet Brands Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of January, 1951, incorporating: Moses Abraham Fels, Sol Sidney Fels, advocates, and Audrey Sutherland, secretary, wife separate as to property of John M. A. Sutherland, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise which may be required and used by bakers and confectioners generally, under the name of "Minolet Brands Inc.", with a capital stock of $50,000. divided into 100 common shares of a par value of $100. each, and 400 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at 4014 Notre Dame St. West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of January 1951.

L. DÉSILETS,
29520-o Deputy Attorney General.

Montreal Terrazo Tile & Marble Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1951, incorporating: Louis Gardonio, industrialist, Catherine Tessolin, housewife, wife separate as to property of Louis Gardonio and duly authorized by him, and Joseph Alphonse Thibault, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell and deal in bruck of every class and description, tiles, terrazo, marble;

To carry on the business and industry of general contractors and builders under the name of

"Montreal Terrazo Tile & Marble Limited", avec un capital de $25,000 divisé en 250 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant.

29520-o P. FRENETTE.

"Montreal, Terrazo Tile and Marble Limited", with a capital stock of $25,000, divided into 250 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,

29520 Assistant Deputy Attorney General.

Montreal Tile Terrazzo and Marble Employers' Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze janvier 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Reginald D. Tormey, Gérard Corbeil, avocats et Léo Davignon, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts et le bien-être général de ceux qui s'occupent de l'industrie du terrazzo, et de la tuile et du marbre, sous le nom de "Montreal Tile Terrazzo and Marble Employers' Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29520 L. DÉSILETS.

Montreal Tile Terrazzo and Marble Employers' Association

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1951, incorporating without share capital: Reginald D. Tormey, Gérard Corbeil, advocates, and Leo Davignon, accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To foster the interest and the general welfare of those engaged in the terrazzo, tile and marble industry, under the name of "Montreal Tile Terrazzo and Marble Employers' Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $100,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29520 o Deputy Attorney General.

Montreal Trust Company

Avis est donné qu'en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10 février 1951, subdivisant les actions du capital de "Montreal Trust Company", divisé originairement en 80,000 actions d'une valeur au pair de $25 chacune, ces actions étant maintenant subdivisées en 400,000 actions d'une valeur au pair de $5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29520 L. DÉSILETS.

Montreal Trust Company

Notice is hereby given that under Part II of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of February, 1951, subdividing the shares of the stock of "Montreal Trust Company", originally divided into 80,000 shares of the par value of $25 each, such shares now being subdivided into 400,000 shares of the par value of $5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29520-o Deputy Attorney General.

Novelty Creations Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix janvier 1951, constituant en corporation: Morton M. Lewis, manufacturier, Bernard Diamond, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Martin Hirsekorn, manufacturier, et Louis Oreinstein, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter ou faire le négoce et le commerce de jouets, création de carnaval et nouveautés, sous le nom de "Novelty Creations Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Novelty Creations Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of, January, 1951, incorporating: Morton M. Lewis manufacturer, Bernard Diamond, advocate, both of the City of Montreal, Martin Hirsekorn, manufacturer, and Louis Orenstein, advocate, both of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy or deal in and with toys carnival creations, novelties, under the name o, "Novelty Creations Ltd.", with a capital stock of $40,000. divided into 300 common shares of $100. each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial Distriet of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29520 L. DÉSILETS.

Pantel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize janvier 1951, constituant en corporation: Hyman Pantel, Jack Pantel, Alex Pantel et Saul Pantel, tous manufacturiers, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers de vêtements, robes, vêtements de sport et habillement de toute sorte et description, sous le nom de "Pantel Inc.", avec un capital de $50,000 divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant.

29520 P. FRENETTE.

Pointe-Claire Milk Bar Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit janvier 1951, constituant en corporation: William Legault, administrateur, Gabrielle Legault, secrétaire comptable, épouse séparée de biens dudit William Legault, tous deux de Pointe-Claire, et Jean-Léon Charlebois, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

D'exercer le commerce de restaurant sous le nom de "Pointe-Claire Milk Bar Limited", avec un capital de $49,000 divisé en 490 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera situé sur la Montée St-Jean, à l'angle du Boulevard Métropolitain, dans la ville de Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,

29520-o P. FRENETTE.

Quebec Mineral Exploration & Mining Co. (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1951, constituant en corporation: Richard Chartier, prospecteur minier, William Chartier, bourgeois, et Édouard Comellas, photographe, tous de Sainte-Marguerite du Lac Masson, ditrict de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches ou découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à fouiller, miner, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou quelque autre manière que ce soit ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces mine-

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29520-o Deputy Attorney General.

Pantel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1951, incorporating: Hyman Pantel, Jack Pantel, Alex Pantel and Saul Pantel, all manufacturers, of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers in garments, dresses, sportswear and clothing of every kind and description, under the name of "Pantel Inc.", with a capital stock of $50,000. divided into 300 common shares of a par value of $100. each, and 200 preferred shares of a par value of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney Géneral, this sixteenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,

29520-o Assistant Deputy Attorney General.

Pointe-Claire Milk Bar Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1951, incorporating: William Legault, executive, Gabrielle Legault, secretary, accountant, wife separate as to property of said William Legault, both of Pointe-Claire, and Jean Léon Charlebois, advocate, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal for the following purposes:

To carry on the restaurant business, under the name of "Pointe-Claire Milk Bar Limited", with a capital stock of $49,000, divided into 490 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montée St-Jean, at the corner of Metropolitan Boulevard, in the town of Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,

29520 Assistant Deputy Attorney General.

Quebec Mineral Exploration & Mining Co. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1951, incorporating: Richard Chartier, mining prospector, William Chartier, retired, and Edouard Comellas, photographer, all of Sainte-Marguerite du Lac Masson, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise, dispose thereof, under the

rais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de 'Quebec Mineral Exploration & Mining Co." (No Personal Liability), avec un capital de $1,000,000 divisé en 1,000,000 d'actions de $1. chacune.

Les actionnaires n'encourreront aucune responsabilité au délà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions;

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Marguerite du Lac Masson, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
29520-o P. FRENETTE.

name of "Quebec Mineral Exploration & Mining Co." (No personal Liability), with a capital stock of $1,000,000 divided into 1;000,000 shares of $1 each.

The shareholders shall incur no liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Ste-Marguerite du Lac Masson, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1951.

P. FRENETTE,
29520 Assistant Deputy Attorney General.

Roberto's Restaurant, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du treize janvier 1951, constituant en corporation: Edmée Fortin, sténographe, Lionel Lefèvre, comptable, tous deux de la cité de Montréal et Rodolphe Paré, procureur, de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme propriétaires d'hôtel, auberge, restaurant, café et maison de pension, sous le nom de "Roberto's Restaurant" Inc. avec un capital de $15,000 divisé en 150 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29520 L. DÉSILETS.

Roberto's Restaurant, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of January, 1951, incorporating: Edmée Fortin, stenographer, Lionel Lefèvre, accountant, both of the city of Montreal, and Rodolphe Paré, barrister, of Lachine, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, inn, restaurant, café and lodging house keepers, under the name of "Roberto's Restaurant, Inc.", with a capital stock of $15,000 divided into 150 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29520-o Deputy Attorney General.

Rolaine Furs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix janvier 1951, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal et Cyrill E. Schwisberg, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de toutes sortes de fourrures et vêtements et accessoires en fourrures, sous le nom de "Rolaine Furs Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 445 rue St-Pierre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29520 L. DÉSILETS.

Rolaine Furs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of January, 1951, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, both of the city of Montreal, and Cyril E. Schwisberg, advocate, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of, and dealers in all kinds of furs and fur garments and accessories, under the name of "Rolaine Furs Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 445 St. Peter St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29520-o Deputy Attorney General.

Samuel Gibson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date

Samuel Gibson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of

du douze janvier 1951, constituant en corporation: David Lack, avocat, Pearl Auerbach, secrétaire, et Philip Gibson, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et faire le commerce de boutons, garnitures, ornements, bijouterie et montres et autres articles et marchandises de même nature, sous le nom de "Samuel Gibson Inc.", avec un capital de $50,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29520 L. DÉSILETS.

January, 1951, incorporating: David Lack, advocate, Pearl Auerbech, secretary, and Philip Gibson, merchant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in buttons, trimmings, ornaments, jewellery and watches, and other goods and merchandise of a similar nature, under the name of "Samuel Gibson Inc.", with a capital stock of $50,000. divided into 250 common shares at a par value of $100. each, and 250 preferred shares having a par value of $100. each.

The head office of the company will be at Montreal Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29520-o Deputy Attorney General.

St. Hubert Furniture & Stove Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1941, constituant en corporation: Harold S. Freeman, B. Benno Cohen, avocats et Hyman Freeman, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général comme manufacturiers et marchands de toutes sortes de meubles, appliques et dispositifs, nattes, tapis, carpettes et machinerie, sous le nom de "St. Hubert Furniture & Stove Co.", avec un capital de $65,000 divisé en 350 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 acions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29520 L. DÉSILETS.

St. Hubert Furniture & Stove Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1951, incorporating: Harold S. Freeman, B. Benno Cohen, advocates, and Hyman Freeman, salesman, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers generally in all kinds of furniture, fixtures and appliances, mats, rugs, carpetsand machinery, under the name of "St. Hubert Furniture & Stove Co.", with a capital stock of $65,000. divided into 350 common shares of $100. each and 300 preferred shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29520-o Deputy Attorney General.

St. Hyacinthe Industries Ltd.
Les Industries St-Hyacinthe Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept janvier 1951, constituant en corporation: Juliette Trempe, secrétaire, André Charron, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Léona Girard, secrétaire, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et faire le commerce du bois sous toutes ses espèces et dans tous ses usage en produits et sous-produits, sous le nom de "St. Hyacinthe Industries Ltd."—"Les Industries St-Hyacinthe Ltée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 500 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $2,500.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,

29520-o P. FRENETTE.

St. Hyacinthe Industries Ltd.
Les Industries St-Hyacinthe Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1951, incorporating: Juliette Trempe, secretary, André Charron, advocate, both of the city of Montreal, and Léona Girard, secretary, of the city of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on business as lumber merchants under all the forms thereof, and for all its uses, products and by-products, under the name of "St-Hyacinthe Industries Ltd."—"Les Industries St-Hyacinthe Ltée".

The capital stock of the company will be divided into 500 shares without par or nominal value, and the amount with which the company will begin its operations is $2,500.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1951.

P. FRENETTE,

29520 Assistant Deputy Attorney General.

Sun Kun Wo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze janvier 1951, constituant en corporation: Cham Tom, Chin Jung Wah et Henry G. Chan, tous restaurateurs des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme restaurateurs et manufacturer et faire le commerce général de bonbons, confiserie, pâtisserie, tartes et friandises, sous le nom de "Sun Kun Wo Inc.", avec un capital de $30,000 divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,

29520 P. FRENETTE.

Sun Kun Wo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1951, incorporating: Cham Tom, Chin Jung Wah and Henry G. Chan, all restaurant-keepers, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant-keepers and to manufacture and deal generally in sweets, confectionery-pastry, pies and delicacies, under the name of "Sun Kun Wo Inc.", with a capital stock of $30,000, divided into 300 sliares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of January, 1951.

P. FRENETTE,

29520-o Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Ant. Bernier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi ,S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 janvier 1951, à la compagnie "Ant. Bernier Inc.", ratifiant son règlement numéro 9 augmentant son capital-actions de $150,000 à $3000,000, par la création de 1,500 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521-o L. DÉSILETS.

Ant. Bernier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-ninth day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Ant. Bernier Inc.", ratifying its By-law number 9, increasing its capital stock from $150,000 to $300,000 ,by the creation of 1,500 preferred shares of $100 each subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29521 Deputy Attorney General.

Champlain Metal Industries, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 février 1951, à la compagnie "Champlain Metal Industries, Inc.", ratifiant son règlement numéro 5: *a*) subdivisant les 200 actions communes de $100 chacune du capital-actions autorisé de ladite compagnie en 2,000 actions communes de $10 chacune; *b*) augmentant tel capital-actions autorisé de $20,000 à $70,000, par la création de 500 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521-o L. DÉSILETS.

Champlain Metal Industries, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twelfth day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Champlain Metal Industries, Inc." ratifying its By-law number 5,: *a*) subdividing the 200 common shares of $100 each, of the authorized capital stock of the said company into 2,000 common shares of $10 each; *b*) increasing said authorized capital stock from $20,000 to $70,000, by the creation of 500 preferred shares of $100 each, carrying the rights, restrictions and privileges enumerated in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29521 Deputy Attorney General.

Chas. Cusson Limitée
Chas. Cusson Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 février 1951, à la com-

Chas. Cusson Limitée
Chas. Cusson Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the com-

pagnie "Chas. Cusson Limitée" — "Chas. Cusson Limited", ratifiant son règlement spécial "A" portant son capital-actions de $49,000 à $1,049,000 par la création de 100,000 actions privilégiées nouvelles de $10 chcaune sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29539-o L. DÉSILETS.

pany "Chas. Cusson Limitée" — "Chas. Cusson Limited", ratifying its special By-law "A", increasing its capital stock from $49,000 to $1,049,000, by the creation of 100,000 new preferred shares of $10 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29539 Deputy Attorney General.

Clix Fastener Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 8 février 1951, à la compagnie "Clix Fastener Corporation", ratifiant son règlement N° 25, augmentant son capital autorisé de $50,000 à $100,000 par la création de 5,000 actions privilégiées catégorie A de $10 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521 L. DÉSILETS.

Clix Fastener Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Clix Fastener Corporation", ratifying its By-law No. 25 increasing its authorized capital stock from $50,000 to $100,000 by the creation of 5,000 Class A preferred shares of $10 each carrying the rights, restrictions and privileges enumerated in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29521-o Deputy Attorney General.

Corriveau et Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 février 1951, à la compagnie "La Cie de Meubles—Corriveau—Furniture Co.", constituée en corporation par lettres patentes du 20 juillet 1932, ratifiant: *a*) son règlement N° 17 changeant son nom en celui de "Corriveau et Frères Limitée"; *b*) son règlement N° 18 augmentant de $20,000 $100,000 le capital-actions autorisé, par la création de 800 actions communes additionnelles de $100 chacune; *c*) son règlement N° 19 changeant l'adresse du bureau principal de la compagnie de 72, rue Hériot, Drummondville, au numéro civique 104 de la rue Marchand, à Drummondville, P.Q.

Daté du bureau du Procureur général, le 9 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521-o L. DÉSILETS.

Corriveau et Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the ninth day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "La Cie de Meubles—Corriveau—Furniture Co." incorporated by letters patent on July 20, 1932, ratifying: *a*) its By-law No. 17 changing its name to that of "Corriveau et Frères Limitée"; *b*) its By-law No. 18, increasing its authorized capital stock from $20,000 to $100,000 by the creation of 800 additional common shares of $100 each: *c*) its By-law No. 19 changing the address of the company's head office, from 72 Hériot Street, Drummondville, to civic number 104 Marchand Street, Drummondville, P.Q.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29521 Deputy Attorney General.

Délorimier, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 janvier 1951, à la compagnie "Delorimier, Limitée", ratifiant son règlement "C" portant son capital-actions de $98,000 à $150,000 par la création de 520 actions ordinaires additionnelles de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29539-o L. DÉSILETS.

Délorimier, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Delorimier, Limitée", ratifying its By-law "C", increasing its capital stock from $98,000 to $150,000 by the creation of 520 additional common shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29539 Deputy Attorney General.

Dominion Manufacturing (Sportswear) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Dominion Manufacturing (Sportswear) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 31 janviers 1951, à la compagnie "Dominion Manufacturing (Sportswear) Ltd.", ratifiant son règlement "A" *a*) convertissant 584 actions de $100 chacune en 584 actions catégorie "A" de $100 chacune; *b*) subdivisant et convertissant 45 actions de $100 chacune en 4,500 actions catégorie "B" de $1 chacune; *c*) convertissant 371 actions de $100 chacune en 371 actions catégorie "C" de $100 chacune; *d*) augmentant le capital autorisé de la compagnie de $100,000 à $200,000, par la création de 1,000 actions a catégorie "C" additionnelles de $100 chacune; *e*) énumérant les droits, restrictions et privilèges attachés auxdites actions catégorie "A", catégorie "B" et catégorie "C".

Daté du bureau du Procureur général, le 31 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521 L. DÉSILETS.

Duroform Shoulder Pad Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 6 février 1951, à la compagnie "Duroform Shoulder Pad Corporation", ratifiant son règlement N° 23, augmentant son capital de $20,000 à $95,000 par la création de 750 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521 L. DÉSILETS.

Grenon Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 février 1951, à la compagnie "Grenon Construction Company Limited", ratifiant son règlement numéro 4 portant son capital-actions de $49,900 à $75,900, par la création de 260 actions privilégiées additionnelles de $100 chacune, sujettes aux mêmes privilèges et restrictions que ceux attachés aux actions privilégiées créées par les lettres patentes originaires du 17 juin 1947.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521-o L. DÉSILETS.

H. B. Bignell & Son, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 8 février 1951, à la compagnie "H. B. Bignell & Son, Limited", ratifiant son règlement spécial N° 1, augmentant son capital autorisé de $20,000 à $70,000 par la création

letters patent, bearing date the 31st day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Dominion Manufacturing (Sportswear) Ltd." ratifying its Special By-law "A": *a*) converting 584 shares of $100 each into 584 Class "A" shares of $100 each; *b*) subdividing and converting 45 shares of $100 each into 4,500 Class "B" shares of $1 each; *c*) converting 371 shares of $100 each into 371 Class "C" shares of $100 each; *d*) increasing the company's authorized capital from $100,000 to $200,000, by the creation of 1,000 additional Class "C" shares of $100 each; *e*) enumerating the rights, restrictions and privileges of $100 each; *e*) enumerating the rights, restrictions and privileges attaching to the said Class "A", Class "B" and Class "C", shares.

Dated at the office of the Attorney General, the 31st day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29521-o Deputy Attorney General.

Duroform Shoulder Pad Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Duroform Shoulder Pad Corporation", ratifying its By-Law No. 23 increasing its capital stock from $20,000 to $95,000 by the creation of 750 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in such by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29521-o Deputy Attorney General.

Grenon Construction Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the sixth day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, of the said Act, R.S.Q., 1941, to the company "Grenon Construction Company Limited", ratifying its By-law No. 4 increasing its capital stock from $49,900 to $75,900, by the creation of 260 additional preferred shares of $100 each, subject to the same privileges and restrictions as those attaching to the preferred shares created by the original letters patent of the 17th of June, 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29521 Deputy Attorney General.

H. B. Bignell & Son, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "H. B. Bignell & Son, Limited", ratifying its Special By-Law No. 1 increasing the authorized capital stock thereof from $20,000

de 500 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges mentionnés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521 L. DÉSILETS.

I. Iseman Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 8 février 1951, à la compagnie "I. Iseman Limited", ratifiant son règlement No 21, augmentant son capital autorisé de $20,000 à $170,000 par la création de 15,000 actions privilégiées de $10 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521 L. DÉSILETS.

J. L. Welch Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 février 1951, à la compagnie "J. L. Welch and Co., Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 février 1949, changeant son nom en celui de "J. L. Welch Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 12 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29539 L. DÉSILETS.

Land & Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 8 février 1951, à la compagnie "Land & Construction Company", ratifiant son règlement spécial "B", augmentant son capital de $25,000 à $65,000 par la création de 400 nouvelles actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés au susdit réglement.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521 L. DÉSILETS.

Les Produits Can-Mar Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 février 1951, changeant le nom de la compagnie "Canac Marquis Limitée", constituée en corporation par lettres patentes du 20 juin 1950, en celui de "Les Produits Can-Mar Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 8 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521-o L. DÉSILETS.

---

to $70,000 by the creation of 500 preferred shares of $100 each, carrying the rights, restrictions and privileges mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29521-o Deputy Attorney General.

I. Iseman Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "I. Iseman Limited", ratifying its By-law No. 21 increasing its authorized capital stock from $20,000 to $170,000, by the creation of 15,000 preferred shares of $10 each, carrying the rights, restrictions and privileges mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29521-o Deputy Attorney General.

J. L. Welch Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "J. L. Welch and Co., Ltd." incorporated by letters patent dated the 10th of February, 1949, changing its name to that of "J. L. Welch Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29539-o Deputy Attorney General.

Land & Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Land & Construction Company", ratifying Special By-law "B" thereof increasing its captal stock from $25,000 to $65,000 by the creation of 400 new preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the aforesaid By-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 8th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29521-o Deputy Attorney General.

Les Produits Can-Mar Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of February 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Canac Marquis Limitée", incorporated by letters patent on June 20, 1950, to that of "Les Produits Can-Mar Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29521 Deputy Attorney General.

Louis Donolo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 6 février 1951, à la compagnie "Louis Donolo Inc.", ratifiant son règlement 25, augmentant son capital de $48,000 à $348,000 par la création de 3,000 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521 L. DÉSILETS.

Louis Donolo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Louis Donolo Inc.", ratifying its By-Law 25 increasing its capital stock from $48,000 to $348,000 by the creation of 3,000 preferred shares of $100 each subject to the privileges and restrictions mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29521-o Deputy Attorney General.

Moreau's Barber School Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 février 1951, changeant le nom de la compagnie "Vaughn's Barber School Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes du 18 septembre 1935, en celui de "Moreau's Barber School Incorporated".

Daté du bureau du Procureur général, le 9 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521-o L. DÉSILETS.

Moreau's Barber School Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the ninth day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Vaughn's Barber School Incorporated", incorporated by letters patent dated September 18, 1935, to that of "Moreau's Barber School Incorporated".

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29521 Deputy Attorney General.

P. E. Bellerose & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 février 1951, à la compagnie "P. E. Bellerose & Fils Inc.", ratifiant son règlement spécial "A" augmentant de $149,000 à $249,000 son capital-actions autorisé, par la création de 10,000 actions privilégiées de $10 chacune, comportant les droits, privilèges et restrictions énumérés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521-o L. DÉSILETS.

P. E. Bellerose & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the eighth day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "P. E. Bellerose & Fils Inc.", ratifying its special By-Law "A", increasing its authorized capital stock from $149,000 to $249,000, by the creation of 10,000 preferred shares of $10 each, carrying the rights, privileges and restrictions enumerated in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1951.

L. DÉSILET,

29521 Deputy Attorney General.

Ritz Lace & Embroidery Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi (R.S.Q. 1941, chapitre 276), des lettres patentes supplémentaires en date du 25 janvier 1951, à la compagnie "Ritz Lace & Embroidery Limited", ratifiant son règlement N° 3, augmentant son capital de $20,000 à $110,000 par la création de 90,000 actions privilégiées de $1 chacune et comportant les privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29521 L. DÉSILETS.

Ritz Lace & Embroidery Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, inconformity with section 2 of the said Act (R.S.Q. 1941, chapter 276), to the company "Ritz Lace & Embroidery Limited", ratifying its By-law No. 3 increasing its capital stock from $20,000 to $110,000, by the creation of 90,000 preferred shares of $1 each and carrying the privileges and restrictions mentioned in such By-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 25th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29521-o Deputy Attorney General.

Southern Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 6 février 1951, à la compagnie "Southern Sportswear Inc.", rati-

Southern Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Southern Sportswear Inc.", ratify-

fiant son règlement N° 24, augmentant son capital de $10,000 à $100,000 par la création de 900 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29521 L. DÉSILETS.

Vogue Bags Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 31 janvier 1951, à la compagnie "Vogue Bags Ltd.", ratifiant son règlement No 20, augmentant son capital de $20,000 à $170,000 par la création de 15,000 actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 31 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29521 L. DÉSILETS.

W. C. MacDonald Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 31 janvier 1951, à la compagnie "W. C. Macdonald Incorporated", ratifiant son règlement N° 47, augmentant son capital de $20,000 à $674,700 par la création de 6,547 actions privilégiées de $100 chacune comportant les droits, restrictions et privilèges énumérés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 31 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29521 L. DÉSILETS.

Zinc Oxide Company of Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 février 1951, à la compagnie "Zinc Oxide Company of Canada Limited", ratifiant son règlement N° 36 portant son capital-actions de $120,000 à $1,120,000, par la création de 100,000 actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29521-o L. DÉSILETS.

ing its By-law No. 24 increasing its capital stock from $10,000 to $100,000 by the creation of 900 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in such By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29521-o Deputy Attorney General.

Vogue Bags Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Vogue Bags Ltd.", ratifying its By-law No. 20, increasing its capital stock from $20,000 to $170,000 by the creation of 15,000 preferred shares of $10 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the aforesaid By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29521-o Deputy Attorney General.

W. C. MacDonald Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "W. C. Macdonald Incorporated", ratifying its By-Law No. 47 increasing its capital stock from $20,000 to $647,700 by the creation of 6,547 preferred shares of $100 each carrying the rights, restrictions and privileges enumerated in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 31st day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29521-o Deputy Attorney General.

Zinc Oxide Company of Canada Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Zinc Oxide Company of Canada Limited" ratifying its By-law No. 36 increasing its capital stock from $120,000, to $1,120,000, by the creation of 100,000 preferred shares of $10 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29521 Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE TÉMISCAMINGUE

Dans l'avis de vente pour taxes de cette municipalité publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 20 et 27 janvier 1951, aux pages 242 et 370, au nom de Pépin et DeCoster, de la corpo-

Sales for Taxes

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF TÉMISCAMINGUE

In the notice of Sale for Taxes of this municipality, published in the *Quebec Official Gazette* of January 20th and 27th, 1951, on pages 242 and 370, in the name of "Pépin and DeCoster," of

ration municipale d'Evain, veuillez lire lot 49 subdivisions 26 à 29 et 36 à 41 au lieu de 26 à 41.

Ville-Marie, le 8 février 1951.
Le Secrétaire-trésorier du conseil de comté de Témiscamingue,
29535-o JULES GRENIER.

Province de Québec

LA CORPORATION MUNICIPALE DE COMTÉ DU LAC-SAINT-JEAN-EST

Avis public est donné par le soussigné E.-O. Hudon, secrétaire-trésorier de la corporation municipale de comté du Lac-Saint-Jean-Est, que conformément aux dispositions du code municipal et au règlement N° 60 du dit conseil de comté adopté le 10 septembre 1947 et approuvé par l'honorable Ministre des Affaires Municipale, les propriétés ci-après décrites seront vendues pour taxes, en l'hôtel-de-ville de Saint-Joseph-d'Alma, MERCREDI le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL, mil neur cent cinquante et un à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente comprendra les bâtisses érigées sur les terrains mis en vente à moins de spécification contraire.

Gaspard Turcotte, Saint-Gédéon: 1) Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-Gédéon mesurant à l'ouest cinquante-deux pieds de front à l'est quarante-quatre pieds sur un cent cinquante-deux pieds de profondeur, borné en front à l'Ouest au chemin public, en arrière, vers l'est, au terrain de Didyme Tremblay, au Sud au terrain ci-après décrit, et au nord au terrain de Napoléon Therrien ou représentants; lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro Trois-B (ptie 3-b) du dixième rang du cadastre du canton Signaï, circonstances et dépendances.

2) Un autre terrain contigu à celui ci-dessus décrit, mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur environ deux cent cinquante pieds de longueur, faisant également partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois-B (ptie 3-b) du dixième rang, du cadastre du canton Signaï, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances borné comme suit: en front vers l'ouest au chemin public, vers l'est au terrain de Basile Barrette, au vieux fossé qui s'y trouve, joignant au nord partie au terrain ci-dessus décrit et partie au terrain de Didyme Tremblay, et au sud au terrain de Basile Barrette. Taxes municipales: $1.77; taxes scolaires: $8.17; taxes d'aqueduc: $23.50. Total: $33.44.

Auguste Gagné et Lucien Gagné, Hébertville-station: Un terrain et emplacement sis et situé en le village de Hébertville-station, dans le comté du Lac-Saint-Jean, mesurant cinquante-deux pieds de largeur sur un cent pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro six-A-un (ptie 6-a-1) du cadastre officiel pour le deuxième rang Ouest du canton Labarre, avec bâtisses et dépendances, borné en front vers l'Ouest, au chemin Alma, en arrière à la profondeur vers l'est, au terrain de Henri Gervais ou représentants, joignant au nord le terrain de Isaïe Lajoie ou représentants et au sud celui de Auguste Coulombe ou représentants sujet au chemin mitoyen situé entre la propriété de Rodolphe Maltais et Auguste Gagné. Taxes municipales: $16.76; taxes scolaires $113.80; taxes d'Église: $249.26. Total: $379.82.

Donné à Hébertville, le 13 janvier 1951.
Le Secrétaire-trésorier,
29414-6-2-o E.-O. HUDON.

the municipal corporation of Evain, please read lot 49 subdivisions 26 to 29 and 36 to 41, instead of 26 to 41.

Ville-Marie, February 8, 1951.
JULES GRENIER,
Secretary Treasurer of the County Council
29535 of Témiscaningue.

Province of Quebec

MUNICIPAL CORPOTATION OF THE COUNTY OF LAKE SAINT JOHN-EAST

Public notice is hereby given by the undersigned E. O. Hudon, secretary-treasurer of the Municipal Corporation of the County of Lake Saint-John-East, that pursuant to the provisions of the Municipal Code and of By-law No. 60 of the said County Council ,adopted on the 10th of September, 1947, and approved by the Honourable the Minister of Municipal Affairs, the properties hereinbelow described will be sold for taxes in the Town Hall of Saint-Joseph D'Alma, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of APRIL, one thousand nine hundred and fifty-one at TEN o'clock in the forenoon. The said sale to include the buildings erected on the lots of land sold unless spceified to the contrary.

Gaspard Turcotte, Saint-Gédéon: 1. An emplacement situate in the parish of Saint-Gédéon, measuring on the west fifty-two feet in front, on the east forty-four feet by one hundred and fifty-two feet in depth, bounded in front to the west by the public road, in rear, to the east, by the land of Didyme Trembly, on the south by the land hereinafter described, and on the north by the land of Napoléon Therrien or representatives; the said lot of land forms part of the lot of land known and disignated as number three-B (Pt. 3-b) of the tenth range on the cadastre for the township Signaï, circumstances and dependencies.

2. Another lot of land continuous to the one above described, measuring seventy-five feet in width by about two hundred and fifty feet in length, also forming part of the lot of land known and described as number three-B (Pt. 3-b) of the tenth range, of the casdastre for the township of Signaï — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, bounded as follows: In front, towards the west, by the public road, towards the east by the land of Basile Barrette, at the old ditch found there, adjoining on the north partly the land hereinabove described and partly the land of Didyme Tremblay, and on the south by the land of Basile Barrette. Municipal taxes $1.77; School taxes: $8.17; Water tax: $23.50. Total: $33.44.

Auguste Gagné and Lucien Gagné, Hébertville Station: A lot of land or emplacement lying and situate in the village of Hébertville-station, in the county of Lake Saint John, measuring fifty-two feet in width by one hundred feet in depth, forming part of lot six-a-one (Pt. 6-a-1) on the official cadastre for the second west range of the township Labarre — with buildings and dependencies, bounded in front on the west by the Alma road, in rear at the depth towards the east, by the land of Henri Gervais or representatives, adjoining on the north the land of Isaïe Lajoie or representatives, subject to a "mitoyen" road situate between the property of Rodolphe Maltais and Auguste Gagné. Municipal taxes: $16.76; School taxes: $113.80; Church taxes $249.26. Total: $379.82.

Given at Hébertville, January 31, 1951.
E. O. HUDON,
29414-6-2 Secretary-Treasurer.

Province de Québec — District d'Abitibi

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ABITIBI

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné, Laval Goulet, secrétaire-trésorier de la Corporation Municipale du comté d'Abitibi, que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances, ci-après mentionnées seront vendues à l'enchère publique au Palais de Justice à Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce conseil le second jeudi du mois d'avril 1951, soit le DOUZE AVRIL, 1951, à DIX heures de l'avant-midi, pour non-paiement des taxes municipales, scolaires et repartition d'Église, frais et charge dues sur chacun de ces immeubles à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Province of Quebec — District of Abitibi

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ABITIBI

Public notice is hereby given by the undersigned, Laval Goulet, secretary-treasurer of the Municipal Corporation of the county of Abitibi that the immovables, with buildings, circumstance and dependencies, hereinafter mentioned, will be sold by public auction in the Court House at Amos, the usual meeting place of the said Council, on the second Thursday of the month of April, 1951, namely the TWELFTH day of APRIL, 1951, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and school taxes and church apportionments, costs and charges due on each of the said immovables, unless the said taxes, costs and charges be paid and acquitted, with costs incurred, before the sale, to wit:

Corporation de Carpentier & Courville — Corporation of Carpentier & Courville
Commission scolaire de Belcourt — School Commission of Belcourt

Canton ou village — Township or village	Rang — R'ge	Bloc — Block	Lot	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes sco.. — School taxes	Total
Carpentier	1		51-A-B	Gaudias Labbé	$ 4.58	$ 42.02	$ 46.60
"	1		54	Emery Desputeau	21.69	150.18	171.87
"	2		P.S. 61-A-B & 62-A-B.	Georges Otis	2.95	17.65	20.60
Courville	6		50	Laurenzo Belisle	15.45	104.27	119.72
"	6		54	Nestor Blais	32.16	64.80	96.69
"	6		55	Arthur Bouchard	18.22	27.66	45.88
"	6		56	Léo Lavergne	20.90	56.09	76.99
"	6		58	Léo Lavergne	8.53	19.60	28.13
"	7		57	Lucien Béland	17.91	50.03	67.94
"	7		58-1-2-3-4	Nestor Blais	6.30	12.30	18.26
"	8		61	Raoul Roy	17.22	117.56	134.78
"	8		62	Raoul Roy	4.87	41.06	45.93
"	9		34-1-2	Lucien Raymond	4.05	14.87	18.92
"	9		35-1-2	Charles Pratte	17.68	56.09	73.77
"	9		51-1-2-3-4	Philippe Vilandré	19.59	81.25	100.84
"	9		53-1-2-3-4	Nelson Belisle	30.13	178.31	208.44
"	9		55-1-2-3-4	Maurice Lavoie	16.53	53.67	70.10
"	9		P.S. 60	Sylva St-Amant	10.89	67.56	78.45
"	9		61-1-2	Alexandre Lauzé	21.38	40.20	61.58
"	9		62-1-2	Alexandre Lauzé	17.45	28.96	46.41
"	9	16 et 17	60	Société Coopérative	19.93	84.21	106.14
"	10		34-1-2	Lucien Raymond	2.35	8.25	10.60
"	10		35-1-2	Charles Pratte	7.88	11.14	19.02
"	10		36-1-2	Léandre Lafrance	8.22	17.05	25.27
"	10		37-1-2	Alphée Richard	8.00	15.02	23.02
"	10		38-1-2	Pascal Richard	7.60	38.18	45.78
"	10		52	Alphonse Petit	9.62	43.27	52.89
"	10		57	Emile Lacourse	3.06	15.01	18.07
Senneterre	8		6½	Jean-Louis Bacon	13.25	95.73	108.98
"	9		5	Réné Labonne	7.00	19.70	26.70
"	9		6	Joseph Bourgeault	21.34	82.25	103.59
"	9		7	Joseph Bourgeault	6.65	25.71	32.36
"	9		9	Joseph Bourgeault	6.65	25.59	32.24
"	7		7	Georges Grosleau	35.77	90.53	126.30
Courville	9		44-1-2	Georges Cayer	9.95	4.00	13.95
"	9		45-1-2	Georges Cayer	40.43	20.11	60.54

Commission scolaire de Saint-Benoit de Lacorne — School Commission of Saint-Benoit de Lacorne

Lacorne	4		6	Edmond Denoncourt		32.31	32.31

Corporation municipale de Sainte-Hélène — Municipal Corporation of Sainte-Hélène
Commission scolaire de Sainte-Hélène — School Commission of Sainte-Hélène

La Reine	2		59	Gédéon Carbonneau	4.42	43.05	47.47
La Sarre	3		5	J.-E. Carbonneau	4.38	43.89	48.27

Corporation de Saint-Jacques de Dupuy — Corporation of Saint-Jacques de Dupuy
Commission scolaire de Dupuy — School Commission of Dupuy

La Reine	4		49	Come Denis	9.37	37.69	47.26
Desmeloizes	3		53	Gérard Dessureault	13.73	37.49	51.22

Corporation municipale de Colombourg — Municipal Corporation of Colombourg
Commission scolaire de Colombourg — School Commission of Colombourg

Canton ou village — Township or village	Rang — R'ge	Bloc — Block	Lot	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes sclo. — School taxes	Total
Palmarolle	10		38	Jean-Paul Labbé	16.69	38.75	55.44
"	10		40	Liboire Ayotte	7.92	17.50	25.42
La Sarre	1		53	Charles-Plourde, fils	18.82	55.55	74.38
"	2		25	Léo Asselin	17.05	65.10	82.15
"	2		26	Arthur Macameau	8.75	20.00	28.75
"	2		35	Johnny Goulet	11.37	26.25	37.62
"	2		37	Welley Demers	6.12	80.41	86.53
"	2		39	Jean Goulet	3.15	.....	3.15
"	3		35	Félix Ledoux	15.12	.....	15.12
"	3		55	Eddy Demers	5.08	45.11	50.19
"	3		57	Robert Joly	13.23	30.36	43.86
Emplacement situé sur le lot 45, rang 2, canton La Sarre, ayant quatre vingt-cinq (85) pieds de profondeur par cinquante-cinq (55) pieds de largeur et borné à l'ouest par la route, au nord par l'emplacement de D. H. Dallaire, à l'est et au sud par la balance dudit lot.				Emplacement situate on lot 45, range 2, Township La Sarre, measuring eighty-five (85) feet in depth by fifty-five (55) feet in width, and bounded on the west by the highway, on the north by the emplacement of D. H. Dallaire, on the east and south by the balance of said lot.			
"	2		45	Antonio Apriel	1.83	.....	1.83

Commission scolaire de Saint-Vincent de Paul, Vassan — School Commission of Saint-Vincent de Paul, Vassan

Vassan	6		12	Paul Carey	.....	45.57	45.57
"	6	½S.	34 & 35	Gérard Chouinard	.....	19.63	19.63
"	6		39-A-B	Albani Breton	.....	77.00	77.00
"	6		41-A-B	Armand Faucher	.....	25.66	25.66

Commission scolaire de Saint-Antoine de Padoue — School Commission of Saint-Antoine de Padoue

Rochebeaucourt	5		30	Alfred Richard	.....	43.81	43.81
"	5		32	Thomas Leblanc	.....	43.20	43.20
"	6		21-A-B-C	Alfred Leduc	.....	38.11	38.11
"	9		10-A-B, 11-A-B, 12-A-B.	Josaphat Ferland	.....	62.52	62.52
"	9		37-38	J.-B. Bélanger	.....	34.08	34.08
"	10		11	Gonzague Russell	.....	24.94	24.94
"	10		17	Réné Russell	.....	14.62	14.62
Lamorandière	7		50-A-B-C	Léo Garceau	.....	41.13	41.13

Commission scolaire de Saint-Mathias — School Commission of Saint-Mathias

Royal Roussillon	7		59*b*	Raoul Martel	.....	20.81	20.81
"	7		60*b*	Raoul Martel	.....	51.63	51.63
"	7		47-A-B	Joseph Buteau	.....	76.74	76.74
	8		44				
Languedoc	6		4	Léopold Savoie	.....	50.79	50.79
"	6		25	Albert Lachance	.....	58.19	58.19
"	8		3-A-B	Georges Bergeron	.....	44.86	44.86
Partie sud-est de la Rivière Macamic de la partie nord du chemin public, distraction faite de son coin sud-ouest et le coin nord-ouest de la partie sud du chemin public. Une maison et un emplacement de 100 pieds de côté.				Part southeast of the Macamic river of the north part of the public road, deduction made of its corner on the west and the northwest corner of the south part of the public road. A house and an emplacement of 100 feet on the side.			
"	8		22	Eddy Bouchard	.....	25.37	25.37
"	8		23	Clovis Leblanc	.....	46.45	46.45

Commission scolaire de Champneuf — School Commission of Champneuf

Rochebeaucourt	3		10	Arthur Beauchamp	.....	28.06	28.06
"	4		19	Patrick Hughes	.....	26.03	26.03

Commission scolaire de Lamorandière — School Commission of Lamorandière

Lamorandière	1		30	Jean-Louis Langlois	.....	23.42	23.42
"	2		27 & 28	Antoine Lefebvre	.....	69.87	69.87
"	4		36-A-B	Réné Lambert	.....	60.83	60.83
"	4		46	Napoléon Morin	.....	32.26	32.26
"	7		31	Alvida Veillette	.....	20.60	20.60
"	8		30	Rosaire Veillette	.....	14.90	14.90

Corporation de Sainte-Jeanne de Clerval — Corporation of Sainte-Jeanne de Clerval
Commission scolaire de Sainte-Jeanne — School Commission of Sainte-Jeanne

Canton ou village — Township or village	Rang — R'ge	Bloc — Block	Lot	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
La Reine	5		35	Emile Morel	13.65		13.65
"	2		42	Alyre Richard	20.25	41.92	62.17
"	1		(18-19-21)	Maurice Pronovost	46.15		46.15

Corporation municipale de Saint-Janvier — Municipal Corporation of Saint-Janvier
Commission scolaire de Saint-Janvier — School Commission of Saint-Janvier

La Sarre	9		57 E.	Freddy Lemaire	2.72	3.09	5.81
"	9		58 O.-W.	Freddy Lemaire	2.01	2.84	4.85
"	9		59	Normand Noël	1.66	7.34	9.00
Clermont	1		41	Camille Rive	9.02	13.31	22.33
"	1		51	Joseph Larochelle	7.46	14.94	22.40

Corporation de La Sarre canton — Corporation of La Sarre township
Commission de La Sarre — Commission of La Sarre

La Sarre	4		30	Augustin Côté	39.53	117.16	156.69
"	5		40-A-B	Josaphat Richard	49.00	157.46	206.56
"	8		42	Jean-Louis Chalifoux	16.11	47.70	63.81
"	9		10	Patrick Fortin	26.36	112.64	139.00
"	9		32	Fleurimont Lortie	36.64	129.73	166.37
Clermont	1		6	Arthur Guillemette	11.93		11.93

Corporation de Launay — Corporation of Launay
Commission scolaire de Launay — School Commission of Launay

Launay	3		7	Emile Renaud	8.24	24.53	32.77

Corporation de Launay — Corporation of Launay
Commission scolaire de Villemontel — School Commission of Villemontel

Launay	4		56*ab*	Dame Eugène Cliche	8.20		8.20

Corporation de Taschereau — Corporation of Taschereau
Commission scolaire de Privat — School Commission of Privat

Privat	4		42	Succ.-Est. Alp. Robidas	8.50	41.50	50.00
"	5		30-A-B & 31	Armand Moreau	20.75	86.30	107.05
"	7		57	Amédée Bilodeau	3.00	66.40	69.40

Corporation de Poularies — Corporation of Poularies
Commission scolaire de Poularies — School Commission of Poularies

Poularies	4		36	Charles-Ed. Deschênes	8.00	39.45	47.45
"	6		40	Ulderic Blais	4.00	36.78	40.78
"	6		50*ab*	Adélard Bibeau	12.44	63.21	75.65
"	6		51*ab*	Adélard Bibeau	14.04	72.24	86.28
"	8		45	Donat Isabelle	8.00	58.70	66.70

Corporation du canton Privat — Corporation of the township Privat
Commission scolaire de Privat — School Commission of Privat

Village Privat		17	233	Raoul Fortier, Rouyn	1.35	4.00	5.35
"		40	497 & 498	Joseph Lord, Rouyn	1.35	4.00	5.35
"		42		Esdras Marcotte, Taschereau	11.48		11.48
"		17	235	Succ.-Est. Edouard Moreau	3.08	8.30	11.38

Corporation du village de Senneterre — Corporation of the village of Senneterre
Commission scolaire de Senneterre — School Commission of Senneterre

Village Senneterre		12	18	Arthur Cinq-Mars	11.40	19.50	30.90
"		1	5	Iserhoff Stewart	3.60	7.00	10.60
"		91	7 & 8	Wilfrid Nadeau & Aristide Morin.	13.31	22.20	35.51
"		78	5 & 6	Isaac Sullivan	69.19	123.00	193.09
"		11	17	Gérald Surprenant	81.84	79.90	160.84
"		11	16	Gérald Surprenant	39.50	87.00	126.50

Commission scolaire de Lac Tiblemont — School Commission of Lake Tiblemont

Canton ou village — Township or village	Rang — R'ge	Bloc — Block	Lot	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School atxes	Total
Pascalis	1		52	Michel Blanchette		6.57	6.57

Corporation d'Amos Est — Corporation of East Amos
Commission scolaire de Saint-Maurice — School Commission of Saint-Maurice

Dalquier	5		60	Henri Plante		42.75	42.75
"	6		42	Odilon Morissette	3.50	12.37	15.87
"	8		52	Placide Royer		25.87	25.87
"	9		48	Amédée Plante	10.25		10.25
"	9		50	Bruno St-Laurent	8.00	18.00	26.00
"	9		57	Adélard Nolet		28.23	28.23

Corporation de la paroisse de Senneterre — Corporation of the parish of Senneterre
Commission scolaire de Senneterre — School Commission of Senneterre

Senneterre	5		24a	Joseph Lamarche	2.72	7.04	9.76
"	4		28	Gédéon Laquerre	11.61	16.28	27.89
"	5		28	André Trudel	11.53	16.82	28.35
"	5		41	Isidore Thériault	8.16	18.20	26.36
"	6		P-40	Eugène Bélanger	11.10	15.94	27.04
"	7		11	Cyrias Coulombe	14.19	30.28	44.47
"	7		12	Cyrias Coulombe	17.69	12.64	30.33
"	7		½ 40 / ½ 41	Armand Bélanger	10.91	10.38	21.29
"	7		42	Réné Bélanger	9.32	24.12	33.44
"	8		28-6	Vonrad Pépin	13.84		13.84
"	9		37	Mme Emile Barrette	16.40		16.40
"	9		31	Patrick St-Jean	31.89	51.48	83.37
"	10		27	Isidore Blouin	17.19	25.40	42.59

Corporation d'Amos Est — Corporation of East Amos
Commission scolaire de Dollard — School Commission of Dollard

Figuery	10		55	Arthur Fleury	3.50	8.00	11.50

Commission scolaire de Saint-Maurice — School Commission of Saint-Maurice

Duverny	5		3	Paul Lecomte		11.74	11.74
"	8		8	Jean Baribeau		10.17	10.17
Dalquier	7		48-A-B	Victorien Pomerleau		9.00	9.00

Commission scolaire de Saint-Edmond — School Commission of Saint-Edmond

Vassan	3		½ O-44	Joseph Ross		21.25	21.35
"	3		½ E-44	Denis Rousseau		17.25	17.25
"	3		47	Hervé Bolduc		27.50	27.50
"	4		36-A-B & 37-A-B.	André Beaudry		46.00	46.00
"	4		44-A-B & 45-A-B.	Welly Fleurant		31.00	31.00
	4		56-A-B	Roger Lvaoie		21.35	21.35
"	5		46	Victor Leblanc		30.25	30.25
"	6		51	Emile Allard		22.00	22.00
"	6		57-A-B	Célestin Laplante		22.00	22.00
"	6		62	Constant Riopel		23.50	23.50
"	7		45	Xavier Boudreau		23.50	23.50
"	7		49	Jacques Leclerc		28.25	28.25
"	7		50	Emile Roy		22.75	22.75
"	7		59-A-B	Eugène Cayer		22.00	22.00
"	7		62-A-B	Ernest Leclerc		22.75	22.75
"	9		55	Joseph D'Ostie		34.00	34.00
Senneville	4		2	Wilfrid Provencher		28.25	28.25
"	5		4	Harry Brooke		20.65	20.65
"	5		12	Raymond St-Pierre		26.30	26.30
"	7		1	Prima Desaulniers		16.50	16.50

Corporation de Saint-Félix — Corporation of Saint-Félix
Commission scolaire de Saint-Félix — School Commission of Saint-Félix

Dalquier	5		10	Joseph Lemerise		6.89	6.89
"	6		37	Euclide Marcotte		54.92	54.92
"	6		39	Léo Gauthier	11.44	36.32	47.76

Canton ou village — Township or village	Rang — R'ge	Bloc — Block	Lot	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
"	7		3	Edmond Inkell		31.90	31.90
"	7		8	Alexandre Landry	11.53	27.74	39.27
"	8		24	Pacifique Breault	2.35	6.75	9.10
"	8		46	Joseph Plante	19.73	22.77	42.50
"	9		14	Charles H. Mathez	4.07	11.7	15.84
"	9		30	Joseph Bolduc		28.77	28.77
"	7		37	Aimé Roy		14.07	14.07
"	7		27	Philippe St-Laurent	9.25	19.63	28.88

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Dalquier sous le numéro vingt-sept (27) du rang sept (7), appartenant à Philippe St-Laurent. A distraire cependant:

1° Un lopin de terre mesurant quatre acres du nord au sud par toute la largeur du dit lot, étant la partie nord du dit lot, borné au nord par le chemin de front, à l'est par le lot numéro vingt huit (28) du même rang, au sud par une ligne parallèle à la ligne nord du dit lot, passant à huit cent trente deux pieds de cette dernière et à l'ouest par la route.

2° Un emplacement mesurant deu cent huit pieds par deux cent huit pieds, situé à la partie ouest du dit lot et borné comme suit: au nord par une ligne parallèle à la ligne nord du dit lot passant à huit cent trente deux pieds de cette dernière ou par le lopin de terre ci-dessus décrit à l'itemun, à l'est par une ligne parallèle à la ligne est de la route passant à deux cent huit pieds de cette dernière au sud par une ligne parallèle à la ligne nord du dit emplacement passant à deux cents huit pieds de cette dernière et à l'ouest en front par la route, lequel emplacement est la propriété de M. Raoul Bilodeau.

The lot of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township Dalquier, under number twenty-seven (27) of range seven (7), belonging to Philippe St-Laurent. To be deducted, however:

1. A parcel of land measuring four acres from north to south by the whole width of the said lot, being the north part of said lot, bounded on the north by the front road, on the ast by lot number twenty-eight (28) of the same range, on the south by a line parallel to the north line of said lot, passing at eight hundred and thirty-two feet from the latter and west of the highway.

2. An emplacement measuring two hundred and eight feet, situate on the west part of said lot and bounded as follows: on the north by a line parallel to the north line of said lot, passing at eight hundred and thirty-two feet from the latter or by the parcel of land above described in paragraph one, on the ast by a line parallel to the east line of the highway passing at two hundred and eight feet from the latter, on the south by a line parallel to the north line of said emplacement, passing at two hundred and eight feet from the latter and on the west, in front, by the highway, the said emplacement is the property of Mr. Raoul Bilodeau.

Corporation de La Motte — Corporation of La Motte
Commission scolaire de La Motte — School Commission of La Motte

Malartic	10		13	Adrien Sévigny	1.96		1.96
La Motte	1		10	Léo Dion	3.98	5.70	9.68
"	1		11	Roland Paquin	7.50		7.50
"	1		19	Henri-Paul Toupin		26.72	26.72
"	1		20	Henri-Paul Toupin		6.45	6.45
"	2		16	Antoine Massicotte	8.06	17.43	25.49
"	2		20	Patrick Toupin	6.31	21.29	27.60
"	3		6	Léonidas Lachance	2.32	7.23	9.55
"	3		27	Jean-Yves Guay	7.98	27.15	35.15
"	4		11	Armand Rondeau	4.99	6.62	11.61
"	5		26	Alexandre Tremblay	12.42	104.62	117.04
"	9		½ E-40	Léopold Tremblay	3.12	9.87	12.99
"	9		½ E-41-A-B	Léopold Tremblay	6.85	20.79	27.64

Corporation de Fiedmont & Barraute — Corporation of Fiedmont & Barraute
Commission scolaire de Saint-Blaise — School Commission of Saint-Blaise

Barraute	5		23	Aimé Desmarchais	2.60	20.15	22.75
"	7		45	Wellie Morasse	5.25	36.10	41.35
"	7		59	Réné Morasse	2.10	12.70	14.80
"	4		18	Amédée Trottier	12.11	40.80	51.91
"	5		9 & 10	Amédée Trottier		68.28	77.00

Corporation de Fiedmont & Barraute — Corporation of Fiedmont & Barraute
Commission scolaire de Barraute — School Commission of Barraute

Fiedmont	4		28	Hermas Breton		12.28	12.28
"	9		19	Napoléon Lachance		18.88	18.88
"	10		½ E-18 & 19	Josaphat Lachance		18.88	18.88
"	8		36 & 37-1	Rosaire Séguin		18.88	18.88
"	8		33	Napoléon Duchesnes	8.40	18.38	26.78
"	8		30	Philibert-Joseph Rousseau	4.03	5.45	9.48
"	10		37	Léo Roy	18.35	54.83	73.18

Corporation du village de Barraute — Corporation of the village of Barraute
Commission scolaire de Barraute — School Commission of Barraute

Village Barraute		7	1,2,3,5,6	Oscar Roy	16.78	61.08	77.86
"		8	16	Pierre Gauthier		9.25	9.25
Barraute	1		40, sub. 30, 31, 32.	Dame Victorin Caron		45.38	45.38

Corporation de Trecesson — Corporation of Trecesson
Commission scolaire de Villemontel — School Commission of Villemontel

Canton ou village — Township or village	Rang — R'ge	Bloc — Block	Lot	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Municipal taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Trecesson	5		7*ab*	Jean-Baptiste Pelletier	7.88	28.19	30.07
"	4		18 sub. 53	Donat Desrosiers	1.50	24.78	26.28

Commission scolaire de Sainte-Gertrude — School Commission of Sainte-Gertrude

Villemontel	4		31	Arthur Lavigne		127.68	127.68
"	5		29	Arthur Lavigne		43.00	43.00
"	5		30	Alberdas Fontaine		63.45	63.45
"	7		13 & 14	Amédée St-Hilaire		47.70	47.70
"	8		46	Paul Baribeau		56.00	56.00

Corporation d'Amos Ouest — Corporation of West Amos
Commission scolaire de Saint-Viateur — School Commission of Saint-Viateur

Figuery	9		6	Réné Rochon	2.75	21.25	24.00
"	9		½ 0-9	Ls-Philippe Gobeil		10.17	10.17
"	9		½ E-9	C.-A. Lebœuf		34.73	34.73
"	10		3	Josaphat Thibault	2.20	14.43	16.63
Dalquier	2		11A	Clément Lacroix	0.95	5.92	6.87
"	2		12*a*	Clément Lacroix	0.55	4.03	4.58
"	3		11*ab*	Eugène Boucher	11.10	45.17	56.27

Commission scolaire de Rivière Heva — School Commission of Rivière Heva

Malartic	8		8	Rév. C.-R. Lalande		92.49	92.49

Commission scolaire de Saint-Blaise — School Commission of Saint-Blaise

Barraute	4		23	Emile Bouchard		27.75	27.75
"	6		½ S. 41 & 42	Rosaire Roch		6.15	6.15
"	7		31	Rosaire Roch		52.00	52.00

Donné à Amos, ce 5 février, 1951.

Le Secrétaire-trésorier de la
Corporation du comté d'Abitibi,
29490-7-2-o LAVAL GOULET.

Given at Amos, this 5th day of February, 1951.

LAVAL GOULET,
Secretary-Treasurer of the Corporation
29490-7-2-o of the county of Abitibi.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE PONTIAC

La demi-sud des lots 10 et 11, rang 4, Cawood, comté de Pontiac, annoncée comme devant être vendue à la vente pour taxes du comté le 8 mars 1951, ne sera pas offerte en vente ni vendue à la date sus-mentionnée parce que ces lots appartiennent à la Couronne.

Waltham, le 15 février 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
du comté de Pontiac,
29551 ARTHUR LABELLE.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF PONTIAC

The South Half of Lots 10 and 11, Range 4, Cawood, Pontiac Co., advertised to be sold at the County Tax Sale on March 8th, 1951, will not be offered for sale not sold on the above date for the reason that these lots belong to the Crown.

Waltham, February 15th, 1951.

ARTHUR LABELLE,
Secretary-Treasurer,
29551-o County of Pontiac.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 140

Québec, le 8 février 1951.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "G"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif au métier d'horloger dans la région de Montréal.

Orders in Concil

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 140

Quebec, February 8, 1951.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING the repeal of the decree relating to the clockmaking trade in the district of Montreal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 100 du 29 janvier 1948 et ses amendements, relatif au métier d'horloger dans l'Ile de Montréal, l'Ile Jésus, le comté de Terrebonne, la cité de Joliette, le village de Saint-Félix-de-Valois, la ville de l'Assomption, les municipalités de village de Saint-Jacques-de-Montcalm, l'Annonciation, de Mont-Laurier et Ferme-Neuve et les municipalités de Saint-Eustache et Saint-Eustache-sur le-Lac, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit.

A. MORISSET,
29552-o Greffier du Conseil Législatif.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the decree number 100 of January 29, 1948, and its amendments, relating to the clock-making trade in the Island of Montreal, Jesus Island, the county of Terrebonne, the city of Joliette, the village of St. Felix-de-Valois, the town of L'Assomption, the village municipalities of St. Jacques-de-Montcalm, l'Annonciation, Mont-Laurier and Ferme-Neuve and the municipalities of St. Eustache and St. Eustache-sur-le-Lac, be annulled and repealed for all the purposes of the law.

A. MORISSET,
29552-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 172

Québec, le 15 février 1951.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie de la boulangerie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 1156 du 19 octobre 1950, relatif à l'industrie de la boulangerie dans les cités de Québec et de Lévis et un rayon de 35 milles de leurs limites;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 janvier 1951;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées, conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 1156, soit modifié comme suit:

Les mots "sauf les municipalités situées dans le comté de Dorchester" sont ajoutés à la fin de l'article III (juridiction territoriale)..."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
29552-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 172

Quebec, February 15, 1951.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING an amendment to the decree relating to the baking industry in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the procedure previded for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 1156 of October 19, 1950, relating to the baking industry in the cities of Quebec and Levis and a radius of 35 miles from their limits;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 5, 1951;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1156, be amended as follows:

The words "excepting the municipalities within the county of Dorchester" are added at the end of section III (Territorial jurisdiction).

(Document "C" annexed to the Order).

A. MORISSET,
29552-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 172

Québec, le 15 février 1951.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 172

Quebec, February 15, 1951.
Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "B"

CONCERNING amendments to the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Three Rivers.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some

certaines modifications au décret numéro 1040 du 4 août 1948 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 novembre 1950;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 1040, soit modifié comme suit:

1° Les mots "et la municipalité de Ste-Angèle-de-Laval" sont ajoutés à la description de la zone III, au paragraphe "*b*" de l'article II (section "B").

2° L'alinéa suivant est ajouté à la fin du paragraphe "*a*" de l'article V (section "B"):

"Nonobstant les dispositions précédentes, dans la municipalité de Ste-Angèle-de-Laval, les heures de travail sont de 8.00 a.m. à 6.00 p.m., du lundi au samedi inclusivement."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
29552-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 172

Québec, le 15 février 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région des Cantons de l'Est.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région des Cantons de l'Est, rendue obligatoire par le décret numéro 918 du 4 juin 1947, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 décembre 1950;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 918, soit modifié comme suit:

1° Au paragraphe "*a*" de l'article 111, les changements suivants sont apportés aux heures de travail:

Zone V

Lundi: 9.00 a.m. à midi.
Mardi, mercredi, jeudi et samedi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.
Vendredi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Zone VI

Lundi: 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

amendments to the decree number 1040 of August 4, 1948, and amendments, relating to the barber and hairdressing trades in the district of Three Rivers;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 18, 1950;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1040, be amended as follows:

1. The words "and the municipality of Ste-Angèle-de-Laval, are added to the description of zone III, in subsection "*b*" of section II (part "B").

2. The following paragraph is added at the end of subsection "*a*" of section V (part "B"):

"Notwithstanding the foregoing provisions, in the municipality of Ste-Angèle-de-Laval, the hours of work are distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m., from Monday to Saturday inclusive."

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,
29552-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 172

Quebec, February 15, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments to the decree relating to the barber and hairdressing trades in the Eastern Townships' district.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the Eastern Townships' district, rendered obligatory by the decree number 918 of June 4, 1947, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 23, 1950;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 918, be amended as follows:

1. In subsection "*a*" of section III, the following changes are made to the hours of work:

Zone V

Monday: 9.00 a.m. to 12.00 (noon)
Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.
Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

Zone VI

Monday: 1.00 a.m. to 6.00 p.m.

Mardi, mercredi et jeudi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Vendredi et veilles de fêtes chômées: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.
Samedi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Zone VII

Lundi et mercredi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.
Mardi: 9.00 a.m. à midi.
Jeudi, vendredi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.
Samedi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Zone X

Lundi, mardi et jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Vendredi et samedi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Mercredi, excepté lorsqu'il y a une fête dans la semaine: 8.00 a.m. à midi.
Cependant, du 20 décembre au 24 décembre inclusivement: 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

2° La phrase suivante est ajoutée à la "*Note*" apparaissant à la fin du paragraphe "*b*" de l'article 111:

"Toutefois, dans la zone "B", la période citée plus haut se termine le 1er lundi de juillet au lieu du 15 juillet."

3° Les deux derniers paragraphes de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"De plus sont également chômés par les coiffeurs et coiffeuses seulement, les jours suivants: 2 janvier, Vendredi-Saint, lundi de Pâques, 24 et 26 décembre.

Lorsqu'un des jours chômés ci-haut tombe un dimanche, le congé est remis au lendemain (lundi) pour les barbiers de toutes les zones et les coiffeuses de la zone "A" seulement."

4° A l'article VI, les prix minima suivants sont ajoutés ou substitués à ceux qui apparaissent actuellement dans le décret, pour les services ci-après mentionnés:

Pour les barbiers:

Zone III

"Coupe de cheveux:	
Adultes, tous les jours	$0.55
Enfants de moins de 15 ans:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.35
Vendredi, samedi et veilles de fêtes	0.55
"Brush Cut":	
Adultes	0.75
Enfants de moins de 15 ans:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes	0.60
Barbe	0.35
Grillage de cheveux	0.35
Shampooing	0.60
Massage	0.60
Parfums, lotions, toniques	0.25 0.35
Aiguisage de rasoirs	0.60
Aiguisage de ciseaux	0.25 0.35"

Zone IV

"Barbe	0.35
Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.55
Coupe de cheveux pour enfants:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.35
Coupe de cheveux pour adultes et enfants:	
Vendredi, samedi et veilles de fêtes et	

Tuesday, Wednesday and Thursday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.
Friday and holiday eves: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Zone VII

Monday and Wednesday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.
Tuesday: 9.00 a.m. to 12.00 (noon)
Thursday, Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.
Saturday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Zone X

Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Friday and Saturday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Wednesday, except when a holiday falls in the week: 8.00 a.m. to 12.00 (noon)
However, from December 20 to December 24, inclusive: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

2. The following sentence is added to the note at the end of subsection "*b*" of section III:

"However, in zone "B", the period above mentioned ends on the first Monday of July instead of July 15."

3. The last two paragraphs of section IV are replaced by the following:

"The following days are also observed as holidays, but male and female hairdressers only: January 2, Good Friday, Easter Monday, May 24 and December 26.

When of the above holidays falls on Sunday, the holiday is put off till morrow (Monday) for barbers of all zones and female hairdressers of zone "A" only."

4. In section VI, the following minimum prices are added to or substituted for those now mentioned in the decree, in respect of the services hereafter mentioned:

For barbers:

Zone III

Haircut:	
Adults, every day	$0.55
Children under 15 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.35
Friday, Saturday and holiday eves	0.55
Brushcut:	
Adults	0.75
Children under 15 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.60
Shave	0.35
Singeing of the hair	0.35
Shampoo	0.60
Massage	0.60
Perfume, Lotion, Tonic	0.25 0.35
Razor Setting	0.60
Scissors setting	0.25 0.35"

Zone IV

"Shave	0.35
Haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.55
Haircut for children:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.35
Haircut for adults and children:	
Friday, Saturday and holiday eves and	

les deux jours ouvrables avant Noël et avant le Premier de l'An	0.60
Pompadour (brush cut), Hollywood:	
Pour adultes et enfants	0.75
Massage noir "glaise"	1.10
Massage ordinaire	0.85
Lotion	0.35
Shampooing	0.60
Grillage de cheveux	0.35"

Zone V

"Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.55
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chomées	0.60

Zone VI

Barbe	0.35
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:	
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.55
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 16 ans:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.35
Vendredi, samedi et veilles des fêtes chômées les deux jours ouvrables avant Noël et avant le Premier de l'An	0.55
Pompadour (Brush Cut):	
Adultes	0.70
Enfants	0.60
Services à domicile:	
Barbe	0.75
Coupe de cheveux	0.75
Barbe et coupe de cheveux	1.25
Rasage du cou seulement	0.10
Shampooing	0.60
Massage ordinaire	0.75
Massage noir "glaise"	1.00
Grillage de cheveux	0.25
Lotion, tonique, brillantine	0.15
Lotion parfumée	0.25"

Zone X

"Coupe de cheveux pour adultes:	
Samedi et veilles de fêtes	0.55
"Brush Cut":	
Pour adultes, tous les jours	0.75
Pour enfants, vendredi, samedi	0.75
Barbe	0.35"

Pour les coiffeuses:

Zone A

"L'ondulation à froid (Cold wave) est réduite à $5.00 pour les enfants de moins de 14 ans."

Zone D

"Coupe de cheveux "Shingle"	0.75
Retouche du "Shingle" (en dedans de 3 semaines)	0.50
Ondulation ordinaire	0.50
Coiffure haute ou de fantaisie	0.75
"Super-Sonic" "Radio-Wave"	6.00
"Cold Wave" "Flexa Wave"	8.00
Shampooing teinture	4.00
Rinçage	0.25
"Breck"	1.50
"Kera Lac"	1.25"

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

29552-o

the two working days before Christmas and New Year's Day	0.60
Pompadour (brushcut) Hollywood:	
Adults and children	0.75
Mud-pack	1.10
Ordinary massage	0.85
Lotion	0.35
Shampoo	0.60
Singeing of the hair	0.35"

Zone V

"Haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.55
Friday, Saturday and holiday eves	0.60

Zone VI

"Shave	$0.35
Haircut for adults, male and female:	
Friday, Saturday and holidays eves	0.55
Haircut for children under 16 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.35
Friday, Saturday and holiday eves, and two working days before Christmas and New Year's Day	0.55
Pompadour (brushcut):	
Adults	0.70
Children	0.60
Work done at customer's home:	
Shave	0.75
Haircut	0.75
Shave and haircut	1.25
Neck shave only	0.10
Shampoo	0.60
Ordinary massage	0.75
Mud-pack	1.00
Singeing of the hair	0.25
Lotion, tonic, "brillantine"	0.15
Perfumed lotion	0.25"

Zone X

"Haircut for adults:	
Saturday and holiday eves	$0.55
Brushcut:	
for adults, every day of the week	0.75
for children, Friday, Saturday	0.75
Shave	0.35

For female hairdressers:

Zone "A"

The price for a cold wave is reduced to $5.00 for children under 14 years of age."

Zone "D"

"Haircut (Shingle)	$0.75
Retouching of Shingle haircut (within 3 weeks)	0.50
Ordinary wave	0.50
High or fancy hairdressing	0.75
"Super-Sonic", "Radio" waves	6.00
Cold wave "Flexa" wave	8.00
Dye shampoo	4.00
Rinse	0.25
"Breck"	1.50
"Kera Lac"	1.25"

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

29522-o

Avis divers

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi.

AVIS D'ÉRECTION EN MUNICIPALITÉ DE VILLE

A QUI DE DROIT:

Le Conseil de la municipalité du village de Sainte-Anne de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, province de Québec, donne par les présentes avis de son intention d'ériger la municipalité du village de Sainte-Anne de Chicoutimi en Municipalité de Ville.

a) Le nom de municipalité projetée sera "La Ville de Chicoutimi-Nord";

b) Le territoire de ladite municipalité de la Ville de Chicoutimi-Nord comprendra:

"Les lots un a six inclusivement du premier rang est du plan officiel du village de Sainte-Anne de Chicoutimi; et des lots N° 7 à 143 inclusivement du premier rang ouest du plan officiel du village de Sainte-Anne de Chicoutimi; des lots N° 9-A, 10-A, 10-B, 10-C, 10-D et 10-E du premier rang ouest du canton Tremblay faisant maintenant partie du village de Sainte-Anne de Chicoutimi. Et elle est bornée comme suit: au nord par les terres du rang 3 du Canton Tremblay, au sud par la Rivière Saguenay, au nord-est et sud-est par le lot N° 2 du premier rang Est du Canton Tremblay et à l'ouest par les lots Nos 11-A et 11-B du premier rang Ouest du Canton Tremblay, au nord-ouest par le lot 32 du deuxième rang ouest du canton Tremblay".

c) Le recensement de la population du village de Sainte-Anne de Chicoutimi s'établit 3,963 (trois mille neuf cent soixante-trois) âmes, tel que constaté par un recensment ordonné par le conseil, le 2 janvier 1951.

d) L'érection de la municipalité de la ville de Chicoutimi-Nord se fera sous l'empire de la Loi des Cités et Villes, Ch 233 S.R.P.Q. 1941 et ses amendements.

Et le présent avis est publié à toutes fins que de droit.

Chicoutimi, le 26 janvier 1951.

Le Secrétaire-trésorier de la Municipalité
du Village de Sainte-Anne de Chicoutimi,
29359-5-4-o DAVID BOUCHER.

THE IMPERIAL TRUST COMPANY

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que le capital-actions de la compagnie "The Imperial Trust Company" a été augmenté à cinq millions de dollars ($5,000,000) divisé en cinquante mille (50,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100) chacune.

Montréal, P. Q., 10 février 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
29491-7-3 CAMPBELL SHAW.

BOXCRAFT LIMITED

Règlement N° 15

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à quatre et un quorum sera composé de trois directeurs de la compagnie".

Miscellaneous Notices

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi

NOTICE OF ERECTION INTO A TOWN MUNICIPALITY

TO WHOM IT MAY CONCERN:

The Council of the municipality of the village of Sainte-Anne de Chicoutimi, county of Chicoutimi, county of Chicoutimi, Province of Quebec, hereby gives notice of its intention to erect the Village Municipality of Sainte-Anne de Chicoutimi into a Town Municipality.

a) The name of the proposed municipality to be: "The Town of Chicoutimi-Nord";

b) The territory of the said municipality of the Town of Chicoutimi-Nord to consist of:

"Lots one to six inclusively of the First East range on the official plan for the village of Sainte-Anne de Chicoutimi; and lots 7 to 143 inclusively of the First West range on the official plan for the Village of Sainte-Anne de Chicoutimi; lost Nos. 9-A, 10-A, 10-B, 10-C, 10-D and 10-E of the First West range of the township Tremblay now forming part of the village of Sainte-Anne de Chicoutimi. And is bounded as follows: On the north by the lands of Range 3 of the Township Tremblay, on the south by the Saguenay river, on the northeast and southeast by lot No. 2 of the First East range of the Township Tremblay and on the west by lots Nos. 11-A and 11-B of the first west range of the township Tremblay, on the northwest by lot 32 of the Second West range of the Township Tremblay."

c) The census of the population of the village of Sainte-Anne de Chicoutimi is established at 3,963 (three thousand nine hundred and sixty-three) souls, as ascertained by the census ordered by the Council on the 2nd of January, 1951.

d) The erection of the municipality of the Town of Chicoutimi-Nord shall be made under the provisions of the Cities and Towns Act, Chapter 233, R.S.Q., 1941, and its amendments.

And the present notice is published for all legal purposes.

Chicoutimi, January 26, 1951.

DAVID BOUCHER,
Secretary-Treasurer oft he Municipality of the village of Sainte-Anne de Chicoutimi.
29359-5-4

THE IMPERIAL TRUST COMPANY

NOTICE

Notice is hereby given that the capital stock of "The Imperial Trust Company" has been increased to Five million dollars ($5,000,000) divided into Fifty thousand (50,000) shares of the par value of One hundred dollars ($100.) each.

Montreal, P.Q., February 10th 1951.

CAMPBELL SHAW,
29491-7-3-o Secretary-Treasurer.

BOXCRAFT LIMITED

By-law No. 15

"That the directors of the Company shall be increased from three to four and a quorum shall consists of three directors of the Company."

Je, le soussigné, secrétaire-trésorier de la compagnie "Boxcraft Limited", certifie par les présentes, que le règlement ci-dessus a été adopté à l'unanimité à une assemblée des directeurs de la compagnie tenue à Montréal, le 24 janvier 1951, et qu'à la même date ledit règlement a été confirmé à l'unanimité par tous les actionnaires de la compagnie.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,
29522 ARTHUR RUDDY.

Avis est donné que, sur la recommandation ce l'Assistant-procureur général et conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (R.S.Q. 1941, chapitre 276), les règlements de "Le Flambeau" Homes Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 5 février 1951, ont été approuvés par l'Honorable Secrétaire de la Province en date du 15 février 1951.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 février 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29523 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné, que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé en date du 1er février 1951, les règlements un à dix inclusivement et le règlement "A" de "The Springvale Community Association", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 11 décembre 1950, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 février 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29524 JEAN BRUCHÉSI.

Chambre du Conseil législatif

Québec, 14 février 1951.

Aujourd'hui, à cinq heures de l'après-midi, l'honorable Monsieur le Lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu a l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

15 Loi pour faciliter la construction d'habitations familiales.
16 Loi modifiant la Loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement.
17 Loi modifiant la Loi instituant une enquête sur le problème du logement.
18 Loi pour faciliter le succès de la souscription en faveur du Collège de Lévis.
19 Loi concernant le Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan.
20 Loi concernant l'aide aux sinistrés de Rimouski.
21 Loi concernant les sinistrés de Cabano.
23 Loi pour contribuer au bien-être de la population de la ville de Jacques-Cartier.
25 Loi des recours judiciaires en matières municipales et scolaires.
27 Loi pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit.

I the undersigned, Secretary-Treasurer of "Boxcraft Limited, hereby certify that the above By-law was unanimously adopted at a meeting of the Directors of the Company held at Montreal on January 24th, 1951, and that on the same date the said By-laws was unanimously confirmed by all the Shareholders of the Company.

(Seal)

ARTHUR RUDDY,
29522-o Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney-General, and pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies. Act (R.S.Q. 1941, chapter 276), the by-laws of "Le Flambeau Homes Inc.", as adopted at the meeting held on February 5th, 1951, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 15th of February, 1951.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 16th day of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29523-o Under-Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on February 1st, 1951, By-laws one to ten inclusive and By-law "A" of "The Springvale Community Association", as adopted at the meeting held on December 11th, 1950, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29524-o Under-Secretary of the Province.

Legislative Council Chamber

Quebec, 14th of February, 1951.

This day, at five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being ssenmbled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

15 An Act to facilitate the construction of family dwellings.
16 An Act to amend the Act to grant to municipalities special powers to remedy the housing shortage.
17 An Act to amend the Act instituting an inquiry into the housing problem.
18 An Act to facilitate the success of the subscription for the College of Levis.
19 An Act respecting the Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan.
20 An Act respecting the assistance to the fire victims of Rimouski.
21 An Act respecting the fire victims of Cabano.
23 An Act to contribute to the welfare of the population of the town of Jacques-Cartier.
25 Municipal and School Matters Judicial Recourses Act.
27 An Act to ensure greater credit facilities to fishermen.

28 Loi relative à la destitution de géranst et de certains autres officiers municipaux.
29 Loi pour aider les corporations municipales de comté relativement aux bureaux d'enregistrement.
31 Loi concernant la Commission de relations ouvrières et les conseils d'arbitrage.
32 Loi pour corriger les articles 12 et 16 de la Loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec.
33 Loi modifiant la Loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.
34 Loi concernant les syndicats coopératifs.
35 Loi modifiant la Loi des pensions.
36 Loi concernant l'expropriation.
37 Loi modifiant la Loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie.
38 Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw.
39 Loi concernant le développement hydro-électrique et industriel dans la région du Saguenay.
41 Loi modifiant la Loi concernant la preuve de certains documents de banque.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

44 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951, et pour d'autres fins.
48 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951, et pour d'autres fins.

A ces bills la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ces bills."

29547-o

28 An Act respecting the dismissal of managers and certain other municipal officers.
29 An Act to assist county municipal corporations with respect to registry offices.
31 An Act respecting the Labour Relations Board and councils of arbitration.
32 An Act to amend sections 12 and 16 of the Act to promote mining and industrial development within New Quebec.
33 An Act to amend the Act to provide for a rational explotation of certains forest lands.
34 An Act respecting cooperative syndicates.
35 An Act to amend the Pension Act.
36 An Act respecting expropriation.
37 An Act to amend the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area.
38 An Act respecting the leasing of part of the water-powers of the Shipshaw River.
39 An Act respecting hydro-electric and industrial development in the Saguenay region.
41 An Act to amend the Act respecting the proof of certain bank, documents.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Cler, of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

44 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1951, and for other purposes.
48 An Act granting to His Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1951, and for other purposes.

To these bills the Royal assent was signified in the following words:

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks His loyal subjects' accepts their *benevolence* and assents to these bills."

29547-o

Chartes — Abandon de

AVIS D'ABANDON DE CHARTE

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Cha-pel Construction, Limited", dont les lettres patentes ont été enrégistrées le 29 août 1949, demandera incessamment au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 16 février 1951.

ASSELIN, CRANKSHAW,
29525-o GINGRAS & TRUDEL.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accpeter l'abandon de la charte de la compagnie "Central Supply and Service Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix mars 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Charters— Surrender of

NOTICE OF SURRENDER OF CHARTER

Notice is hereby given that the company "Cha-pel Construction, Limited," letters patent whereof were registered on August 29, 1949, will immediately apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Montreal, February 16, 1951.

ASSELIN, CRANKSHAW,
29525 GINGRAS & TRUDEL.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Central Supply and Service Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the tenth day of March, 1942.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of February, 1951, the said Company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29526 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Clarenceville Creamery Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-trois juillet 1943.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29526 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Clément Frères Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 mai 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 février 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29526-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accpeter l'abandon de la charte de "L'Association des Marchands en Ferronnerie du Quebec Inc.", (The Quebec Hardware Retailers Association Inc.) constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juillet 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 février 1951, ladite corporation a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29526-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Paul Pelletier Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt novembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze février 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29526 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29526-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Clarenceville Creamery Incorporated". incorporated by letters patent dated the twenty-third day of July, 1943.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of February, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29526-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Clément Frères Limitée", incorporated by letters patent bearing date May 14th, 1929.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of February, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29526 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of "L'Association des Marchands en Ferronnerie du Québec Inc."—(The Quebec Hardware Retailers Association Inc.)" incorporated by letters patent dated the 7th day of July, 1948.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of February, 1951, the said corporation has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February ,1951.

L. DÉSILETS,

29526 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subejct to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Paul Pelletier Limited" incorporated by letters patent dated the twentieth day of November, 1945.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of February, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29526-o Deputy Attorney General.

J. J. BLOCK EQUIPMENT CORPORATION

Avis est pa ces présentes donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec et amendements "J. J Bloc Equipment Corporation" a l'intention de faire application au Procureur Général de la province de Quebec pour abandon de sa charte.

Daté ce 19 février 1951.

Le Président,
29536-o J. J. BLOCK.

J. J. BLOCK EQUIPMENT CORPORATION

Notice is hereby given under the Quebec Companies Act and Amendments that "J. J. Block Equipment Corporation" intends to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated this 19th day of February, 1951.

J. J. BLOCK,
29536-o President.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Longueuil s'adressera à la présente session de la Législature de la Province de Québec, pour obtenir l'adoption d'une loi, en sus des pouvoirs déjà mentionnés dans le premier avis qu'elle a donné, pour être déclarée propriétaire du lot de subdivision 124 du lot oroiginaire N° 199 (199-124), et du lot de subdivision 45 du lot originaire N° 198 (198-45) des plan et livre de renvoi officiels de la Cité de Longueuil, autrefois la propriété de la succession de Dame Suzanne McVey, veuve de Edmond Quinn.

Montréal, le 1er février 1951.

Les Procureurs de la Cité de Longueuil,
29415-6-4-o LAMARRE & LAMARRE

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN BILL PRIVÉ

Le soussigné donne avis qu'un Bill Privé sera présenté au cours de la présente session de la Législature de Québec par le Dr. Frederick Reichman de la cité de Montréal, dans le but d'être admis à l'exercice de la profession de chirurgien dentiste dans la Province de Québec.

Montréal, le 30 janvier 1951.

Le Procureur du Dr. Frederick Reichman,
29416-6-4-o CHARLES CODERRE.

AVIS

Avis vous est par les présente donné que monsieur Francis Joseph Starzynski, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la Legislature de la province de Québec, lors de la présente session, pour la passation d'une loi autorisant à changer son nom de Starzynski en celui de Starr.

Montréal, le 5 février 1951.

Les Procureurs dudit
Francis Joseph Starzynski,
LAFLEUR, FORTIER & STE-MARIE.
29419-6-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que messieurs Louis Bulteau, Jean-Marie Gaudet, Rodolphe Goulet, J.-Oswald Houle, F. H. Perrin, de la cité de Montréal, Maurice Bernier, de la cité de St-Hyacinthe, et J. P. Caron, de St-Jean, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec.

Québec, le 6 février 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,
29439-6-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act, in addition to the powers already mentioned, in the first public notice given, to be declared the proprietor of subdivision lot 124 of original lot No. 199 (199-124) and of subdivision lot 45 of original lot No. 198 (198-45) of the official plan and book of reference for the City of Longueuil, heretofore the property of the Estate of Dame Suzanne McVey, widow of Edmond Quinn.

Montreal, February 1st, 1951.

LAMARRE & LAMARRE,
29415-6-4 Attorneys for the City of Longueuil.

NOTICE OF PRESENTATION OF A PRIVATE BILL

The undersigned gives notice that a Private Bill will be presented during the present session of the Quebec Legislature by Dr. Frederick Reichman, of the city of Montreal, for the purpose of being admitted to the practice of the profession of dental surgeon in the Province of Quebec.

Montreal, January 30, 1951.

CHARLES CODERRE,
29416-6-4 Attorney for Dr. Frederick Reichman.

NOTICE

Notice is hereby given by Mr. Francis Joseph Starzynski, of the City and district of Montreal that he will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing him to change his name from Starzynski to that of Starr.

Montreal, February 5th, 1951.

LAFLEUR, FORTIER & STE-MARIE,
Attorneys for said
Francis Joseph Starzynski.
29419-6-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that messrs. Louis Bulteau, Jean-Marie Gaudet, Rodolphe Goulet, J. Oswald Houle, F. H. Perrin, of the city of Montréal, Maurice Bernier, of the city of St-Hyacinthe, and J. P. Caron, of St-Jean, shall apply to the Quebec Legislature, at its present session, applying for the adoption of an act to regulate the practice of chiropractic in the province of Quebec.

Quebec, February 6th, 1951.

VICTOR TRÉPANIER, K.C.
29439-6-4-o Attorney for the petitioners.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Dame Arthémise Boisvert, veuve de Joseph Drapeau, Dame Cécile Drapeau, épouse séparée de biens de Pierre Bureau, propriétaire d'hôtel, Dame Madeleine Drapeau, épouse séparée de biens de Joseph Warren Casgrain, gérant, Bernadette Drapeau, fille majeure et usant de ses droits et Philippe Drapeau, Léopold Drapeau, Gérard Drapeau, Edouard Drapeau & Roland Drapeau, gérants, tous de la cité de Québec et Dame Jeanne Drapeau, épouse séparée de biens de Paul Dionne de la cité de Montréal, quincaillier, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, lors de sa session pour l'adoptation d'une loi accordant des pouvoirs ordinaires et extraordinaires aux exécuteurs testamentaires de la succession Joseph Drapeau, pour la bonne exécution du testament de feu Joseph Drapeau.

Québec, le 25 janvier 1951.

Les Procureurs des requérants,

29394-5-4-o GALIPEAULT & GALIPEAULT.

NOTICE

Public notice is hereby given that Mrs. Arthémise Boisvert, widow of Joseph Drapeau, Mrs. Cécile Drapeau, wife separate as to property of Pierre Bureau, hotel owner, Mrs. Madeleine Drapeau, wife separate as to property of Joseph Warren-Casgrain, manager, Bernadette Drapeau, spinster and Philippe Drapeau, Léopold Drapeau, Gérard Drapeau, Edouard Drapeau & Roland Drapeau, managers, all of the city of Quebec and Mrs. Jeanne Drapeau, wife separate as to property of Paul Dionne hardware merchant will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its session for the passing of an Act granting ordinary and extraordinary powers in favour of the executors to the last will of Joseph Drapeau.

Quebec, 25th January, 1951.

GALIPEAULT & GALIPEAULT,

29394-5-4-o Attorneys for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est donné que la Commission de transport de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à la présente session, pour demander des amendements à la Loi 14 George VI, chapitre 79, en vertu de laquelle elle est constituée, afin d'obtenir des pouvoirs additionnels lui facilitant l'organisation, la possession, le développement et l'administration d'un système général de transport en commun pour le bénéfice de la population de la cité de Montréal et du district métropolitain.

Montréal, ce 6 février 1951.

Le Secrétaire,

29453-6-4-o YVON CLERMONT.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Montrea Transportation Commission will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending the Act 14 George VI, chapter 79, in virtue of which said Commission is constituted, in order that additional powers be granted to it, facilitating the organization, the ownership, the development and the administration of a general system of public transportation for the benefit of the population of the city of Montreal and of the Metropolitan district.

Montreal, this 6th day of February 1951.

YVON CLERMONT,

29453-6-4-o Secretary.

AVIS

Avis est par les présentes donné que messieurs Dominique Bolduc, de Sainte-Marie, Beauce, P.Q., René Massicotte et Gérard Paquet, de Québec, et autres, tous horlogers-joailliers de la province de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec à sa présente session pour obtenir l'incorporation de la loi: "Le Collège des Horlogers-Joailliers de la province de Québec", avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations civiles ordinaires et spécialement tous les pouvoirs concernant l'administration, la conduite de ses affaires, et sur tous autres sujets connexes aux horlogers-joailliers.

Le Collège sera administré par les représentants de syndicats librement constitués d'horlogers-joailliers, de compagnons et d'apprentis engagés dans le métier. Le Collège aura le droit de faire des règlements concernant l'émission de certificats pour les compagnons et horlogers-joailliers, et les détenteurs de tels certificats pourront exercer le métier et porter le nom d'horloger-joaillier.

Le siège social et principal sera situé dans la cité de Québec.

Le Collège pourra adopter tous autres règlements jugés nécessaires pour l'accomplissement de son objet.

Québec, 6 février 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,

29461-6-4-o UBALD DÉSILETS.

NOTICE

Notice is hereby given that Messrs. Dominique Bolduc, of Sainte-Marie, Beauce, P.Q., René Massicotte and Gérard Paquet, of Quebec, and others, all watch-makers and jewellers of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec at its present session for the passing of the Act incorporating: "Le Collège des Horlogers-Joailliers de la province de Québec", with all the powers, rights and privileges of ordinary civil corporations and in particular all powers concerning the administration and conduct of its business and all other matters connected with watch-makers and jewellers.

The College will be managed by representatives of syndicates composed voluntarily of watch-makers and jewellers, journeymen and apprentices engaged in the trade. The College shall have the right to make by-laws concerning the issue of certificates for journeymen and watch-makers and jewellers, and the holders of such certificates may carry on the trade and bear the name of watch-maker-jeweller.

The principal place of business and corporate seat will be in the city of Quebec.

The College may adopt any other by-laws deemed expedient for the accomplishment of its object.

Quebec, February 6, 1951.

UBALD DÉSILETS,

29461-6-4 Attorney for Petitioners.

AVIS

Messieurs: Josaphat Monette de Valleyfield, Albert Dubois de Montréal, Fortunat Cadieux de Trois-Rivières, J. Edgar Bédard de Québec, Maurice Lahaye du Cap-de-la-Madeleine, A. A. Therriault de Rimouski, M. Zuberbuhler de Montréal, J. R. Viau de Montréal, J. Onil Frénette de Montréal, J. René Désilets de Montréal, Denis Racine de Granby, J. Paulin Messier de Joliette, J. E. Robin de Ville Saint-Michel, Urgel Guérin de Drummondville, Thomas Ouimet de Joliette, Léopold Durivage de Farnham, Jean Boucher de Vaudreuil, J. C. Paradis de Rigaud, G. H. Wetherly de Montréal, D. Caouette de Val d'Or, Georges Lemire de Trois-Rivières, Lucien Deshaies de Saint-Narcisse, Francis Bouchard de Jonquière, C. E. Martel de Roberval, Charles Laflamme de Québec, Joseph Bergeron de Giffard, L. J. S. Deschamps de Québec, Armand Boisvert de Saint-Maurice, Marcel Bertrand de Mont-Laurier, s'adresseront à la Législature à sa présente session pour l'obtention d'une loi les constituant en association et leur accordant les pouvoirs de réglementer le commerce ou l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie dans la province de Québec.

Trois-Rivières, 9 février 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,
LÉON MÉTHOT, C.R.

29483-7-4-o

Avis public est par les présentes donné que Canadian Tube and Steel Products Limited, une corporation ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour faire adopter une loi validant et confirmant les actes suivants, à savoir:

(*a*) Acte de vente passé le 4 octobre 1928, par devant J. A. H. Dequoy, notaire, par Dame Albina Beaudoin, veuve de Paul Aubertin, personnellement et en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs Pauline et Germaine Aubertin, et Joseph Aubertin, personnellement et en sa qualité de subrogé tuteur auxdits mineurs et comme exécuteur testamentaire de feu Alexandre Aubertin, et Albert Aubertin, à Canadian Tube and Steel Products Limited, affectant une partie du lot 3607 du cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal;

(*b*) Acte de vente passé le 9 novembre 1909, par devant E. R. Décary, notaire, par Francis Jarry, en sa qualité de grevé dans une substitution créée par le contrat de mariage entre ledit Francis Jarry (aussi désigné sous le nom de Francis alias François Bleigner dit Jarry) et Marie Adéline Boudrias, passé par devant A. C. Décary, notaire, le 4 janvier 1892, en vertu duquel les enfants nés et à naître, dudit Francis Jarry étaient les appelés, et par Alphonse E. Décarie en sa qualité de curateur à ladite substitution, à Henry Suhr, affectant une partie de la subdivision 546 du lot 3616 dudit cadastre officiel;

(*c*) Acte de vente passé le 25 juin 1908, par devant E. R. Décary, notaire, par Victor Jarry, en sa qualité de grevé dans une substitution créée par le testament de François Bleigner dit Jarry, en vertu duquel les appelés étaient les descendants dudit Victor Jarry (aussi désigné sous le nom de Victor Bleigner dit Jarry), Alphonse E. Décarie en sa qualité de curateur à ladite substitution intervenant audit acte de vente, à Victor Morin, affectant partie du lot 3617 dudit cadastre officiel;

(*d*) Acte de vente passé le 7 mai 1918, par devant J. Fair, notaire, par ledit Victor Jarry en

NOTICE

Messrs. Josaphat Monette, of Valleyfield, Albert Dubois, of Montreal, Fortunat Cadieux, of Trois-Rivières, J. Edgar Bédard, of Quebec, Maurice Lahaye, of Cap-de-la-Madeleine, A. A. Therriault, of Rimouski, M. Zuberbuhler, of Montreal, J. R. Viau, of Montreal, J. Onil Frenette, of Montreal, J. René Désilets, of Montreal, Denis Racine, of Granby, J. Paulin Messier, of Joliette, J. E. Robin, of Town of Saint-Michel, Urgel Guérin, of Drummondville, Thomas Ouimet, of Joliette, Léopold Durivage, of Farnham, Jean Boucher, of Vaudreuil, J. C. Paradis, of Rigaud, G. H. Wetherly, of Montreal, D. Caouette, of Val d'Or, Georges Lemire, of Trois-Rivières, Lucien Deshaies, of Saint-Narcisse, Francis Bouchard, of Jonquière, C. E. Martel, of Roberval, Charles Laflamme, of Quebec, Joseph Bergeron, of Giffard, L. J. S. Deschamps, of Quebec, Armand Boisvert, of Saint-Maurice, Marcel Bertrand, of Mont-Laurier, will apply to the Legislature at its present session, for the passing of an Act, incorporating them, and granting them power to regulate the bakery and pastry business or industry, in the Province of Quebec.

Trois-Rivières, February 9, 1951.

LÉON MÉTHOT, K.C.,
Attorney for the Petitioners.

29483-7-4

Public notice is hereby given that Canadian Tube and Steel Products Limited, a corporation having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its current session for the passing of an Act validating and confirming the following deeds, namely,—

(*a*) Deed of Sale executed October 4, 1928 before J. A. H. Dequoy, Notary, from Dame Albina Beaudoin, widow of Paul Aubertin, personally and in her quality of tutrix to her minor children Pauline and Germaine Aubertin, and Joseph Aubertin personally and in his quality of subrogate tutor to the said minors and as testamentary executor of the late Alexandre Aubertin, and Albert Aubertin, to Canadian Tube and Steel Products Limited, covering part of lot 3607 on the official cadastral plan of the municipality of the parish of Montreal;

(*b*) Deed of Sale executed November 9, 1909 before E. R. Decary, Notary, from Francis Jarry, in his quality of institute of a substitution created by the marriage contract between the said Francis Jarry (also described as Francis alias François Bleigner dit Jarry) and Marie Adéline Boudrias, executed before A. C. Décary, Notary, January 4, 1892, under which the children, born and to be born, of the said Francis Jarry were the substitutes, and Alphonse E. Décarie in his quality of curator to the said substitution, to Henry Suhr, covering part of Subdivision 546 of lot 3616 on the said Official cadastral plan;

(*c*) Deed of Sale executed June 25, 1908 before E. R. Décary, Notary, from Victor Jarry in his quality of institute of a substitution created by the will of François Bleigner dit Jarry, the substitutes under which were the issue of the said Victor Jarry (also described as Victor Bleigner dit Jarry), Alphonse E. Décarie in his quality of curator to the said substitution intervening in the said Deed of Sale, to Victor Morin, covering part of lot 3617 on the said official cadastral plan;

(*d*) Deed of Sale executed May 7, 1918 before J. Fair, Notary, from the said Victor Jarry in his

sadite qualité, ledit Alphonse E. Décarie en sadite qualité intervenant audit acte de vente, à Canadian Tube & Iron Company Limited, affectant une partie dudit lot 3617;

(*e*) Acte de vente passé le 26 juin 1908, par devant E. R. Décary, notaire, par Alphonse Jarry en sa qualité de grevé dans une substitution créée par le testament de François Bleigner dit Jarry, en vertu duquel les appelés étaient les descendants dudit Alphonse Jarry (aussi désigné sous le nom de Alphonse Bleigner dit Jarry), Alphonse E. Décarie en sa qualité de curateur à ladite substitution intervenant audit acte de vente, à Victor Morin, affectant une partie dudit lot 3617;

et déclarant que l'acte de vente mentionné en premier lieu ci-dessus a eu l'effet de conférer à l'acheteur désigné audit acte tous les droits, titres et intérêts des mineurs y mentionnés dans la propriété y désignée, et déclarant que chacun des autres actes de vente susmentionnés ont eu comme effet de conférer aux acheteurs respectifs y désignés tous les droits, titres et intérêts des appelés aux substitutions y mentionnées respectivement dans les propriétés désignées auxdits actes.

Montréal, le 14 février 1951.

MONTGOMERY, MCMICHAEL, COMMON, HOWARD, FORSYTH & KERR,
Les Procureurs des requérants,
29506-7-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville St-Michel s'adressera à la Législature de la Province, à sa présente session, en vue de faire adopter une loi amendant sa charte, la loi 5 George V, chap. 109 et amendements, pour accorder une indemnité annuelle à son maire et à ses échevins, pour ennaxer certains territoires actuellement compris dans la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice, pour accroître et modifier les pouvoirs de la Ville de règlementer la construction, et pour d'autres matières.

Ville Saint-Michel, le 12ième jour de février 1951.

Le Procureur de la Ville Saint-Michel,
GASTON POULIOT.
29494-7-4-o 265 ouest, rue Craig. Montréal.

said quality, the said Alphonse E. Décarie in his said quality intervening in the said Deed of Sale, to Canadian Tube & Iron Company, Limited, covering part of the said lot 3617;

(*e*) Deed of Sale executed June 26, 1908 before E. R. Décary, Notary from Alphonse Jarry in his quality of institute of a substitution created by the will of François Bleigner dit Jarry, the substitutes under which were the issue of the said Alphonse Jarry (also described as Alphonse Bleigner dit Jarry), Alphonse E. Décarie in his quality of curator to the said substitution intervening in the said Deed of Sale, to Victor Morin, covering part of the said lot 3617;

and declaring that the Deed of Sale firstly above mentioned had the effect of vesting in the purchaser thereunder all the right, title and interest of the minors therein mentioned in and to the property described therein, and declaring that each of the other Deeds of Sale above mentioned had the effect of vesting in the purchaser thereunder all the right, title and interest of the substitutes under the substitution therein mentioned in and to the property described therein.

Montreal, February 14, 1951.

MONTGOMERY, MCMICHAEL, COMMON, HOWARD, FORSYTH & KERR,
29506-7-4-o Solicitors for Applicants.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Saint-Michel will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present ses sion, for the adoption of an Act amending its charter, Act 5 George V, chapter 109 and amendments, to provide an annual indemnity for the mayor and aldermen, to annex certain territories actually situated in the Town of Saint-Leonard de Port-Maurice; to increase and modify the Town's poser to make building by-laws, andfor other purposes.

Town of Saint-Michel, the 12th day of February 1951.

GASTON POULIOT,
265 Craig St. West, Montreal.
29494-7-4-o Attorney for the Town of St-Michel.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 2 janvier 1951, du conseil de la paroisse de Ste-Brigitte, comté de Nicolet, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a decrété, en date du 16 février 1951, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

La présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 16 février 1951.

Le Ministre des Affaires Municipales,
29527-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of January 2, 1951, of the Council of the parish of Ste-Brigitte, county of Nicolet, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has enacted, under date of February 16, 1951, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be, in future, in the French language only.

The present notice is published pursuant to article 131 of the Municipal Code, (10 George VI chapter 55, section 2).

Quebec, February 16, 1951.

BONA DUSSAULT,
29527 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la mission de St-Placide, comté de Témiscamingue, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 20 février 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

29560-o R. TRÉPANIER.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Farmers' club of the Mission of St-Placide, county of Témiscamingue, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Club Act (R.S.Q., 1941, chapter 118), the Minister of Agriculture declares it dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, February 20, 1951.

R. TRÉPANIER,

29560 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

No. 404-49

Québec, le 16 février 1951.

Demande est faite de modifier les limites de la municipalité scolaire de Rivière-Croche, dans le comté de Laviolette, de manière à ce qu'elle comprenne en plus de ses limites actuelles, c'est-à-dire tout le canton de Langelier, les territoires ci-dessous décrits qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire, savoir:

1.— Ces parties du canton de Tourouvre, de la rivière St-Maurice et de la rivière Trenche renfermées dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la rive droite de la rivière St-Maurice avec le prolongement de la ligne séparative des cantons de Langelier et de Tourouvre; de là, suivant en remontant son cours ladite rive droite de la rivière St-Maurice jusqu'à un point vis-à-vis la rive droite de la rivière Trenche et continuant par ladite rive droite de la rivière Trenche jusqu'à la ligne extérieure nord-est du canton de Tourouvre; de là, ladite ligne extérieure nord-est du canton de Tourouvre jusqu'au coin est dudit canton et enfin la ligne séparative des cantons de Langelier et de Tourouvre et son prolongement jusqu'au point de départ.

2. Ces parties du canton du Dumoulin et de la rivière St-Maurice limitées comme suit: au nord-est, cette partie de la rive gauche de la rivière St-Maurice comprise entre le prolongement des lignes extérieures nord-ouest et sud-est du canton de Dumoulin; au sud-ouest, une ligne s'établissant entre lesdites lignes extérieures nord-ouest et sud-est du canton de Dumoulin dans une direction perpendiculaire auxdites lignes et passant par un point situé à une distance de un mille du point le plus au sud-ouest de la rive droite de la rivière St-Maurice; au nord-ouest et au sud-est par les parties desdites lignes extérieures nord-ouest et sud-est du canton Dumoulin et leur prolongement à travers la rivière St-Maurice comprises entre les limites nord-est et sud-ouest ci-dessus décrites.

Ces territoires non organisés au point de vue scolaire, à être annexés à la municipalité scolaire de Rivière-Croche, dans le comté de Laviolette.

Pour le Surintendant de l'Instruction publique,

29540-8-2-o B. O. FILTEAU.

N° 475–49.

Québec, le 16 février 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Moïse, dans le comté de Matapédia, les lots 13, 14 et 15 du rang II (2) du canton Awantgish et de les annexer à la municipalité scolaire de La Rédemption, même comté.

Pour le Surintendant de l'Instruction publique,

29541-8-2-o B. O. FILTEAU,

Department of Education

No. 404-49

Quebec, February 16, 1951.

Application is made to modify the limits of the school municipality of Rivière-Croche, in the county of Laviolette, so that it shall comprise, in addition to its actual limits, namely the whole of the township of Langelier, the territories hereinunder described, which are not yet organized, as to schools, to wit:

1. Those parts of the township of Tourouvre, of the St-Maurice River, and of the Trenche River, enclosed within the following boundaries, to wit: starting from the point of intersection of the right bank of the St. Maurice River, with the prolongation of the division line of the townships of Langelier and Tourouvre; thence, ascending its course the said right bank of the St. Maurice River up to a point opposite the right bank of the Trenche River, and continuing by the said right bank of the Tranche River, as far as the northeast outline of the township of Tourouvre; thence, the said northeast outline of the township of Tourouvre as far as the eastern corner of said township, and finally, the division line of the townships of Langelier and Tourouvre and its prolongation, up to the starting point.

2. Those parts of the township of Dumoulin and of the St. Maurice River, bounded as follows: on the northeast, that part of the left bank of the St. Maurice River, comprised within the prolongation of the northwest and southeast outlines of the township of Dumoulin; on the southwest, a line established between the said northwest and southeast outlines of the township of Dumoulin in a direction perpendicular to the said lines and passing by a point situate one mile distant from the point most to the southwest of the right bank of the St. Maurice River; on the northwest and southeast, by the parts of said northwest and southeast outlines of the township Dumoulin and their prolongation across the St. Maurice River comprised within the northeast and southwest limits hereinabove described.

These territories, not organized as to schools, to be annexed to the school municipality of Rivière-Croche, in the county of Laviolette.

B. O. FILTEAU,

29540-8-2 for the Superintendent of Education.

No. 475–49.

Quebec, February 16, 1951.

Application is made to detach from the Municipality of Saint-Moïse, in the county of Matapedia, lots 13, 14 and 15 of range II (2) of the township Awantgish and to annex the same to the school Municipality of La Rédemption, said county.

B. O. FILTEAU,

29541-8-2 For the Superintendent of Education.

N° 21-51.

Québec, le 21 février, 1951.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Coaticook, dans le comté de Stanstead, les lots 1-C et 2-B du rang V (5) et 2-A du rang VI (6) du canton de Compton, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Canton de Compton, dans le comté de Compton.

Pour le Surintendant de l'Instruction publique,

29559-8-2-o B. O. FILTEAU.

No. 21-51.

Quebec, February 21, 1951.

Application is made to annex to the school municipality of Coaticook, in the county of Stanstead, lots 1-C and 2-B of range V (5) and 2-A of rang VI (6) of the township of Compton, to be detached from the school municipality of the township of Compton, in the county of Compton.

B. O. FILTEAU,

29559-8-2 For the Superintendent of Education

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la ville de Mégantic division d'enregistrement de Frontenac.

Avis est par la présente donné que les lots 1584 à 1635 sont annulés et le lot 2375 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 février 1951.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,

29538-o Sous-ministre.

AVIS

Cadastre Official de la Municipalité de la paroisse de Montréal (maintenant partie du village incorporé de la Coté St-Luc) division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 152A-683 à 152A-694, les lots 154-148 à 154-159 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Quebec, le 10 février 1951.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,

29538-o Sous-Ministre.

AVIS

Cadastre revisé de la Cité de Hull, quartier N° 1 division d'enregistrement de Hull.

Avis est par la présente donné que les lots 8-92 à 8-102 et 8-107 ont été annulés le 12 janvier en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 janvier 1951

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,

29528-o Sous-ministre.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the town of Mégantic Registration division of Frontenac.

Notice is hereby given that lots 1584 to 1635 are cancelled and lot 2375 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 7th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

29538-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the municipality of the parish of Montreal (now part of the incorporated village of Côte St. Luc) registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 152A-683 to 152A-694, lots 154-148 to 154-159 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 10th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD.

29538-o Deputy-Minister.

NOTICE

Revised cadastre of the City of Hull, ward No. I registration division of Hull.

Notice is hereby given that lots 8-92 to 8-102 and 8-107 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, Januray the 12th 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

29528-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Commerce de Roberval, établi en exécution du décret numéro 109 du 3 février 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 140 du 8 février 1951, section "E", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Trade Parity Committee of Roberval ,formed under decree number 109 of February 3, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 140 of February, 8 1951, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said

assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de la publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 5 février 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 109 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret, (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 109 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins remunéré soit $30.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 109 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération, (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le quinzième (15ème) jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisans de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre, et 31 décembre:

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Roberval, pour la période comprise entre le 5 février 1951 et le 5 février 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE ROBERVAL
Roberval, comté de Roberval, Québec.

—

État des recettes et des déboursés probables pour

decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* To February 5, 1952; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 109, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree (regular wages, percentages, allocations, commissions or bonuses paid).

b) The artisans governed by the said decree, number 109, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i'e', $30,00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 109, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration (regular wages, percentages, commissions, allocations or bonuses).

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a check off on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee, on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan, refuse to pay or to give the necessary information five days notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Atreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates; March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Trade Parity Committee of Roberval, for the period between February 5, 1951, and February 5, 1952.

THE TRADE PARITY COMMITTEE OF ROBERVAL
Roberval, county of Roberval, Que.

—

Estimate of the receipts and disbursements for

la période comprise entre le 5 février 1951 et le 5 février 1952.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 550.00
Salariés	550.00
	$1,100.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	150.00
Salaire de l'inspecteur	150.00
Frais de déplacement de l'inspecteur	50.00
Administration	65.00
Frais légaux	100.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphones et télégrammes	150.00
Vérification des livres	20.00
Assurances et frais de cautionnement	5.00
Frais de déplacement du président et des membres	50.00
Jetons de présence	360.00
	$1,100.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 février 1951. 29553-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 184, du 8 février 1950, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 140, du 8 février 1951, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 18 février 1951 au 18 février 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné;

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 184, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 184, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $36.75 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 184, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité,

the period between February 5, 1951, and February 5, 1952.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	550.00
Employees	550.00
	$1,100.00
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 150.00
Inspector's salary	150.00
Travelling expenses of the inspector	50.00
Administration	65.00
Legal fees	100.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	150.00
Auditing of books	20.00
Insurance and fidelity bond	5.00
Travelling expenses of the chairman and members	50.00
Meeting expenses	360.00
	$1.100,00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,
Department of Labour.
Quebec, February 24, 1951. 29553-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District, formed under decree number 184 of February 8, 1950 has been authorized by a by-law approved by Ordre in Council number 140 of February 8, 1951, part "A" ,in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employers the artisans and the employees governed by the said decree according to the following method and rate:

1. *Levy*

The period of levy extends from February 18, 1951 to February 18, 1952, and applies as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the said decree, number 184, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of their pay-roll, for their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 184, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of the lowest wage rate set in the decree for journeymen, i.e., 36.75 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 184, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all the information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee,

le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge àpropos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en-demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires: un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de l'Automobile de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 18 février 1951 et le 18 février 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT
4574, rue St-Denis, Montréal.

—

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 18 février 1951 et le 18 février 1952.

—

Recettes:	
Cotisations (¼ de 1%):	
Employeurs professionnels	$24,120.36
Artisans	4,673.76
Salariés	24,120.36
Honoraires d'examens	1,172.00
Recettes diverses	4,183.16
	$58,269.64
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	5,200.00
Employés de bureau	10,346.43
Inspecteurs	15,201.42
Frais de déplacement:	
Inspecteurs	2,402.83
Loyer du bureau	3,420.00
Frais légaux	3,039.00
Papeterie, impresssions, timbres, téléphone et télégrammes	3,375.82
Ameublement et accessoires de bureau	808.95
Vérification des livres	600.00
Assurance et frais de cautionnement	443.10
Frais de déplacement du président et des membres	2,500.00
Jetons de présence aux membres du Comité	4,185.00
Taxes d'affaires et autres	218.70
Bureau d'Examinateurs	3,000.00
Subvention à la Commission d'Apprentissage	4,500.00

the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, whithout notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five days' notice is given him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District for the period between February 18, 1951, and February 18, 1952.

THE JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF MONTREAL AND DISTRICT
4574 St. Denis street,
Montreal

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 18, 1951, and February 18, 1952.

—

Receipts:	
Assessments (¼ of 1%):	
Professional employers	$24,120.36
Artisans	4,673.76
Employees	24,120.36
Examination fees	1,172.00
Various receipts	4,183.16
	$58,269.64
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	5,200.00
Office employees	10,346.43
Inspectors	15,201.42
Travelling expenses:	
Inspectors	2,402.83
Office rent	3,420.00
Legal fees	3,039.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	3,375.83
Office furniture and equipment	808.96
Auditing	600.00
Insurance and fidelity bond	443.10
Travelling expenses of chairman and members	2,500.00
Committee members' attendance fees	4,185.00
Business and other taxes	218.70
Board of Examiners	3,000.00
Subvention to the Apprenticeship Commission	4,500.00

Dépenses diverses et imprévues. ...	4,536.14
	$63,777.39
Déficite stimé pour la période	5,507.75
N. B. Déficit à être comblé par le fonds de réserve actuellement accumulé au montant d'environ	$25,471.12

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 février 1951. 29553-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Métiers de la Construction de Saint-Jean, établi en exécution du décret numéro 329, du 20 février 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 172, du 15 février 1951, section "F", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention, collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication dans la *Gazette officielle de Québec*, au 31 janvier 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par le décret, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire et boni.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel soit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport doit être signé par l'employeur professionnel ou par une personne par lui autorisé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un

Various and unforeseen expenses..	4,536.14
	$63,777.39
Probable deficit for the period....	5,507.75
N.B. Deficit to be covered by the reserve fund now accumulated and amounting to around.....	$25,471.12

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, February 24, 1951. 29553-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of St. John, formed under decree No. 329 of February 20, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order in Council N° 172 of February 15, 1951, part "F", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Q. R. S. 1941, chapter 163 and amendments) to levy assessments from the professional employers, the artisans, and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentionned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of publication in the *Quebec Official Gazette* to January 31, 1952; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their payroll.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages set for the journeymen receiving the lowest pay in their trade.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages and bonus.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of the assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that the reports be sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the expiration of each week, from the wages of every one of his employees, the sums payable to the Parity Committee, and send same to the said committee together with his own assessments.

The report shall be signed by the professional employer or one authorized by him before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

This report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. *Financial report*

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report

rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des métiers de la Construction de St-Jean pour la période comprise entre le 31 janvier 1951 et le 31 janvier 1952.

covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of Saint John for the period comprised between January 31, 1951, and January 31, 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DE SAINT-JEAN

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 janvier 1951 et le 31 janvier 1952.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$3,930.00
Salariés	3,930.00
Artisans	100.00
Certificats de qualification	25.00
Dommages et intérêts liquidés	80.00
	$8,065.00
Déboursés:	
Salaire de l'inspecteur	$2,600.00
Salaire du secrétariat	1,700.00
Téléphone	75.00
Loyer	200.00
Papeterie	100.00
Frais légaux et judiciaires	150.00
Vérification	40.00
Frais de déplacement	1,600.00
Examinateurs	100.00
Jetons de présence	600.00
Déplacements des membres	600.00
Divers	300.00
	$8,065.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 février 1951 29553-o

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF SAINT JOHN

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 31, 1951 and January 31, 1952.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional Employers	$3,930.00
Employees	3,930.00
Artisans	100.00
Certificates of competency	25.00
Liquidated damages	80.00
	$8,065.00
Disbursements:	
Salary of inspector	$2,600.00
Salary, secretary's Office	1,700.00
Telephone	75.00
Rent	200.00
Stationery	100.00
Legal and judicial fees	150.00
Auditor	40.00
Travelling expenses	1,600.00
Examiners	100.00
Meeting expenses	600.00
Members transportation expenses	600.00
Miscellaneous	300.00
	$8,065.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 24, 1951. 29553-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 142, du 22 janvier, 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro140, du 8 février 1951, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 15 février 1951 au 15 février 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret, doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec, established under decree number 142, of January 22, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 140 of February 8, 1951, part "C", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. Levy

The period of levy shall extend from February 15th, 1951, to February 15th, 1952, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent (½ of 1%) of the fixed wages and of the percentage paid to their employees.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committe a sum equivalent to one-half of one percent (½ of 1%) of their fixed wages and percentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité Paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au Comité Paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité Paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité Paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité Paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge a propos.

Le rapport accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité Paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité Paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état, des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 15 février 1951 et le 15 février 1952.

LE COMITÉ CONJOINT DE LA CHAPELLERIE POUR DAMES ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Montréal, P.Q.

État des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 15 février 1951 et le 15 février 1952.

Recette:		
Cotisation des employeurs professionnels: (½ de 1%)	$ 8,000.00	
Cotisations des salariés: (½ de 1%)	8,000.00	
		$16,000.00
Dépenses:		
Loyer, téléphone, électricité	950.00	
Taxes d'eau et d'affaires	55.00	
Salaires de l'inspecteur et de l'inspecteur adjoint	4,700.00	
Dépenses générales et autres des inspecteurs	975.00	
Salaires au bureau	3,250.00	
Salaire du secrétaire	875.00	
Frais d'administration	3,800.00	
Honoraires du vérificateur	240.00	
Dépenses du bureau, timbres, papeterie, impressions, dépenses générales, etc.	575.00	
Frais légaux	250.00	
Ameublement	200.00	
Dépenses diverses imprévues	130.00	
		$16,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 24 février 1951. 29553-o

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these forms filed in and returned to the Parity Committee every month.

The professionnal employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee may have the said report sworn in every time it deems it advisable.

The report, together with the levies, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following that for which the report is requirable.

3. Financial Report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Head Wear Industry for the period between February 15th, 1951, and February 15th, 1952.

JOINT COMMITTEE OF THE MILLINERY AND WOMEN'S AND CHILDREN'S HEADWEAR INDUSTRY, FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Montréal, P. Q.

Estimate of receipts and disbursements for the period between February 15th, 1951, and February 15th, 1952.

Receipts:		
Levy upon the professional employers (½ of 1%)	$ 8,000.00	
Levy upon the employees (½ of 1%)	8,000.00	
		$16,000.00
Disbursements:		
Rent, Telephone, Light services	950.00	
Water and Business Taxes	55.00	
Inspector's and Deputy-Inspector's wages	4,700.00	
Inspector's general and other expenses	975.00	
Office salaries	3,250.00	
Secretary's wages	875.00	
Administration remuneration	3,800.00	
Auditor's fees	240.00	
Office expenses, stamps, stationery, printing, general expenses, etc.	575.00	
Legal fees	250.00	
Furniture	200.00	
Miscellaneous expenses unforeseen	130.00	
		$16,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labours,
Quebec, February 24, 1951, 29553-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au Détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 1658, du 17 mai 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 140, du 8 février 1951, section "D", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 28 février 1951 au 28 février 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1658 et ses amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par le décret numéro 1658 et ses amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

2. *Mode de perception*

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du commerce de l'alimentation au détail à Québec, pour la période comprise entre le 28 février 1951 et le 28 février 1952.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec, formed under decree number 1658, of May 17, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 140 of February 28, 1951, part "D", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of assessments extends from February 28, 1951, to February 28, 1952, and applies as follows:

a) The professional employers governed by decree number 1658, and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the decree number 1658, and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate mentioned in the said decree for employees of similar occupations.

2. *Mode of Collection*

Assessments shall be paid every month, between the 1st and the 10th day of each month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee a complete report on forms supplied by the said Committee giving the name in full and address of every employee in his employ the latter's competency of classification, the number of regular of overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

This report shall be signed by the professional employer and sent to the Parity Committee, together with assessments owed by the said professional employer and his employees; all such sums shall be paid with money that is current in this Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers, when deemed advisable.

3. *Financial report*

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December, 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec for the period between February 28, 1951, and February 28, 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION AU DÉTAIL A QUÉBEC

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 28 février 1951 et le 28 février 1952.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$11,450.00
Salariés	11,450.00
Pénalités	100.00
	$23,000.00
Dépenses:	
Administration	$10,060.00
Salaire des inspecteurs	5,200.00
Frais de déplacement des inspecteur	300.00
Bureau des examinateurs	500.00
Loyer et éclairage	1,600.00
Frais judiciaires et professionnels	2,650.00
Impression	525.00
Papeterie	75.00
Ameublement	40.00
Jetons de présence	900.00
Poste, téléphone, télégraphe	650.00
Divers	500.00
	$23,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 février 1951. 29553-o

THE RETAIL FOOD TRADE PARITY COMMITTEE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and expenses for the period between February 28, 1951, and February 28, 1952.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional Employers	$11,450.00
Employees	11,450.00
Penalties	100.00
	$23,000.00
Expenses:	
Administration	10,060.00
Inspector's salaries	5,200.00
Travelling expenses of inspectors	300.00
Board of examiners	500.00
Rent and lighting	1,600.00
Judicial and professional fees	2,650.00
Printing	525.00
Stationery	75.00
Equipment	40.00
Meeting expenses	900.00
Postage, telephone and telegraph	650.00
Miscellaneous	500.00
	$23,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 24, 1951. 29553-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de Farnham, district de Bedford, comté de Missisquoi, établi en exécution du décret numéro 123, du 10 janvier 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 140 du 8 février 1951, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 19 janvier 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionels régis par le décret numéro 123 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes, boni et pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Tous les artisans régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente a ½ de 1% du salaire minimum fixé par le décret pour un salarié dans le même genre de commerce.

c) Tous les salariés assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire fixe, boni, et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués le

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Berrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the "Comité paritaire du Commerce de Farnham", district of Bedford, county of Missisquoi, established under decree number 123, of January 10, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 140 of February 8, 1951, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to January 19, 1952, it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 123 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the fixed wages, bonuses and percentages paid to their employees subject to the said decree.

b) All artisans governed by the said degree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the minimum rates fixed by the decree for an employee in the same branch of the trade.

c) All employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages bonuses and percentage.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the name of the firm, the name of the

nom de l'établissement, le nom des salariés, les heures de travail, le taux du salaire, les montants payés ou payable et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire régulièrement tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Farnham, district de Bedford, comté de Missisiquoi, pour la période comprise entre le 19 janvier 1951 et le 19 janvier 1952.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE FARNHAM, DISTRICT DE BEDFORD, COMTÉ DE MISSISQUOI

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 19 janvier 1951 et le 19 janvier 1952.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$250.00
Artisans	75.00
Salariés	250.00
	575.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire-gérant	275.00
Papeterie, poste et téléphone	25.00
Loyer de salle	20.00
Frais de cautionnement	5.00
Réception et déplacements	20.00
Vérification	5.00
Divers	155.00
Frais de perception	65.00
	575.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 février 1951. 29553-o

AVIS D'APPROBATION DE RÉGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que, par l'arrêté en conseil numéro 172-D du 15 février 1951, deux règlements spéciaux du Comité conjoint des matériaux de construction, établi en exécution du décret numéro 324 du 30

employees, the hours of labour, the rate of wages, the amounts paid or payable and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see to it that the reports be filled in and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums payable to the Parity Committee, and forward same to the said committee together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the "Comité paritaire du Commerce de Farnham", district of Bedford, county of Missisquoi, for the period comprised between January 19, 1951, and January 19, 1952.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE FARNHAM, DISTRICT OF BEDFORD COUNTY OF MISSISQUOI

Estimated receipts and expenditures for the period comprised between January 19, 1951, and January 19, 1952.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$250.00
Artisans	75.00
Employees	250.00
	575.00
Expenditures:	
Secretary-manager's salary	275.00
Stationery, postage and telephone	25.00
Rent	20.00
Fidelity Bond	5.00
Reception and travelling expenses	20.00
Auditing	5.00
Miscellaneous	55.00
Collection expenses	65.00
	575.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 24, 1951. 29553-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 172-D of February 15, 1951, two special by-laws of the Building Materials Joint Committee, formed under decree number 324 of March 30, 1950, and entrusted

mars 1950 et chargé de surveiller l'observance du décret numéro 1256 du 16 novembre 1950, ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 625-D du 31 mai 1950.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarés obligatoires.

"*Certificat de qualification:* D'accord avec l'article 25 de la Loi de la convention collective, le Comité conjoint des matériaux de construction décide de rendre le certificat de qualification obligatoire pour toute personne employée comme mécanicien, ajusteur, forgeron, monteur, aide ou apprenti dans la juridiction territoriale du décret numéro 1256 du 16 novembre 1950, relatif à l'industrie du fer et du bronze ornemental, dont il est chargé de surveiller et d'assurer l'observance.

Bureau d'Examinateurs: Les certificats de qualification seront émis par le bureau d'examinateurs composé des représentants dûment nommés sur le Comité du fer et du bronze."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 février 1951. 29553-o

with the administration of the decree number 1256 of November 16, 1950, have been approved and added to the constitution and general by-laws of the said Joint Committee, already approved by Order in Council number 625-D of May 31, 1950.

In pursuance of the terms of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

"Certificate of Competency: The Building Materials Joint Committee decides, in conformity with section 25 of the Collective Agreement Act, that the certificate of competency be rendered obligatory for any person engaged as Mechanic, Fitter, Blacksmith, Erector, Helper or Apprentice in the territorial jurisdiction of decree No. 1256 of November 16th, 1950, relating to the ornamental iron and bronze industry, which is administered by the said Committee.

Board of Examiners: Such certificate of competency shall be issued by the Board of Examiners composed of the duly elected representatives on the Iron and Bronze Committee."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 24, 1951. 29553-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption, rendue obligatoire par le décret numéro 1407 du 3 avril 1940 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements, de la façon suivante:

1° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption, rendered obligatory by the decree number 1407 of April 3, 1940, and amendments, have submitted to him a request to amend the said decree, and its amendments, as follows:

1. Section III will be replaced by the following:

"III. *Rates of wages* The following minimum rates of wages shall be paid for each one of the trades hereafter mentioned:

Métiers — Trades:	*Salaire horaire Hourly rates Zones* I	II
Ajusteur de gicleur — Sprinkler fitter	$1.25	$1.25
Briqueteur (compagnon) — Bricklayer (journeyman)	1.25	1.25
Poseur de blocs et terra-cotta et tireur de joint — Block and terra-cotta layer and joint pointer	1.25	1.25
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.80	0.80
2ème année — 2nd year	0.90	0.90
3ème année — 3rd year	1.00	1.00
Brasseur de mortier — Mortar mixer	0.95	0.90
Brasseur de célanite — Celanite mixer	0.95	0.90
Charpentier et menuisier (compagnon) — Carpenter and joiner (journeyman)	1.25	1.15
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.70	0.65
2ème année — 2nd year	0.75	0.70
3ème année — 3rd year	0.85	0.80
4ème année — 4th year	0.95	0.90
Calfat — Caulker	0.95	0.90
Couvreur d'amiante autre que les mécaniciens en isolement en tuyauterie — Asbestos coverer other than pipe insulation mechanics	1.25	1.15
Couvreur-ardoise, tuile — Roofer—slate, tile	1.25	1.15
Couvreur—composition, gravier, sable, asphalte — Roofer—composition, gravel, sand, asphalt	1.25	1.15
Chauffeur de camion — Truck driver	0.95	0.85
Charretier — Carter	0.90	0.85
Chauffeur (construction) — Fireman (construction)	1.05	1.00
Conducteur de monte-charge — Freight elevator operator	0.90	0.90

Métiers — Trades:	*Salaire horaire Hourly rates Zones* I	II
Conducteur de tracteur — Tractor operator	1.10	1.10
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence) — Roller operator (steam or gasoline)	1.05	1.05
Conducteur de "Bulldozer" — Bulldozer operator	1.05	1.05
Conducteur de nivelleuse — Grader operator	1.05	1.05
Électricien (compagnon) — Electrician (journeyman)	1.30	1.25
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.70	0.65
2ème année — 2nd year	0.75	0.70
3ème année — 3rd year	0.85	0.75
4ème année — 4th year	0.95	0.90
Ferblantier, couvreur (compagnon), ouvrier-tôlier, boutique ou chantier — Tinsmith, roofer (journeyman), sheet-metal worker shop or job	1.25	1.20
Apprenti — Apprence:		
1ère année — 1st year	0.65	0.60
2ème année — 2nd year	0.75	0.65
3ème année — 3rd year	0.85	0.80
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.20	1.15
Finisseur de plancher en mastic — Mastic floor finisher	1.20	1.15
Foreur et poudrier — Drill operator and blaster	1.20	1.15
Forgeron sur chantier — Blacksmith on job	1.20	1.15
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker)	0.85	0.80
Homme de chaudière (boilerman) — Boilerman	0.85	0.80
Gratteur, polisseur et sableur de plancher — Floor scraping, polishing and sanding employees	1.25	1.15
Gréeur (à la main ou à la machine) — Rigger (hand or machine)	1.25	1.15
Limeur de scie — Saw filer	1.25	1.20
Lettreur pour fins commerciales — Commercial letterer	1.35	1.35
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.75	0.75
2ème année — 2nd year	0.80	0.80
3ème année — 3rd year	0.95	0.95
4ème année — 4th year	1.05	1.05
Manœuvre, porteur de brique, bloc, mortier, terra-cotta, que ce soit à l'oiseau ou à la brouette, ou à la chaudière — Labourer, brick, block, mortar and terra-cotta carrier with hod, wheelbarrow or pail	0.95	0.90
Machiniste (millwright) — Millwright	1.25	1.15
Mécanicien en isolation de tuyauterie — Pipe insulation mechanic	1.25	1.15
Mécanicien de machine fixe ou mobile — Stationary or portable engineman	0.95	0.90
Machiniste — Machinist	0.95	0.90
Peintre-doreur — Painter-gilder	1.25	1.15
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, poseur de papier-tenture et vernisseur de plancher (compagnon) — Painter, sprayman, decorator, glazier, paper hanger, floor vernisher (journeyman)	1.10	1.00
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.70	0.65
2ème année — 2nd year	0.75	0.70
3ème année — 3rd year	0.80	0.75
4ème année — 4th year	0.90	0.85
Plâtrier (compagnon) — Plasterer (journeyman)	1.25	1.25
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.75	0.75
2ème année — 2nd year	0.85	0.85
3ème année — 3rd year	0.95	0.95
Préposé aux sonnettes (bois ou béton) — Pile driver operator (wood or concret)	1.10	1.00
Plombier, poseur d'appareil de chauffage, mécanicien en tuyauterie, poseur de brûleur à l'huile (compagnon) — Plumber, steamfitter, pipe mechanic, oil burner mechanic (journeyman)	1.25	1.20
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.65	0.60
2ème année — 2nd year	0.75	0.65
3ème année — 3rd year	0.85	0.75
Préposé aux compresseurs — Compressor operator	1.05	1.00
Poseur de lattes en métal ou de composition — Lather, metal or composition	1.10	1.10
Poseur de lattes en bois — Lather, wood	1.00	0.95
Préposé aux malaxeurs à vapeur ou à gazoline — Steam or gasoline mixer operator	1.05	0.95
Préposé aux malaxeurs à l'électricité ou au petit malaxeur à gazoline — Electric or small gasoline mixer operator	0.95	0.85
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement) — Boilerman (flooring only)	0.95	0.85
Préposé aux machines à polir le terrazzo (machine à sec) — Terrazzo polishing machine operator (dry)	1.05	0.95
Préposé aux machines à polir le terrazzo (machine à l'eau) — Terrazzo polishing machine operator (wet)	1.05	0.95

Métiers — Trades:	*Salaire horaire Hourly rates Zones* I	II
Préposé aux grues — Crane operator	1.05	0.95
Préposé aux pelles mécaniques — Power shovel operator	1.30	1.20
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector	1.10	1.10
Poseur de liège (isolation) — Cork setter (insulation)	1.25	1.15
Poseur de planchers en mastic — Mastic floor layer	1.25	1.15
Poseur de tuile, asphalte et terrazzo — Tile, asphalt and terrazzo layer	1.25	1.15
Poseur de marbre — Marble layer	1.25	1.15
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité) — Pipe welder (acetylene or electricity)	1.25	1.15
Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de la 4ième classe (sans limite de la durée journalière de travail); maximum de 72 heures — Watchman employed also as fireman and required to hold a 4th class certificate (without daily limitation of duration of work), weekly maximum: 72 hours	0.93	0.83
Gardien sur le chantier, nuit et jour, sans limite de la durée quotidienne de travail, maximum hebdomadaire, 72 heures — Watchman on the job, night and day (without daily limitation of duration of work), weekly minimum: 72 hours	0.65	0.65
Chauffeur de bouilloire devant posséder un certificat de 4ème classe — Boiler fireman required to hold a 4th class certificate	0.93	0.83
Porteur d'eau — Water carrier	0.75	0.65
Ratisseur d'asphalte — Asphalt raker	0.85	0.75
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte — Men committed to the ramming, smoothing and spreading of asphalt	0.85	0.75
Préposé à la canalisation, mateur et soudeur — Men committed to the piping caulking and welding	0.85	0.75

Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes doivent être rémunérés au taux de $0.10 l'heure de plus que le salaire établi pour le métier quand il y a trois hommes ou plus."

2° L'Article XI-A suivant sera ajouté:

"XI-A. *Congés payés: a) Définitions:* Les termes ci-après mentionnés ont, à moins d'incompatibilité, le sens qui leur est ci-après donné:

Employeur: Une personne employant un salarié régi par le présent décret;

Commission: La Commission du Salaire minimum;

Livret de congés: Un livret émis par la Commission, aux fins d'y apposer durant une période de prestations, des timbres de congés payés;

Période de prestation: La période s'étendant du premier mai d'une année au trente avril de l'année suivante;

Timbres: La marque imprimée ou vignette émise par la Commission pour représenter les prestations de congés dues par un employeur.

b) Droits du salarié:

1. *aux congés payés:* Tout salarié ,régi par le présent décret, ayant été au service continu d'un employeur durant une période de prestation, a droit, à la fin de telle période, à un congé d'une durée minimum de sept jours consécutifs et à la rémunération pour congés ci-après fixée;

2. *à rémunération pour congés:* Tout salarié régi par le présent décret, n'ayant pas été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit, à la fin de telle période, seulement, à la rémunération pour congés ci-après fixée.

c) Prise de congé: L'employeur doit donner à son salarié y ayant droit, le congé prévu par le présent article, dans les quatre mois qui suivent la date de la fin d'une période de prestations.

d) Rémunération pour congés: La rémunération pour congés à laquelle a droit un salarié régi par le présent décret représente, pour une

Foremen in charge of a group of three or more men shall be paid $0.10 more per hour than the rate established for the trade concerned."

2. The following section XI-A will be added:

"XI-A. *Vacation with pay a) Definitions* Barring incompatibility, the following words have the meaning hereinafter given to them:

Employer Any person hiring an employee governed by the present decree;

Commission The Minimum Wage Commission;

Vacation-with-pay stamps book A book issued by the Commission for the purpose of affixing therein, during a vacation-with-pay credit period vacation-with-pay credit stamps;

Vacation-with-pay credit period The period extending from the 1st of May of one year to the 30th of April of the next year;

Vacation-with-pay credit stamps The printed mark or stamp issued by the Commission, representing the vacation-with-pay credit payable by an employer;

b) Rights of the employee

1. *to a vacation-with-pay* Every employee governed by the present decree, whose work has been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, to a vacation having a minimum duration of seven consecutive days and to the vacation credit hereinafter determined;

2. *to a vacation credit* Every employee governed by the present decree, whose work has not been continuous with one employer thoughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, only to the vacation credit hereinafter determined.

c) Period during which vacation is to be given The employer must give, whithin four months from the date of expiration of a vacation-with-pay credit period, the vacation to which an employee is entitled according to the present section.

d) Vacation credit The vacation credit to which an employee governed by the decree is entitled represents, for a vacation-with-pay credit

période de prestations, la valeur des timbres apposés, pour telle période, dans son livret de congés.

e) Apposition de timbres: Tout employeur doit, apposer à l'échéance de chaque paie de son salarié, dans le livret de congés de ce dernier des timbres pour une valeur égale à deux pour cent (2%) du montant brut de telle paie.

f) Obligations de l'employeur: Tout employeur doit:

1) se procurer de la Commission avant le commencement d'une période de prestations, un livret de congés pour chacun de ses salariés;

2) exiger de tout salarié embauché au cours d'une période de prestations, la remise de son livret de congés et, s'il n'en possède pas, lui en procurer un;

3) conserver jusqu'à la fin d'une période de prestations ou, s'il y a résiliation antérieure du contrat de travail, durant le temps d'emploi, les livrets de congés de chacun de ses salariés;

4) remettre à chacun de ses salariés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail, son livret de congés.

L'employeur qui fournit à un salarié un livret de congés payés peut en déduire le coût du salaire de ce dernier.

g) Obligations du salarié: Tout salarié doit:

1) remettre sans délai son livret de congés à l'employeur qui l'engage au cours d'une période de prestations;

2) réclamer de l'employeur qui l'emploie, son livret de congés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail.

h) Remboursement de la rémunération: Tout salarié a le droit de réclamer de la Commission, à la fin d'une période de prestations, le remboursement des timbres apposés dans son livret de congés pour telle période.

i) Propriété du livret de congés payés: Le livret de congés bien qu'il puisse être en la possession de l'employeur, est la propriété du salarié; la créance qu'il constate est incessible.

j) Convention interdite: Est expressément interdite toute stipulation d'un contrat accordant à un salarié régi par le présent décret, des conditions moins avantageuses que celles fixées au présent article.

k) Les salariés employés surtout dans les établissements manufacturiers et partiellement à la construction de bâtiments ou à la construction mécanique, ou travaillant comme employés permanents préposés à l'entretien, lorsqu'ils bénéficient d'un plan de vacances payés établi par leur employeur et prévoyant des conditions tout aussi avantageuses que celles dont fait mention le présent décret, ne sont pas assujettis à ses dispositions concernant les vacances payées."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 février 1951. 29561-o

period, a sum of money equivalent to the face value of the stamps affixed in his vacation-with-pay stamp book, for said credit period.

e) Affixing of stamps Every employer, at the end of each regular pay period, must affix in his employee's vacation-with-pay stamp book vacation-with-pay credit stamps in an amount equivalent to two per centum (2%) of the gross amount of such pay.

f) Employer's obligations Every employer must

1) obtain from the Commission a vacation-with-pay stamp book for each of his employees, before the beginning of a vacation-with-pay credit period;

2) require from every employee hired during a vacation-with-pay credit period, the remittance of his vacation-with-pay stamp book and, should he not possess such book, provide him with one;

3) keep each employee's vacation-with-pay stamp book till the end of the vacation-with-pay credit period, or, during the time of employment, should the employee's labour contract be previously cancelled;

4) give back his vacation-with-pay stamp book to each one of his employees, at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract.

The employer who provides his employee with a vacation-with-pay stamp book may deduct from the employee's wages the cost of such book.

g) Employee's obligations: Every employee must

1) without delay, give back his vacation-with-pay stamp book to the employer who hires him during a vacation-with-pay period;

2) at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract claim his vacation-with-pay stamp book from the employer who hires him.

h) Redemption of stamps: Every employee at the end of a vacation-with-pay credit period, has the right to claim from the Commission the redemption of the stamps affixed for such period in his vacation-with-pay stamp book.

i) Ownership of the vacation-with-pay stamp book: Though in the employers' hands, the vacation-with-pay stamp book belongs to the employee, and the credit shown therein is untransferable.

j) Forbidden agreement: Any stipulation of a labour contract for the purpose of granting to an employee governed by the decree, conditions less advantageous than those fixed in the present section is strictly forbidden.

k) Employees principally employed in manufacturing establishments and partly in building or engineering construction or as permanent maintenance employees, and where such work men participate in a vacation-with-pay plan established by their employer and providing conditions not less favourable to such employees than those provided in the present decree shall be exempt from its application but only in respect of those provisions governing vacations with pay."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 24, 1951. 29561-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brome, Missisquoi, Richmond et Wolfe, rendue obligatoire par le décret numéro 1519 du 18 septembre 1947, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements, de la façon suivante:

1° Le premier alinéa du paragraphe "*e*" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"*e*) Les mots "tailleur de pierre" désignent tout salarié qui taille et dresse la pierre au dimensions nécessaires pour tout genre de travaux de construction ou de réparation, tire les joints et fait, au besoin, tout autre travail connexe."

2° Le paragraphe "*a*" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"*a*) Le décret s'applique à tous les travaux de construction, installation, réfection, réparation, entretien, démolition, addition permanente et déplacement de bâtisses, d'immeubles, de chemins, de routes, d'aqueducs, d'égoûts, de canaux, de tunnels, de points, de murs de soutènement ou d'ornementation, nivellement et terrassement, ou tout travail assujetti à la Loi concernant les électriciens (S.R.Q. 1941, chapitre 172) ou travaux de creusage des fondations et à tout autre travail de semblable nature."

3° La première échelle de salaires apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article IVsera remplacé par la suivante:

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brome, Missisquoi, Richmond and Wolfe, rendered obligatory by the decree number 1519 of September 18, 1947, have submitted to him a request to amend the said decree, and its amendments, as follows:

1. The first paragraph of subsection "*e*" of section I will be replaced by the following:

"*e*) The words "stone cutter" mean any employee whose work is to cut and shape stone size required for all kinds of construction or repair operations, point the joints and do any other related work, as required."

2. Subsection "*a*" of section II will be replaced by the following:

"*a*) The decree applies to all operations of construction, installation, rebuilding, repair, maintenance, demolishing, permanent addings to and moving of buildings, roads, routes water works, sewers, canals tunnels, bridges sustaining or ornamentation walls; it also covers levelling, earthwork or any other work subject to the Electricians Act (R.S.Q. 1941, chapter 172) or digging for foundations or other similar operations."

3. The first scale of wages in subsection "*a*" of section IV will be replaced by the following:

"*Métiers — Trades*	*Salaires horaires Hourly rates Zones* I	II	III
Briqueteur, maçon, plâtrier, tailleur de pierre — Bricklayer, mason, plasterer, stone cutter	$1.35	$1.30	$1.25
Maçon (maçonnerie brute de solages) — Mason (foundation rough masonry)	1.25	1.20	1.15
Finisseur de ciment: salaire fixé pour le métier auquel appartient le salarié qui exécute ce travail — Cement finisher: wage rate set for the trade of the employee committed to that operation.			
Peintre, tapissier — Painter, paper hanger	1.05	1.00	0.95
Peintre au pistolet — Sprayman	1.10	1.05	1.00
Peintre: travail exécuté à plus de 45 pieds de hauteur à l'extérieur d'un immeuble — Painter work carried out outside a building at more than 45 ft, high		1.20	1.20
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.15	1.10	1.05
Électricien — Electrician	1.10	1.05	1.00
Mécanicien de machines fixes et portatives à vapeur: grues et malaxeurs — Stationary or portable steam engineman: cranes and mixers	1.10	1.05	1.00
Chauffeur de bouilloires à vapeur (certificat de quatrième classe) — Steam boiler fireman (4th class certificate)	1.00	0.95	0.90
Préposé aux machines fixes ou portatives à essence (gazoline): grues et malaxeurs — Stationary or portable gasoline engine operator: cranes and mixers	0.95	0.90	0.85
Préposé aux tracteurs (avec accessoires) et compresseurs (semaine de 44 heures sans limitation journalière) — Tractor (with accessories) and compressor operators (44 hour week, no daily limit)	1.05	1.00	0.95
Aide — Helper	0.95	0.90	0.85
Poseur de tuile — Tile layer	1.25	1.20	1.15
Poseur de fer ornemental — Ornamental iron erector	1.00	0.95	0.90
Préposé au polissage du terrazzo à sec ou humide — Terrazzo polisher, wet or dry process	1.00	0.95	0.90
Foreur et préposé au sautage des mines — Drill operator and blaster	1.05	1.00	0.95
Chauffeur de camion — Truck driver	0.95	0.90	0.85
Charretier — Horse driver	0.95	0.90	0.85
Manœuvre — Labourer	0.90	0.85	0.80

Gardien de nuit, semaine de 56 heures (comprenant 7 jours d'une durée maximum de 8 heures) — Night watchman, 56-hour week (including 7 days of 8 hours)	0.60	0.55	0.50
Asphalte (rateleur) — Asphalt (raker)	1.25	1.25	1.25
Asphalte (aide-rateleur) — Asphalt (raker's helper)	1.00	1.00	1.00
Asphalte (pelleteur) — Asphalt (shoveller)	0.90	0.90	0.90
Asphalte, rouleur (conducteur) — Asphalt roller (driver)	1.20	1.20	1.20
Attacheur de fer — Steel brace setter	1.00	1.00	0.95
Graisseur et huileur (sur machinerie) — Greaser and oiler (machinery)	0.90	0.85	0.85
Gréeur — Rigger	1.05	1.05	1.00
Gratte mécanique (conducteur) — Grader driver	1.30	1.30	1.30
Gratte mécanique (aide) — Grader driver's helper	1.00	1.00	0.95
Préposé aux machines fixes ou portatives à l'électricité de même qu'aux grues et malaxeurs à l'électricité — Operator-stationary or portable electric machines and electric cranes and mixers	0.95	0.90	0.85
Poseur de marbre et terrazzo — Marble and terrazzo layer	0.95	0.90	0.85
Sableurs de planchers — Floor polisher	1.00	0.95	0.90
Préposé aux ascenseurs ou monte-charge — Elevator operator	1.10	1.05	1.05
Forgeron — Blacksmith	1.05	1.00	1.00
Chauffeur de pelles mécaniques — Fireman Power-shovels)	1.00	0.95	0.90
Porteur d'eau — Water carrier	0.70	0.70	0.70
Préposé aux pelles mécaniques (semaine de 44 heures sans limitation journalière) — Power shovel operator (44-hour week, no daily limit)	55.20	55.20	50.20
Aide — Helper	44.00	44.00	39.60
Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareil de chauffage — Pipe mechanic and steamfitter	1.15	1.10	1.05
Soudeur en tuyauterie — Pipe welder	1.15	1.10	1.05
Compagnon junior, 1ère année — Junior journeyman, 1st year	1.00	0.95	0.90
Ferblantier ou travailleur en métal en feuilles et couvreur — Tinsmith or sheet metal worker and roofer	1.15	1.10	1.05
Poseur de linoléum incrusté, tuile d'asphalte ou de caoutchouc (ou produits similaires): le salaire fixé pour le métier auquel appartient le salarié qui exécute ce travail — Linoleum, asphalt or rubber tile for similar products) layer: the rate set for the trade to which belongs the employee doing such work."			

4° L'alinéa suivant sera ajouté après le deuxième alinéa du paragraphe "c" de l'article IV:

"Cependant, l'indice tel que plus haut indiqué prévoit depuis le 1er avril 1951 l'augmentation devenue obligatoire au 15 janvier 1951 et une nouvelle fluctuation n'entrera en vigueur qu'en se basant sur la preuve d'une nouvelle augmentation ou diminution du coût de la vie depuis le 15 janvier 1951."

5° Le premier alinéa du paragraphe "d" de l'article IV sera radié.

6° Le paragraphe "a" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"a) La durée du travail de tout salarié assujetti au présent décret ne doit pas excéder huit (8) heures par jour réparties de la façon suivante: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, huit (8) heures entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., le samedi, quatre (4) heures entre 8.00 a.m. et midi. La durée hebdomadaire du travail est de quarante-quatre (44) heures. Toutefois, les mécaniciens en tuyauterie, les ferblantiers-couvreurs et les électriciens peuvent répondre aux appels d'urgence. Cependant, durant la période du 1er octobre au 1er mars, le travail peut être réparti entre 7.00 a.m. et 5.00 pm., pourvu que la durée maximum ne dépasse pas huit (8) heures par jour."

7° Les paragraphes "f" et "g" suivants seront ajoutés à l'article VI:

"f) Nonobstant les dispositions des paragraphes "a" et "b" de l'article VI, dans la cité de Granby et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, les quarante-quatre (44) heures formant la durée hebdomadaire du travail sont réparties comme suit: du lundi au jeudi inclusivement, neuf (9) heures entre 7.30 a.m. et 5.30 p.m.; le vendredi, huit (8) heures entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. Aucun traval le samedi."

"g) Tout travail exécuté en dehors des périodes journalières spécifiées dans le présent article

4. The following paragraph will be added after the second paragraph of subsection "c" of section IV:

"However, the index, as above mentioned, provides since April 1, 1951, for the increase which came into effect as of January 15, 1951, and no further fluctuation will be applied except upon proof of a new increase or decrease in the cost of living since January 15, 1951."

5. The first paragraph of subsection "d" of section IV will be deleted.

6. Subsection "a" of section VI will be replaced by the following:

"a) The duration of work of every employee governed by the present decree shall not exceed eight (8) hours per day distributed as follows: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, eight (8) hours between 8.00 a.m. and 5.00 p.m.; Saturday, four (4)hours between 8.00 a.m. and 12. (noon). The weekly duration of work consists of forty-four (44) hours. However, pipe mechanics, tinsmith-roofers and electricians may answer emergency calls. Besides, during the period from October 1 to March 1, working time may be distributed between 7.00 a.m. and 5.00 p.m providing the maximum duration of work does not exceed eight (8) hours per day."

7. The following subsections "f" and "g" will be added to section VI:

"f) Notwithstanding the provisions of subsections "a" and "b" of section VI, in the city of Granby and a radius of five (5) miles from its limits, the forty-four (44) hours constituting the weekly duration of work are distributed as follows: Monday of Thursday inclusive, nine (9) hours between 7.30 a.m. and 5.30 p.m.; Friday, eight (8) hours between 8.00 a.m. and 5.00. No work on Saturday."

"g) All work done outside the daily periods mentioned in the present section is considered

est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré comme tel."

8° L'article VII sera remplacé par le suivant:

"VII. *Congés payés: a) Déffinitions:* Les termes ci-après mentionnés ont, à moins d'incompatibilité, le sens qui leur est ci-après donné;

"*Employeur:*" Une personne employant un salarié régi par le présent décret.

"*Commission*" La Commission du salaire minimum.

"*Livret de congés:*" Un livret émis par la Commission aux fins d'y apposer durant une période de prestations, des timbres de congés payés.

"*Période de Prestations*": La période s'étendant du premier mai d'une année au trente avril de l'année suivante.

"*Timbres*"; La Marque imprimée ou vignette émise par la Commission, pour représenter les prestations de congés dues par un employeur.

b) Droits du salarié:

1. Aux congés payés: Tout salarié géri par le présent décret, ayant été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit à la fin de telle période, à un congé d'une durée minimum de sept jours consécutifs et à la rémunération pour congés ci-après fixée:

2. A rémunération pour congés: Tout salarié régi par le présent décret n'ayant pas été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit à la fin de telle période, seulement à la rémunération pour congés ci-après fixée.

c) Prise de congés: Le congé prévu sera pris à la première semaine complète de juillet.

d) Rémunération pour congés: La rémunération pour congés à laquelle a droit un salarié régi par le présent décret représente, pour une période de prestation, la valeur des timbres apposés, pour une telle période, dans son livret de congés.

e) *Apposition de timbres:* Tout employeur doit apposer à l'échéance de chaque paie de son salarié, dans le livret de congés de ce dernier, des timbres pour une valeur égale à deux pour cent (2%) du montant brut de telle paie.

f) Obligations de l'employeur: Tout employeur doit:

1. se procurer de la Commission avant le commencement d'une période de prestations, un livret de congés pour chacun de ses salariés.

2. Exiger de tout salarié embauché au cours d'une période de prestations, la remise de son livret de congés, et s'il n'en possède pas, lui en procurer un.

3. Conserver jusqu'à la fin d'une période de prestations ou, s'il y a resiliation antérieure du contrat de travail, durant le temps d'emploi, les livrets de congés de chacun de ses salariés.

4. Remettre à chacun de ses salariés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de contrat de travail son livret de congés.

g) Obligations du salarié: Tout salarié doit:

1. Remettre sans délai son livret de congés à mployeur qui l'engage au cours d'une période prestations.

as overtime work and remunerated accordingly."

8. Section VII will be replaced by the following:

"VII. *Vacation with pay: a) Definitions: Barring* incompatiblity, the following words have the meaning hereinafter given to them:

Employer: Any person hiring an employee governed by the present decree;

Commission: The Minimum Wage Commission;

Vacation with pay stamps book: A book issued by the Commission for the purpose of affixing therein during a vacation with pay credit period vacation-with-pay credit stamps;

Vacation-with pay credit period: The period extending from the 1st of May of one year to the 30th of April of the next year:

Vacation-with-pay credit stamps: The printed mark or stamps issued by the Commission representing the vacation-with-pay credit payable by an employer;

b) Rights of the employee:

1. *to a vacation-with-pay:* Every employe governed by the present decree, whose work has been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, to a vacation having a minimum duration of seven consecutive days and to the vacation credit hereinafter determined;

2. *to a vacation credit:* Every employee governed by the present decree, whose work has not been continous with one employer throughout a vacation with pay credit period, is entitled, at the end of such period, only to the vacation credit hereinafter determined.

c) Period during which vacation is to be given: The employer must give, within four months from the date of expiration of a vacation-with-pay credit period, the vacation to which and employee is entitled according to the present section.

d) Vacation credit: The vacation credit to which an employee governed by the decree is entitled represents, for a vacation-with-pay credit period, a sum of money equivalent to the face value of the stamps affixed in his vacation-with-pay stamp book, for said credit period.

e) Affixing of stamps: Every employer, at the end of each regular pay period must affix in his employee's vacation-with-pay stamp book vacation-with-pay credit stamps in an amount equivalent to two per centum (2%) of the gross amount of such pay.

f) Employer's obligation: Every employer must

1. obtain from the Commission a vacation-with-pay stamp book for each of his employees, before the beginning of a vacation-with-pay credit period;

2. require from every employee hired during a vacation-with-pay credit period, the remittance of his vacation-with-pay stamp book and should he not possess such book, provide him with one;

3. keep each employee's vacation-with-pay stamp book till the end of the vacation-with-pay credit period, or, during the time of employment should the employee's labour contract be previously cancelled;

4. give back his vacation-with-pay stamp book to each one of his employees, at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract.

g) Employee's obligations: Every employee must

1. without delay, give back his vacation-with-pay stamp book to the employer who hires him during a vacation-with-pay period;

2. Reclamer de l'employeur qui l'emploie, son livret de congés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail.

h) Remboursement de la rémunération: Tout salarié a le droit de réclamer de la Commission, à la fin d'une période de prestations, le remboursement des timbres apposés dans son livret de congés pour telle période.

i) Propriété du livret de congés payés: Le livret de congés payés, bien qu'il puisse être en la possession de l'employeur, est la propriété du salarié, la créance qu'il constate est incessible.

j) Convention interdite: Est expressément interdite toute stipulation d'un contrat accordant à un salarié régi par le présent décret des conditions moins avantageuses que celles fixées au présent article.

k) Les salariés employés surtout dans les établissements manufacturiers et partiellement à la construction de bâtiments ou à la mécanique, ou travaillant comme employés permanents préposés à l'entretien, lorsqu'ils bénéficient d'un plan de vacances payées établi par leur employeur et prévoyant des conditions tout aussi avantageuses que celles dont fait mention le présent décret, ne sont pas assujettis à ses dispositions concernant les vacances payées.

9° Les deuxième et troisième alinéas du paragraphe "*a*" de l'article X, seront remplacés par le suivant:

"Toute personne se présentant pour l'examen règlementaire de métier devra aussi fournir, au préalable, une lettre signée d'un employeur professionnel du métier qu'il désire pratiquer par laquelle l'employeur professionnel déclare qu'il est actuellement prêt à accepter l'aspirant à son emploi."

10° Le premier alinéa du paragraphe "*e*" de l'article X sera remplacé par le suivant:

"*e*) Pour les métiers de plâtrier, maçon et charpentier-menuisier, il n'y a qu'un apprenti par compagnon; pour les métiers de briqueteur et de peintre, un apprenti par deux compagnons ou fraction de deux."

11° Le paragraphe "*f*" de l'article X sera remplacé par le suivant:

"*f*) L'apprentissage comporte 8,000 heures de travail du métier; toutefois, dans le cas où un apprenti suit un cours dans une école industrielle ou de métier, chaque heure d'étude équivaut à une heure d'apprentissage pourvu que les études se fassent concurremment avec le travail.

Nonobstant toutes les autres dispositions du présent article, l'apprentissage du métier de sableur de planchers est assujetti aux conditions suivantes: l'apprenti doit avoir à son crédit un total de neuf (9) mois de travail comme sableur de planchers, fournir une lettre de recommandation de deux employeurs professionnels attestant qu'il a les qualifications requises et qu'il a accompli le stage précité. Le Comité paritaire, après vérification de ces deux conditions, émet un certificat de qualification."

12° Le paragraphe "*g*" de l'article sera remplacé par le suivant:

"*g*) *Taux de salaires:* Le taux de salaires minima des apprentis sont les suivants:

2. at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract claim his vacation-with-pay stamp book from the employer who hires him.

h) Redemption of stamps: Every employee at the end of a vacation-with-pay credit period, has the right to claim from the Commission tht redemption of the stamps affixed for such period in his vacation-with pay stamp book.

i) Ownership of the vacation-with-pay stamp book: Though in the employers' hands, the vacation-with-pay stamp book belongs to the employee, and the credit shown therein is untransferable.

j) Forbidden agreement: Any stipulation of a labour contract for the purpose of granting to an employee governed by the decree, conditions less advantageous than those fixed in the present section is strickly forbidden.

k) Employees principally employed in manufacturing establishments and partly in building or engineering construction, or as permanent maintenance employees, and where such workmen participate in a vacation-with-pay plan established by their employer and providing conditions not less favourable to such employees than those provided in the present decree shall be exempt from its application but only in respect of those provisions governing vacations with pay.

9. The second and third paragraphs of subsection "*a*" of section X will be replaced by the following:

"Anyone wishing to sit for the trade examination prescribed shall first produce a letter signed by a professional employer of the trade concerned in which the said employer states that he is willing to employ the candidate."

10. The first paragraph of subsection "*e*" of section X will be replaced by the following:

"*e*) In the plasterer, mason and carpenter-joiner trades, there shall be but one apprentice per journeyman; in the bricklaying and painting trades, only one apprentice to each two journeymen or fraction thereof."

11. Subsection "*f*" of section X will be replaced by the following:

"*f*) The apprenticeship period consists of 8,000 hours of work in the trade; however, when en apprentice attends a course in a technical school, every hour of study equals one hour of apprenticeship providing the studies and the work are carried on concurrently.

Notwithstanding all other provisions of the present section, apprenticeship in the floor polishing trade is regulated as follows: the apprentice shall work at least nine (9) months as floor polisher, produce testimonials from two professional employers stating that he has the required competency and that he has worked the period mentioned above. The Parity Committee checks these two conditions and issues a certificate of competency."

12. Subsection "*g*" of section X be replaced by the following:

"*g*) *Rates of wages:* The minimum rates of wages of apprentices are as follows:

Métiers — Trades	*Salaires horaires Hourly rates Zones* I	II	III
Briqueteur, maçon, plâtrier, tailleur de pierre, poseur de tuile — Bricklayer, mason, plasterer, tile layer and stone cutter:			
1ère année — 1st year	$0.70	$0.65	$0.60
2ième année — 2nd year	0.80	0.75	0.70

3ième année — 3rd year	0.90	0.85	0.80
4ième année — 4th year	1.00	0.95	0.90
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner:			
1ère année — 1st year	0.65	0.625	0.60
2ième année — 2nd year	0.75	0.725	0.70
3ième année — 3rd year	0.85	0.825	0.80
4ième année — 4th year	0.95	0.925	0.90
Électricien — Electrician:			
1ère année — 1st year	0.60	0.575	0.55
2ième année — 2nd year	0.70	0.675	0.65
3ième année — 3rd year	0.80	0.775	0.75
4ième année — 4th year	0.90	0.875	0.85
Peintre, tapissier — Painter, paper hanger:			
1ère année — 1st year	0.60	0.575	0.55
2ième année — 2nd year	0.70	0.675	0.65
3ième année — 3rd year	0.80	0.775	0.75
4ième année — 4th year	0.90	0.875	0.85
Sableur de planchers — Floor polisher:			
1er trois (3) mois — 1st three (3) months	0.70	0.65	0.60
2ième trois (3) mois — 2nd three (3) months	0.80	0.75	0.70
3ième trois (3) mois — 3rd three (3) months	0.90	0.85	0.80

Mécanicien en tuayauterie, poseur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie, ferblantier, travailleur de métal en feuilles et couvreur:

1. Dans la juridiction territoriale, excepté dans la Cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites:

1ère année — 1st year	0.60	0.575	0.55
2ième année — 2nd year	0.65	0.625	0.60
3ième année — 3rd year	0.70	0.675	0.65
4ième année — 4th year	0.75	0.725	0.70

2. Dans la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites:

1ère année	$0.55
2ème année	0.60
3ème année	0.65
4ème année	0.70"

13° Les paragraphes suivants seront ajoutés à l'article X:

"*m*) A la fin de chaque jour d'ouvrage, l'apprenti devra indiquer dans la colonne appropriée, le nombre d'heures ouvrées ce jour-la sur chaque opération.

n) A la fin de chaque mois, l'employeur ou le contremaître devra porter un jugement de valeur, d'après le code établi ,sur différents aspects du comportement professionnel de l'apprenti et signer le livret.

o) L'apprenti devra faire reviser son livret entre le 1er et le 30 avril de chaque année jusqu'à la fin de son apprentissage.

p) Tout apprenti qui a complété ses 8,000 heures d'apprentissage devra se présenter devant le bureau d'examinateurs pour subir son examen de compagnon.

q) Toute personne qui se présente pour subir un examen ou qui vient faire reviser son livret d'apprentissage, doit fournir trois (3) photographies au Comité."

14° Les salaries minima hebdomadaires des salariés permanents mentionnés à l'article XII, paragraphes "*a*" et "*b*", seront remplacés par les suivants:

Pipe mechanic, steamfitter, pipe welder, tinsmith, sheet metal worker and roofer:

1. In the entire territorial jurisdiction, excepting the City of Sherbrooke and the territory comprised in a radius of two (2) miles from its limits:

1ère année — 1st year	0.60	0.575	0.55
2ième année — 2nd year	0.65	0.625	0.60
3ième année — 3rd year	0.70	0.675	0.65
4ième année — 4th year	0.75	0.725	0.70

2. In the city of Sherbrooke and the territory comprised in a radius of two (2) miles from its limits:

1st year	0.55
2nd year	0.60
3rd year	0.65
4th year	0.70"

13. The following paragraphs will be added to section X:

"*m*) At the end of each day of work, the apprentice shall write down in the proper column the number of hours worked that day on each operation.

n) At the end of each month, the employer or the foreman give an outline of the behaviour of the apprentice, shall according to the established procedure, in respect of training.

o) The apprentice shall have his booklet revised between the 1st and the 30th of April of each year until the end of his apprenticeship period.

p) Every apprentice who has completed his 8,000 hours of apprenticeship shall sit before the Board of Examiners for his journeyman's examination.

q) Anyone sitting for an examination or wishing to have his booklet revised shall give three (3) pictures of himself to the Committee."

14. The minimum weekly wages of permanent employees mentioned in section XII, subsections "*a*" and "*b*" will be replaced by the following:

	Salaires hebdomadaires *Weekly wages* *Zones*		
	I	II	III
"Compagnon — Journeymen	$28.60	$26.60	$24.60
Journalier — Labourer	24.60	22.60	20.60"

15° Les mots "à forfait" seront ajoutés après les mots "les contrats" apparaissant deux fois à l'article XIII.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 février, 1951. 29561-o

15. The words "lump sum" will be added after the word "contracts" mentioned twice in section XIII.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 24, 1951 29561-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2991 du 10 novembre 1937, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements, de la façon suivante:

Le paragraphe "*d*" de l'article VII sera radié et remplacé par le suivant:

"*d* 1. Excepté tel que ci-après prévu, les employeurs assujettis aux dispositions du présent décret doivent verser à leurs salariés, qu'ils soient préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de 28½ cents pour chaque heure de travail.

Le taux de salaire et demi pour travail supplémentaire ne s'applique pas au boni spécial de vie chère prévu par les présentes.

Tous les employeurs doivent tenir un registre séparé indiquant le paiement du boni de vie chère prévu par les présentes.

Exceptions :

i. *Sécurité sociale:* Tout employeur qui, par contrat avec une compagnie d'assurances reconnue et "bona fide" ou avec une caisse d'assurance reconnue par le Surintendant des Assurances de la province de Québec ou qui, par contrat avec une association *bona fide*, est tenu de payer et paye une somme équivalente à 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de travail de ses salariés assujettis à la juridiction de ce décret, en vertu d'un projet de sécurité sociale couvrant, en tout ou en partie, les cas de maladie, d'accidents, d'hospitalisation et de mortalité, ou d'un plan de pension ou de retraite au bénéfice de tels salariés, lequel ne laisse à l'employeur aucun droit de remboursement ou de rabais, directement ou indirectement, n'est pas tenu de payer le boni de vie chère de 28½ cents l'heure et doit continuer de payer un boni de vie chère de 25 cents l'heure pour chaque heure de travail aussi longtemps qu'il continuera de verser 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière et supplémentaire de tous ses salariés, de la façon ci-haut décrite.

Un employeur peut instituer un plan de maladie, d'accident, d'hospitalisation, de pension ou de retraite au bénéfice de ses salariés, de la façon ci-haut décrite, dont le coût est inférieur à 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de tous ses salariés assujettis

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 2991 of November 10, 1937, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

Subsection "*d*" of section VII will deleted and replaced by the following:

"*d*) 1. Except as hereinafter provided, all employers who are subject to the provisions of the present decree shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments subject to the jurisdiction of this decree, in addition to the employees' regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 28½ cents for each hour worked.

The premimum for overtime hours worked at the rate of time and one half shall not apply to the special cost of living bonus herein provided.

All employers shall keep a separate record of the payment of the cost of living bonus herein provided.

Exceptions:

i. *Insurance:* Any employer who, by contract with a recognized and bona fide insurance company or insurance fund recognized by the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec, or who, by contract with a *bona fide* union, is bound to and does pay a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees subject to the jurisdiction of this decree, for a social welfare plan covering in whole or in part sickness, accident, hospitalization, death benefits and/or for a pension or retirement plan for the benefit of such employees and in which plan the employer has no equity or right of refund or rebate, directly or indirectly, then said employer shall be relieved of paying the cost of living bonus as aforesaid of 28½ cents per hour and shall continue to pay a cost of living bonus of 25 cents per hour for each hour worked so long as said employer continues to pay a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees as aforesaid.

In the event that any plan covering sickness, accident, hospitalization, pension or retirement, introduced by the employer for the benefit of his employees as aforesaid, should involve a cost of less than a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all

à ce décret, mais il doit payer la différence entre le coût de tel plan et les 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de travail de tous ses salariés, et ce en espèces, chaque semaine.

Tout plan de bien-être social de cette nature institué par un employeur, de la façon susdite, est sujet à examen par le Comité paritaire et les registres de l'employeur s'y rapportant doivent, en tout temps, être tenus à la disposition des représentants du Comité paritaire pour fins d'inspection et d'examen.

Si un tel examen révèle au Comité paritaire que le paiement par l'employeur d'une somme égale à 3½ cents l'heure pour chaque heure régulière ou supplémentaire de travail de tous ses salariés n'est pas entièrement utilisé au bénéfice de ses salariés assujettis à ce décret, ou que le but de tel plan de bien-être social n'est pas conforme à l'esprit et aux fins de cette clause, ou si l'employeur refuse de donner les détails ou de soumettre les registres de tel plan, ledit comité peut alors aviser l'employeur par lettre recommandée et ce dernier doit payer le plein boni de vie chère de 28½ cents l'heure tel que prévu au présent paragraphe "*d*", de la date spécifié dans l'avis donné par le comité, n'excédant pas une période de six mois.

ii. *Pantalons non-assortis et vêtements de sport":* Tous les employeurs, manufacturiers de pantalons non-assortis et de vêtements de sport pour hommes et garçons, qui fabriquent des vêtements exempts de la juridiction du présent décret, en vertu de ses dispositions, dans une proportion dépassant 25% de leur production totale, doivent verser à tous leurs salariés préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de 22½ cents l'heure au lieu du boni général de 28½ cents ci-haut prévu.

Le Comité paritaire peut, en tout temps, exiger de tels employeurs tout renseignement ayant trait à leur production et, advenant le cas où un employeur fabriquerait, dans un trimestre, dans une proportion inférieure à 25% de sa production totale pour ladite période, des vêtements exemps de la présente juridiction, ledit employeur doit, sur demande du Comité paritaire, verser à ses salariés un boni additionnel de vie chère de 2½ cents l'heure.

iii. *Vêtements d'enfants:* Tous les manufacturiers de vêtements de sport ou autres pour enfants de 3 à 6 ans inclusivement, n'excédant pas la grandeur 24, et de vêtements pour fillettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que ci-après décrits, doivent verser à tous leurs salariés, qu ils soient préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire à la pièce ou autre, un boni de vie chère de 20 cents pour chaque heure de travail au lieu du boni général de 28½ cents ci-haut prévu.

iv. *Apprentis:* Dans le cas des apprentis qui n'ont eu aucune expérience antérieure dans l'in-

his employees subject to the jurisdiction of this Decree, the employer shall be entitled to carry out such a plan, paying the difference between the cost of such a plan and a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees, in cash, weekly.

Any such social welfare plan introduced by any employer as aforesaid shall be subject to examination by the Joint Committee and, for that purpose, the employers' records shall at all times be open to inspection and examination by the Joint Committee.

In the event that, after examination, it is found by the Joint Committee that payment by the employer of a sum equivalent to 3½ cents per hour for each regular and overtime hour worked by all his employees is not wholly for the benefit of his employees subject to the jurisdiction of this Decree, or that the object of the said social welfare plan is not in accordance with the spirit and intention of this provision, or upon the refusal by the employer to submit details and records of such plan, then, upon notice from the Joint Committee given by registered mail to the employer, the said employer shall be bound to pay the full cost of living bonus of 28½ cents per hour as provided by the present subsection "*d*", from the date specified in the notice given by the Joint Committee, which shall not exceed a period of six months.

ii. *Odd pants and sportswear:* All employers who are men's and boys' odd pants and sportswear manufacturers and who produce garments that are exempted from the jurisdiction of this Decree by virtue of its provisions in an amount in excess of 25% of their total production, shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments subject to the jurisdiction of this Decree, in addition to the employees' regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the therin prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 22½ cents per hour in lieu of the general cost of living bonus of 28½ cents per hour hereinbefore provided.

The Joint Committee shall be entitled at any time to request and obtain from such employers full information as to their production and, in the event that any such employer should, in any three-month period, produce less than 25% of his total production, in the said period, of garments exempted from the present jurisdiction, the said employer shall, upon demand from the Joint Committee, pay to his workers an additional 2½ cents per hour as a cost of living bonus.

iii. *Children's wear:* All manufacturers of children's sportswear and children's clothing comprising ages from 3 to 6 years inclusive, not exceeding size 24, and girls' clothing up to the age of 14 years inclusive, as herein-bofere defined, shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments coming under the jurisdiction of this decree, in addition to the employees' regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 20 cents per hour for each hour worked in lieu of the general cost of living of 28½ cents per hour hereinbefore provided.

iv. *Apprentices:* In the case of apprentices who have had no previous experience in the

dustrie des vêtements d'hommes et de garçons et qui sont embauchés après la mise en vigueur de cet amendement, le boni de vie chère prévu par les présentes peut être réduit de 7½ cents l'heure pendant une période de treize (13) semaines. Les dits commençants devront recevoir leur plein boni de vie chère, tel que prévu par les présentes, dès qu'ils auront complété treize (13) semaines d'emploi.

Dans le cas des apprentis qui ont été embauchés avant la date de la mise en vigueur du présent amendement et qui sont à l'emploi de membres de l'Association des Fabricants de Vêtements de Québec Inc., liés par des relations contractuelles avec la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement, Inc., lesquelles pourvoient à une deuxième semaine de vacances payées pour tous les employés avant même qu'ils aient complété une période de deux ans de travail, le boni de vie chère ici prévu peut être réduit de 7½ cents l'heure jusqu'à ce que les dits apprentis aient complété treize (13) semaines d'emploi."

Cet amendement deviendra en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 février 1951. 29651-o

men's and boys' clothing industry and who are engaged after this amendment comes into force, the cost of living bonus herein provided may be reduced by 7½ cents per hour for a period of thirteen (13) weeks. Such beginners shall receive their full cost of living bonus, as herein provided, immediately upon completion of thirteen (13) weeks of such employment.

In the case of apprentices who have been engaged prior to the date this amendment came into force, employed by members of the Quebec Association of Garment Mfrs. Inc. who have contractual relations with "La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement, Inc.", which provide for a second week vacation to all the employees before such employees have worked a period of two years, the cost of living bonus herein provided may be reduced by 7½ cents per hour until the said apprentices have completed their thirteen (13) weeks of employment."

This amendment shall come into effect upon the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 24, 1951. 29561-o

Département du Trésor
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que The Commercial Travellers Mutual Accident Association of America, enregistrée sous le numéro 509, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 103 qui l'autorise, à compter du 29 novembre 1950, a effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à Utica, New-Yord, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé M. W. H. Laidley, 507 Place d'Armes, Montreal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 21 février 1951.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
29555-8-2-o Surintendant des assurances.

Treasury Department
Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that The Commercial Travelers Mutual Accident Association of America, registered under number 509, has obtained the license and certificate of registration number 103 authorizing it, as from the 29th of November 1950, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Accident; Sickness.

The head office of the company is situate at Utica, New York, United States of America.

The company has appointed Mr. W. H. Laidley, 507 Place d'Armes, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 21st of February 1951.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
29555-8-2-o Superintendent of Insurance.

Greffes de Notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me J.-M. Savignac, notaire demeurant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Georges Coutu, notaire décédé.

Montréal, 17 février 1951.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre des Notaires,
29531-o ARTHUR COURTOIS.

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me J.-M. Savignac, Notary residing and practising at Montreal, Judicial District of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Georges Coutu, deceased Notary.

Montreal, February 17th, 1951.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board
29531-o of Notaries.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Jean-Paul Latour, notaire demeurant et exerçant à Ste-Rose, comté de Laval, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Mes J.-B. Latour, A.A. Legault, A.-E. Léonard et P.-A. Longpré, notaires décédés.

Montréal, 17 janvier 1951.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre des Notaires,

29529-o ARTHUR COURTOIS.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Jean-Paul Latour, Notary residing and practising at Ste-Rose, County of Laval, Judicial District of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mes J.-B. Latour, A.-A. Legault, A.-E. Léonard et P.-A. Longpré, deceased Notaries.

Montreal, January 17th, 1951.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board

29529-o of Notaries.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me André Léger, notaire demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Léonard Léger, notaire commissaire des Transports de la Cité de Montréal.

Montréal, 10 février 1951.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre des Notaires,

29530-o ARTHUR COURTOIS.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me André Léger, Notary residing and practising at Montreal, Judicial District of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Léonard Léger, Commissioner of Transportation Board of the City of Montréal.

Montreal, February 10th, 1951.

ARTHUR COUTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board

29530-o of Notaries.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Yves Deland, notaire demeurant et exerçant à St-Jean, district judiciaire de Iberville, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Mes L. J. Deland, A. N. Deland, Eugène Archambault, F. X. Archambault et J. B. Demers, notaires décédés.

Montréal, 24 février 1951.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre des Notaires,

29537-o ARTHUR COURTOIS.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Yves Deland, Notary residing and practising at St-Jean, Judicial District of Iberville, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mes L. J. Deland, A. N. Deland, Eugène Archambault, F. X. Archambault and J B. Demers, deceased Notaries.

Montreal, February 24th, 1951.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board of

29537-o Notaries.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Jean-Marie Trépanier, notaire demeurant et exerçant à Lachine, district judiciaire de Montreal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Jos. A. Allard, notaire Assistant-Curateur Public.

Montréal, 24 février 1951.

Le Secrétaire-Trésorier de la Chambre des Notaires,

29554-o ARTHUR COURTOIS.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Jean-Marie Trépanier, Notary residing and practising at Lachine, Judicial District of Montreal, whereby he ask for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Jos. A. Allard, Notary Assistant Public Curator.

Montreal, February 24th 1951

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board of

29554-o Notaries.

Liquidation, avis de:

Avis est par les présentes donné, tel qu'il est prévu à l'article 276 de la Loi des assurances de Québec, que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Thérèse d'Amos" a décidé de liquider ses affaires à une assemblée générale spéciale de ses membres tenue le 8 février 1951 et que de nouveaux contrats ne pourront être acceptés à compter du 25 avril 1951.

Monsieur Trefflé Bolduc, Secrétaire, d'Amos, a été proposé comme liquidateur à cette même assemblée et sera officiellement nommé lors d'une assemblée générale subséquente des mem-

Winding up Notices:

Notice is hereby given, as provided by Section 276 of the Quebec Insurance Act, that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Thérèse d'Amos" has decided to liquidate its business, at a general special meeting of its members held on the 8th day on Fe bruary 1951 and that new contracts shtf ol al be accepted as from the 25th of April 1951.

Mr. Trefflé Bolduc, Secretary, of Amos, has been proposed as liquidator at the same general special meeting, and will be officially appointed at a subsequent general special meeting of the

bres de la compagnie qui sera tenue le 25 avril 1951.

Donné à Amos, le neuvième jour de février 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
29493-7-2-o TREFFLÉ BOLDUC.

members of the company to be held on the 25th day of April 1951.

Given at Amos, on the 9th day of February, 1951.

TREFFLÉ BOLDUC,
29493-7-2-o Secretary-Treasurer.

Sièges sociaux

BAR-MANITOU MINES LTD.
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "Bar-Manitou Ltd." (No Personal Liability) constituée en corporation par Lettres patentes, en date du 15 novembre 1950, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 159 ouest, rue Craig, Chambre 616, Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compganie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 21 novembre 1950.

La Secrétaire,
29532-o ISABELLE LEMAY.

Avis est par la présenté donné que le "Magasin Korker Ltée" ou Korker Shop Ltd." est maintenant établi à 42½, de la Fabrique au lieu de 65, de la Fabrique, Québec.

KORKER SHOP LTD.,
Le Gérant,
29533-o GILLES LAMONTAGNE.

Head Offices

BAR-MANITOU MINES LDT.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Bar-Manitou Mines Ltd." (No Personal Liability), company incorporated by Letters Patent, on the 15th day of November, 1950, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 159 Craig Street West, Room 616, Montreal.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Montreal: November 21st, 1950.

ISABELLE LEMAY,
29532-o Secretary.

Notice is hereby given that the "Magasin Korker Ltée or "Korker Shop Ltd.", is now established at 42½ Fabrique Street, instead of 65 Fabrique Street, Quebec.

KORKER SHOP LTD.,
GILLES LAMONTAGNE,
29533 Manager.

Soumission

Province de Québec
COMMISSION SCOLAIRE PROTESTANTE
DE BROWNSBURG
(COMTÉ D'ARGENTEUIL)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, G. Scudamore, secrétaire-trésorier, a/s Bureau central du comté de Deux-Montagnes et Argenteuil, 'High School", Lachute, Lachute, comté d'Argenteuil, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 12 mars 1951, pour l'achat d'une émission de $180,000 d'obligations de la Commission scolaire protestante de Brownsburg datées du 1er mars 1951 et remboursables par séries du 1er mars 1952 au 1er mars 1971, inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$180,000—20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1952	x$27,000.00
1er mars 1953	x 28,000.00
1er mars 1954	x 29,000.00
1er mars 1955	x 30,000.00
1er mars 1956	3,000.00
1er mars 1957	3,000.00
1er mars 1958	3,500.00
1er mars 1959	3,500.00
1er mars 1960	3,500.00

Tender

Province of Quebec
PROTESTANT SCHOOL COMMISSION
OF BROWNSBURG
(COUNTY OF ARGENTEUIL)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned G. Scudamore, sec.-treas., c/o The Argenteuil and Two Mountains County Central Board, Lachute High School, Lachute, Co. of Argenteuil, until 8 o'clock p.m., Monday, on March 12, 1951 for the purchase of an issue of $180,000 of bonds of the Protestant School Commission of Brownsburg, dated March 1st, 1951 and redeemable serially from March 1st, 1952 to March 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—$180,000—20 years

Year	*Capital*
March 1st, 1952	x$27,000.00
March 1st, 1953	x 28,000.00
March 1st, 1954	x 29,000.00
March 1st, 1955	x 30,000.00
March 1st, 1956	3,000.00
March 1st, 1957	3,000.00
March 1st, 1958	3,500.00
March 1st, 1959	3,500.00
March 1st, 1960	3,500.00

1er mars 1961.	3,500.00
1er mars 1962.	4,000.00
1er mars 1963.	4,000.00
1er mars 1964.	4,000.00
1er mars 1965.	4,500.00
1er mars 1966.	4,500.00
1er mars 1967.	4,500.00
1er mars 1968.	5,000.00
1er mars 1969.	5,000.00
1er mars 1970.	5,000.00
1er mars 1971.	5,500.00

Les lettres x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $112,000 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en 4 versements de $28,000 chacun, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le paiement du capital et des intérêts relativement à la présente émission est garanti par le Bureau scolaire central du comté d'Argenteuil et Deux-Montagnes et les obligations porteront une annotation à cet effet.

Le capital et les intérêts sont payables au bureau principal de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Lachute, Québec ou Montréal.

Lesdites obligations sont, en vertu de l'autorité du chapitre 212, statuts refondus de Québec 1941, sujettes à être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute date d'échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de la présente émission et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une assemblée des commissaires qui sera tenue lundi, le 12ième jour du mois de mars 1951, à 8 heures p.m., au "High School" Lachute, Lachute.

Les commissaires se réservent le droit ne n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Brownsburg (comté d'Argenteuil), ce 12 janvier 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
G. SCUDAMORE,
a/s Bureau central du comté
d'Argenteuil et Deux-Montagnes,
"High School" Lachute,
29534 Lachute (Argenteuil).

March 1st, 1961.	3,500.00
March 1st, 1962.	4,000.00
March 1st, 1963.	4,000.00
March 1st, 1964.	4,000.00
March 1st, 1965.	4,500.00
March 1st, 1966.	4,500.00
March 1st, 1967.	4,500.00
March 1st, 1968.	5,000.00
March 1st, 1969.	5,000.00
March 1st, 1970.	5,000.00
March 1st, 1971.	5,500.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of $112,000 granted by the Provincial Secretary and payable in 4 instalments of $28,000 each will be received and applied to the service of this loan. .

The payment of the capital and interest in respect to the present issue is guaranteed by the Argenteuil and Two Mountains County Central School Board, and the bonds will bear a notation to this effect.

Capital and interest are payable at the main office of the bank mentioned in the loan procedure in Lachute, Quebec or Montreal.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date: in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified chaque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the commisioners to be held on the Monday, 12th day of the month of March, 1951, at 8 o'clock p.m., at the Lachute High School, Lachute.

The commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Brownsburg (County of Argenteuil), this 12th of January, 1951.

G. SCUDAMORE,
Secretary-Treasurer,
c/o The Argenteuil and Two
Mountain County Central Board,
Lachute High School,
29534-o Lachute (Argenteuil).

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mars 1950 et non réclamés aux bureau de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi le quatorzième jour de mars 1951, en conformité de la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 13 janvier 1951.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des
Postes et Bagages,
29250-3-6-o W. E. ALLISON.

Sales of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received to the first day of March, 1950, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auxtioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at Ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, March 14th, 1951, under the authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 13th, 1951.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
per: W. E. ALLISON,
Manager, Mail and
29250-3-6-o Baggage Traffic.

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1950 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company", à divers endroits des provinvinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, successeur de D. M. Henderson & Company, encanteurs, à 128 est, rue King, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le dixième jour de mai 1951, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 16 février 1951.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
K. COPEMAN.

29546-8-6

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1950, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson & Company, Auctioneers, at 128 King Street East, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the tenth day of May, 1951, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., February 16th, 1951

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
K. COPEMAN,
Superintendent.

29546-8-6-o

Ventes — Loi de faillite

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, (en matière de faillite) N° 402 in re: Claude Lavallée, de la ville de l'Assomption, district de Joliette, et Valmore Lavallée, du village de Sainte-Élisabeth, district de Joliette, tous deux commerçants dans la lingerie, et faisant affaires ensemble, en société, à l'Assomption, dit district, sous la raison sociale de Lavallée et Fils et Chez Claude, débiteurs.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de MARS 1951, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Élisabeth district de Joliette, sera vendu, par encan public, au plus haut et dernier enchérisseur, l'immeuble suivant cédé par les débiteurs en cette cause, savoir:

"Un terrain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de Ste-Élisabeth comme faisant partie du lot numéro deux cent soixante (p. 260) mesurant quatre-vingt-neuf pieds en front, par cent vingt-six pieds de profondeur, le tout plus ou moins, borné en front par la route Lachaloupe, au sud par le terrain de Dame Hormisdas Ducharme ou représentants, en arrière et du côté nord, par le résidu dudit lot 260 avec bâtisses y érigées."

Conditions de la vente: "Il sera exigé de tout offrant ou enchérisseur une somme représentant 20% de son offre ou enchère,"

Cette vente faite d'après les articles 55 et 56 de la loi des faillite 1949 équivaut à une vente faite par le Shérif.

17 février 1951.

Le Syndic-autorisé,
PAUL JOLICOEUR,
223 Gaspard Sud,
Joliette.

29542-8-2-o

Sales — Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy) No. 402, in re: Claude Lavallée, of the Town of l'Assomption, district of Joliette and Valmore Lavallée, of the Village of Sainte Elisabeth, district of Joliette, both clothing dealers, and carrying on business together in partnership, at l'Assomption, said district, under the firm name of "Lavallée et Fils" and "Chez Claude", debtors.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of MARCH, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the parish church door of Sainte-Elisabeth, district of Joliette, there will be sold, by public auction, to the highest and last bidder, the following immovable ceded by the debtors in this case, to wit:

"A lot of land or emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference for Ste-Elisabeth, as forming part of lot number two hundred and sixty (Pt. 260) measuring eighty-nine feet in front, by one hundred and twenty-six feet in depth, the whole more or less, bounded in front by the Lachaloupe road, on the south by the land of Dame Hormidas Ducharme, or representatives, in rear and on the north side, by the residue of said lot 260—with buildings thereon erected."

Conditions of sale: An amount representing 20% of his offer or bid will be exacted from each and every bidder.

The said shall be made pursuant to sections 55 and 56 of the Bankruptcy Act of 1949 and shall have the effect of a Sheriff's sale.

February 17, 1951.

PAUL JOLICOEUR,
Authorized Trustee,
223 Gaspard South,
Joliette.

29542-8-2

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de JEAN-BAPTISTE VERRET Épicier et boucher, rang St-Michel, Beauport, Qué., débiteur.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le 28 MARS 1951, à 2.30 heures de l'après midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'Église paroissiale de Ste-Thérèse de Lisieux, à Beauport,

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the mater of JEAN BAPTISTE VERRET, grocer-butcher, St-Michel Range, Beauport, Que. Debtor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1951, at HALF PAST TWO o'clck in the afternoon, there will be sold, by public auction, at the church

rang St-Michel, l'immeuble de cette faillite comme suit:

Item A.— Un emplacement situé à St-Michel de Beauport, étant partie du lot numréo huit cent quarante-sept (P. 847) du cadastre officiel de Beauport, borné au sud-est au chemin de front de St-Michel, au nord-ouest à J. B. Guillot, au nord-est à la route St-Michel et au sud-ouest à Jos. Guillot représenté par Albert Pascal, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à distraire les emplacements vendus à Willbrod Rodrigue ainsi qu'une lisière vendue à la Corporation de Beauport pour élargir le chemin.

Et après l'adjudication de cet item, la vente de la balance de l'actif de cette faillite se continuera au magasin de M. Verret, à St-Michel de Beauport, comme suit:

Item B. Le fonds de commerce,..... $133.49
Ameublement 26.20

$159.69

" C. Créances aux livres, crédits . $474.53
" D. Un bureau "Roll Top", un système de réfrigération "Frigidaire", une scie à ruban, balance, moulin à viande, conteau à jambon, bloc de boucher, etc. etc. (Le tout pour être vendu en détail)
" E. Un camion Ford, Panel, 1948

Les item B et C seront offert en vente à tant dans la piastre et au plus haut enchérisseur et les autres item seront vendus au plus haut et dernier enchérisseur.

La vente de l'item A est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du Code de Procédures Civil et aussi à l'article cinquante-cinq de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titre, certificat, inventaire et liste de crédits peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des soussignés, et le magasin sera ouvert pour inspection, le matin de la vente.

Conditions de paiement: Comptant.

Québec, Qué. le 19 février 1951.

Les Syndics,
LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux: 111, côte de la Montagne,
Québec, Que. 29556-8-2-o

door of the parish of Ste-Thérèse de Lisieux, at Beauport, St-Michel Range, the immovable of this estate, to wit:

Item A. An emplacement situate at St-Michel de Beauport, being part of lot number eight hundred and forty-seven (Pt. 847) of the official cadastre for Beauport, bounded on the southeast by the front road of St-Michel, on the northwest by J. B. Guillot, on the northeast by the St-Michel road and on the southwest by Jos. Guillot, represented by Albert Pascal — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to be deducted the emplacements sold to Wilbrod Rodrigue and also a strip of land sold to the Corporation of Beauport for the widening of the road.

And after the adjudication of the above item, the sale of the balance of the assets of this Estate will continue in the store of Mr. Verret, at St-Michel de Beauport, as follows:

Item B. The stock in trade..... $133.49
Furniture 26.20

$159.69

" C. Bock debts, credits $474.53
" D. One "Roll Top" desk, one refrigerator "Frigidaire", one band-saw, a scales, meat chopper, ham slicer, butcher's block, etc., etc., (The whole to be sold retail).
" E. One 1948 Ford Panel truck.

Items B and C will be offered for sale at so much on the dollar and to the highest bidder and the other items will be sold to the highest and last bidder.

The sale of Item A is made pursuant to Articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the Code of Civil Procedure and also section forty-five of the Bankruptcy Act, the said sale to have the effect of a Sheriff's sale.

The title, certificate, inventory and list of credits may be seen at any time at the offices of the undersigned, and the store will be open for inspection the morning of the sale.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, Que., February 19, 1951.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Trustees.

Offices: 111 Mountain Hill,
Quebec, Que. 29556-8-2

Vente par licitation

District de Bedford, Cour supérieure, N° 3530.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Sweetsburg, dans le district de Bedford, le seizième jour de janvier 1951, dans une cause dans laquelle, Grant Thompson, cultivateur, du canton de Hemmingford, district de Beauharnois, Marjory Thompson, de la paroisse Très Saint Sacrement, district de Beauharnois, épouse commune en biens de Wallace Templeton, cultivateur, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, Hazel Thompson, de Providence, état du Rhode Island, l'un des États-Unis d'Amérique, épouse séparée de biens de James Cameron, surintendant, du même lieu, Lloyd Derick, bourgeois, de Springfield, étant du

Sale by Licitation

District of Bedford, Superior Court, No. 3530.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sweetsburg, in the district of Bedford, on the sixteenth day of January, 1951, in a case wherein Grant Thompson farmer, of the township of Hemmingford, district of Beauharnois, Marjory Thompson, of the parish of Très Saint Sacrement, district of Beauharnois, wife common as to property of Wallace Templeton, farmer, of the same place, and the latter both personnally and to authorize his wife, Hazel Thompson, of Providence, State of Rhode Island, one of the United States of America, wife separate as to property of James Cameron, superintendent, of the same place, Lloyd Derick, retired gentleman, of Springfield, State

Massachusetts, l'un des États-Unis d'Amérique, Roland Miller, bourgeois de Clarenceville, district de Bedford, Glen Miller, de Scotland, province d'Ontario, cultivateur, Emerson Miller, peintre, de Bedford, dit district, Evelyn Miller, de Bedford, dit district, veuve de Gérald Corey, en son vivant, chauffeur, du même lieu, Dorothy Miller, de Noyan, district de Bedford, épouse commune en biens de Kenneth Vosburgh, bourgeois, du même lieu, et ce dernier, tant personnellement que pour autoriser son épouse, Lloyd Miller, artisan, de Bedford, dit district, Gordon Young, bourgeois, de St-Paul, était du Minnesota, l'un des États-Unis d'Amérique, et Florence M. Young, de Mora, état du Minnesota, l'un des États-Unis d'Amerique, veuve de Max Young, tant personnellement qu'en sa qualité de "guardian" à sa fille Maxine Young, du même lieu, sont demandeurs ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit:

1° Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Thomas sous le numéro cent trente-neuf (139), avec bâtisses; 2° Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Georges de Clarenceville, sous le numéro cinquante-neuf (59) lesdits deux lots situés dans le comté de Missisquoi; les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés séparément, au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL 1951, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du Protonotaire, au Palais de Justice, à Sweetsburg, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de cette Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à qn de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonoraire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme suddit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Sweetsburg, le 15 février 1951.

Les Procureurs des demandeurs,
29543-8-2-o COSSETTE & COSSETTE.

of Massachusetts, one of the United States of America, Rolanld Miller, retired gentleman, of Clarenceville, district of Bedford, Glen Miller, of Scotland, Province of Ontario, farmer, Emerson Miller, painter, of Bedford, said district, Evelyn Miller, of Bedford, said district, widow of Gerald Corey, in his lifetime, chauffeur, of the same place, Dortohy Miller, of Noyan, district of Bedford, wife common as to property of Kenneth Vosburgh, retired gentleman, of the same place, and the latter both personally and to authorize his wife, Lloyd Miller, artisan, of Bedford, said district, Gordon Young, retired gentleman, of St. Paul, State of Minnesota, one of the United States of America, and Florence M. Young, of Mora, State of Minnesota, one of the United States of America, widow of Max Young, both personally and in her quality of guardian to her daughter Maxine Young, of the same place, are plaintiffs; ordering the licitation of certain immovables designated as follows:

1. A lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Thomas, under number one hundred and thirty-nine (139)—with buildings; 2. A lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Georges de Clarenceville, under number fifty-nine (59) these two said lots situate in the county of Missisquoi; the immovables hereinabove designated will be sold by auction and adjudged separately to the highest and last bidder, on the SEVENTEENTH day of APRIL, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the Prothonotary's Office, at the Court House of Sweetsburg, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charres filed in the office of the Prothonotary of said Court and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication, and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Sweetsburg, February 15, 1951.

COSSETTE & COSSETTE,
29543-8-2 Attorneys for the Plaintiffs.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, Cour de Magistrat

District de Gaspé, (Iles de la Madeleine) N° 856. } NOËL BÉGIN ENRG., une société commerciale dûment incorporée et ayant sa principale place d'affaire en la ville de Lévis, District de Québec. demanderesse vs FRED S. TURBIDE, Marchand, domicilié et demeurant à Grande-Entrée, Iles de la Madeleine, District de Gaspé, défendeur.

Un lot de terre connu au cadastre de l'Iles Goffin, Iles de la Madeleine, comme faisant partie du lot numéro 53 mesurant 24 verges carrées

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province of Quebec, Magistrate's Court

District of Gaspé (Magdalen Islands) No. 856. } NOËL BÉGIN ENRG., one Commercial society and corporate having its principal place of business in the city of Lévis, District of Québec, plaintiff, vs FRED S. TURBIDE, merchant, domiciled at Grand-Entry, Magdalen Islands, District of Gaspé, defendant.

A lot of land known on cadastre of Coffin Island, one on the Magdalen Islands, as forming part of lot No. 53 measuring 24 Square Yards with store

avec magasin de commerce dessus situé borné nord par le chemin public, E. S. & W. par le reste du lot. Une autre lot connu au même cadastre sous le même numéro contenant deux acres et borné S. par e baie du bassin, W. par Joseph Lapierre, nord par la balance du lot et E. par Albéric Turbide, le tout avec une glacière et un poêle.

Pour être vendus à mon bureau, à Hâvre-Aubert, I.M. le SIXIÈME jour de MARS 1951, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, NAPOLÉON BRIAND.
Hâvre-Aubert, Iles de la Madeleine. 29383-5-2-o
[Première insertion: 3 Février 1951]

thereon erected, situate bounded on the north by the public road, E. S. & W. by the balance of lot. Another lot known to same cadastre under the name number containing respectively 2 acres and bounded S. by the Bassin-baie, W. by Joseph Lapierre, north by balance of lot, and E. by Albéric Turbide, the whole with one icehouse, and one stove.

To be sold at may office, at Amherst, M.I. the SIXTH day of MARCH 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

NAPOLÉON BRIAND,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Havre-Aubert, Magdalen Island. 29383-5-2-o
[First insertion: February 3, 1951]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Province de Québec, District de Joliette, N° 9703 } JOSUE ROBERT, bourgeois, de la cité et du district de Montréal, demandeur, contre ROMÉO GODON, de la municipalité du canton Lussier, paroisse de St-Donat, district de Joliette, défendeur.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur, l'immeuble ci-après mentionné et décrit, savoir:

Un emplacement situé dans le canton Lussier, paroisse de St-Donat, comté de Montcalm, district de Joliette, Québec, lequel, mesurant soixante-dix pieds (70 pds) de largeur par cent quatre-vingt-douze (192 pds) de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, connu et désigné comme étant une partie du lot de terre numéro vingt (No. P. 20) du troisième rang du canton Lussier, d'après le cadastre dudit canton; ce morceau de terre est borné comme suit: en front au sud-ouest par le Chemin Coutu et route 18, en arrière et du côté sud-est par Robert Godon, et de l'autre côté au nord-ouest par Oréance Perreault, le tout avec les constructions y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Donat, en la municipalité du canton Lussier, district de Joliette, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de MARS 1951, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
ROLAND PERRAULT.
Bureau du Shérif,
Joliette, le 19 février 1951. 29544-8-2-o
[Première insertion: 24 février 1951]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Province of Quebec District of Joliette, No. 9703 } JOSUE ROBERT, retired of the city and district of Montreal, plaintiff; against ROMÉO GODON, of the municipality of the township of Lussier, parish of St-Donat, district of Joliette, defendant.

As belonging to and being in the possession of the defendant, the immovable hereinafter mentioned and described, to wit:

An emplacement situate in the township of Lussier, parish of St-Donat, county of Montcalm, district of Joliette, Quebec, the said emplacement measuring seventy feet (70 feet) in width by one hundred and ninety-two (192 feet) in depth, English measure, more or less, known and designated as being a part of the lot of land number twenty (Pt. No. 20) of the third range of the township Lussier, according to the cadastre for the said township. The said parcel of land being bounded as follows: in front, to the southwest, by the Coutu road and Highway 18, in rear and on the southeast side by Robert Godon, and on the other side to the northwest by Oréance Perreault, the whole with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Donat, in the municipality of the Township Lussier, district of Joliette, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of MARCH, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Joliette, February 19, 1951. 29544-8-2
[First insertion: February 24, 1951]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 61525. } LA CAISSE POPULAIRE de ST-LAMBERT, comté de Lévis, société régie par la Loi des Syndicats Coopératifs de Québec, ayant son siège social à St-Lambert, comté de Lévis; vs HERMOGENE ROY, de St-Lambert, comté de Lévis, à savoir:

Un emplacement situé à St-Lambert, comté de Lévis, concession St-Lambert, et décrit comme suit, savoir:

a) Partie côté sud du lot N° 91 (quatre-vingt-onze) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Lambert, comté de Lévis, Wesurant 100 pieds de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin public à l'est et la rivière Chaudière à l'ouest, bornée au sud par partie du lot N° 92 (quatre-vingt-douze), au nord par Alexis Lemieux, à l'est par le chemin public et à l'ouest par la rivière Chaudière.

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 61535. } LA CAISSE POPULAIRE DE ST-LAMBERT, county of Lévis, an association governed by the Quebec Cooperative Syndicates' Act, having its head office at St-Lambert, county of Lévis; vs HERMOGENE ROY, of St-Lambert, county of Lévis, to wit:

An emplacement situate at St-Lambert, county of Lévis, St-Lambert Concession, and described as follows, to wit:

a) South side part of lot No. 91 (ninety-one) of the official cadastre for the parish of St-Lambert, county of Lévis, measuring 100 feet in width by the depth that exists between the public road on the east and the Chaudière river on the west, bounded on the south by a part of lot No. 92 (ninety-two), on the north by Alexis Lemieux, on the east by the public road and on the west by the Chaudière river.

b) Partie côté nord du lot N° 92 (quatre-vingt-douze) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Lambert, comté de Lévis, étant tout cet espace de terrain entre le lot ci-dessus décrit et l'emplacement de Roland Lemieux, au sud, et le terrain contigu s'étendant de l'emplacement du dit Roland Lemieux, jusqu'à la rivière Chaudière, restant au dit Alexis Lemieux, la ligne de division entre le morceau de terrain présentement décrit et le terrain du dit Roland Lemieux et le dit terrain restant au dit Alexis Lemieux, étant un fossé qui après avoir traversé le chemin public s'étend jusqu'à la rivière Chaudière; borné à l'est par le chemin public, à l'ouest par la rivière Chaudière, au nord par le terrain ci-dessus en premier lieu décrit et au sud par le dit fossé.

Le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et aussi avec et sujet aux servitudes d'égoût de toutes espèces aux termes de l'acte d'acquisition de l'emprunteur.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Lambert, comté de Lévis, le TRENTIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 21 février 1951. 29557-8-2-o
[Première insertion: 24 février 1951]
[Deuxième insertion: 10 mars 1951]

b) North side part of lot No. 92 (ninety-two) of the official cadastre for the parish of St-Lambert, county of Lévis, being all that space of land between the lot above described and the emplacement of Roland Lemieux, on the south, and the land contiguous thereto extending from the emplacement of said Roland Lemieux as far as the Chaudière river, remaining to the said Alexis Lemieux, the division line between the parcel of land presently described and the land of Roland Lemieux and the said lot of land remaining to the said Alexis Lemieux, being a ditch which, after crossing the publid road, extends as far as the Chaudière river; bounded on the east by the public road, on the west by the Chaudière river, on the north by the land above firstly described and on the south by the said ditch.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies and also with and subject to drainage servitudes of all kinds under the terms of a deed of acquisition from the borrower.

To be sold at the church door of the parish of St-Lambert, county of Lévis, on the THIRTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 21, 1951. 29557-8-2
[First insertion: February 24, 1951]
(Second insertion: March 10, 1951]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec
Cour de Magistrat, à Rouyn

District de Rouyn-Noranda. N° 11,442 } MILLER'S STORES LIMITED, de Rouyn, demanderesse, vs JOSEPH LEVASSEUR, de Rollet, P.Q., défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur:

Les droits acquis sur le lot No. 7 du Rang VII du canton Desandrouins, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Église de Ste-Monique de Rollet, P.Q., MERCREDI, le SEPTIÈME jour de MARS 1951, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 23 janvier 1951. 29361-5-2-o
[Première insertion: 3 février 1951]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Quebec
Magistrate's Court, at Rouyn

District of Rouyn-Noranda. No. 11,442 } MILLER'S STORES LIMITED, of Rouyn, plaintiff, vs JOSEPH LEVASSEUR, of Rollet, P.Q., defendant.

Seized as belonging to the defendant:

The acquired rights on lot number 7 of Range VII of Desandrouins Township, with buildings thereon erected, circumstances and appertenances.

To be sold at the Church door of Ste-Monique de Rollet, P.Q., WEDNESDAY, the SEVENTH day of MARCH, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, the 23rd of January, 1951. 29361-5-2-o
[First insertion: February 3, 1951]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de St. François, N° 8684 } CHARLES E. AKHURST, de la ville de Coaticook, dans le district de St-François, négociant et entrepreneur de pompes funèbres, y faisant affaire comme tel sous les nom et raison sociale de J. H. Knapp Enregistré. demandeur, vs LES HÉRITIERS de feu William Clowery, collectivement, de son vivant de la ville de Coaticook, district de St. François, défendeurs:

Comme appartenant aux défendeurs:

"Les lot numéro Cent Dix-Huit (118) sur le plan de cadastre et livre de renvoi de la ville de Coaticook, borné au sud par la rue Ottawa, à l'ouest par le lot numéro Cent-Dix-neuf, au nord par le centre d'un petit ruisseau et à l'est

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, No. 8684 } CHARLES E. AKHURST, of the Town of Coaticook, in the district of St-Francis, trader and undertaker, doing business there as such under the firm name of J. H. Knapp, registered, plaintiff, vs THE HEIRS of the late William Clowery, collectively, in his lifetime of the town of Coaticook, in the district of St-Francis, defendants.

As belonging to the defendants:

"Lot number One Hundred and Eighteen on the cadastral plan and book of reference of the Town of Coaticook, bounded on the south by Ottawa street, on the west by lot number One Hundred and Nineteen, on the north by the

par la rue Cutting, avec les bâtisses et améliorations dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St. Jean l'Évangéliste de Coaticook, le VINGT-NEUF MARS 1951, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, le 19 février 1951.
29545-8-2-o

(Première insertion: le 24 février 1951)

center of a small brook and on the East by Cutting street, with the buildings and improvements thereon erected and made."

To be sold at the door of the parochial church of St. Jean l'Évangéliste of Coaticook, the TWENTY-NINTH day of MARCH 1951, at TEN in the morning.

JOS. LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke this 19th of February, 1951.
29545-8-2-o

[First insertion: the 24th of February 1951]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, N° 6673

DORILA DESROCHES, fille majeure, des cité et district de Saint-Hyacinthe, demanderesse; vs ÉMERY MATHIEU, des cité et district de Saint-Hyacinthe, L. ORANCE BÉLANGER & GASTON BÉLANGER, des cité et district de Montréal, ÉMERY PELLETIER & CORA PELLETIER, de Providence, Rhode-Island, un des Etats-Unis d'Amérique, DAME ALVA BOUCHER, épouse séparée de biens de Ovila Gagnon, de la ville d'Attleboro, Massachusett, un des Etats-Unis d'Amérique, et le dit OVILA GAGNON, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, DAME BERTHA BOUCHER, épouse séparée de biens de Léo Page, de Pawtucket, Rhode-Island, un des Etats-Unis d'Amérique, et le dit LÉO PAGE, pour autoriser son épouse aux fins des présentes; DAME BERNADETTE BOUCHER, épouse séparée de biens d'Adélard Lamoureux, de Providence, Rhode-Island, un des Etats-Unis d'Amérique, et le dit ADÉLARD LAMOUREUX, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, DAME JEANNE BOUCHER, épouse séparée de biens de Roderick Carignan, de Pawtucket, Rhode-Island, un des Etats-Unis d'Amérique, et le dit RODERICK CARIGNAN, pour autoriser son épouse aux fins des présentes; EDMOND BOUCHER et ARTHUR BOUCHER, de Pawtucket, Rhode-Island, un des Etats-Unis d'Amérique; tous en leur qualité d'héritiers de feu ELPHÈGE MATHIEU, en son vivant, peintre, des cité et district de St-Hyacinthe, demandeurs.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en la présente cause, qui devait avoir lieu, à mon bureau, au Palais de Justice, en les cité et district de Saint-Hyacinthe, le SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1950, à DIX heures de l'avant-midi, aura lieu à mon bureau, au Palais de Justice, en les cité et district de Saint-Hyacinthe, le LUNDI, DOUZIÈME jour de MARS 1951, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
R. BOUSQUET.
Bureau du Shérif,
Saint-Hyacinthe, le 20 février 1951. 29548-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Saint-Hyacinthe, No. 6673

DORILA DESROCHES, spinster, of the city and district of Saint-Hyacinthe, plaintiff, vs ÉMERY MATHIEU, of the city and district of Saint-Hyacinthe, L. ORANCE BÉLANGER & GASTON BÉLANGER, of the city and district of Montreal, ÉMERY PELLETIER & CORA PELLETIER, of Providence, Rhode-Island, one the United States of America, DAME ALVA BOUCHER, wife separate as to property of Ovila Gagnon, of Attleboro, Massachusett, one of the United States of America, and the said OVILA GAGNON, to authorize his wife to the present proceedings, DAME BERTHA BOUCHER, wife separate as to property of Léo Page, of Pawtucket, Rhode-Island, one of the United States of America, and the said LÉO PAGE, to authorize his wife to the present proceedings, DAME BERNADETTE BOUCHER, wife separate as to property of Adélard Lamoureux, of Providence, Rhode-Island, one of the United States of America, and the said ADÉLARD LAMOUREUX, to authorize his wife to the said proceedings, EDMOND BOUCHER & ARTHUR BOUCHER, of Pawtucket, Rhode-Island, one of the United States of America, DAME JEANNE BOUCHER, wife separate as to property of Roderick Carignan, of Pawtucket, Rhode-Island, one of the United States of America, and the said RODERICK CARIGNAN, to authorize his wife to the present proceedings; all of them in their quality of heirs to the estate of the late ELPHÈGE MATHIEU, in his lifetime, painter, of the city and district of Saint-Hyacinthe, defendants.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in this cause, formerly announced to take place, at TEN a.m., on the SIXTEENTH day of DECEMBER, 1950, at my office, in the Court House, in the city and district of Saint-Hyacinthe, will take place, at TEN a.m., on MONDAY, MARCH TWELFTH, 1951, at my office, in the Court House, in the city and district of Saint-Hyacinthe.

R. BOUSQUET,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Saint-Hyacinthe, February 20, 1951. 29548-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

District of St-Hyacinthe, N° 6833

ETIENNE DULUDE, rentier, des cité et district de St-Hyacinthe, demandeur, vs REMI LUSSIER, menuisier, des cité et district de Saint-Hyacinthe, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of St-Hyacinthe, No. 6833

ETIENNE DULUDE, annuitant, of the city and district of St-Hyacinthe, plaintiff, vs REMI LUSSIER, joiner, of the city and district of Saint-Hyacinthe, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

Une terre située au rang Saint-Roch, en la paroisse de Saint-Barnabé, comté de St-Hyacinthe, contenant environ soixante-et-dix arpents (70) en superficie, connue et désignée au cadastre officiel de la dite paroisse comme étant le lot numéro cent trente-cinq (no. 135).

Pour être vendue, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Barnabé, le MERCREDI, VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1951, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
R. BOUSQUET.

Bureau du Shérif,
Saint-Hyacinthe, le 19 février 1951. 29549-8-2-o
[Première insertion: 24 février 1951]

A farm situate in the Saint-Roch range, in the parish of Saint-Barnabé, county of St-Hyacinthe, containing about seventy arpents (70) in superficial area, known and designated on the official cadastre for the said parish as being lot number one hundred and thirty-five (No. 135).

To be sold, at the parish church door of Saint-Barnabé, on WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

R. BOUSQUET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Hyacinthe, February 19, 1951. 29549-8-2
[First insertion: February 24, 1951]

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
Cour Supérieure

District de Terrebonne, N° 20,537 — ALBERT CRAIG, commerçant de la cité de St-Jérôme, demandeur, vs ALCIDE BERTRAND, de St-Jérôme, district de Terrebonne, défendeur.

"Le lot N° 284 "A", subdivision 89, du cadastre de la ville de Saint-Jérôme avec bâtisses dessus érigées. La vente devra se faire à la charge suivante: hypothèque de $250.00 plus intérêts à 6% pour 5 ans et les intérêts de l'année courante, en faveur de Lucien Parent, 391 Blbe Melançon, St-Jérôme, district de Terrebonne."

Pour être vendu au Bureau du Shérif dans la cité de Saint-Jérôme, MERCREDI, le 28ième jour de MARS 1951 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
Saint-Jérôme, le 19 février 1951. 29550-8-2-o
[Première insertion: 24 février 1951]

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
Superior Court

District of Terrebonne, No. 20,537. — ALBERT CRAIG, merchant of the city of St. Jerome, plaintiff, vs ALCIDE BERTRAND, of St. Jerome, district of Terrebonne, defendant.

"The lot No. 284A subdivision 89 of the cadastre of the town of St. Jerome with buildings thereon erected. The sale will take place subject to the following charge: hypothec for $250.00 plus interest at 6% for 5 years and interest for the present year in favor of Lucien Parent, 391 Blvd Melançon, of St. Jerome, district of Terrebonne."

To be sold at Sheriff's office in the city of St. Jerome on WEDNESDAY, MARCH the 28th, 1951, at 10 o'clock in the forenoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, February the 19th, 1951. 29550-8-2-o
[First insertion: February 24, 1951]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, N° 20,125 — ROGER CHARBONNEAU, garagiste, de Lac Millette Ste-Adèle, dans le district de Terrebonne, demandeur vs ALEC AUGUSTINI alias Alexandro Augustini, des cité et district de Montréal, défendeur.

"Un emplacement situé dans la Paroisse de Ste-Adèle, faisant partie du lot N° 10a dans le 10ième Rang du Canton Abercrombie, mesurant 75 pieds de largeur par toute la profondeur comprise entre les deux routes, borné vers le nord-est par la nouvelle route nationale N° 11, en arrière vers le sud-ouest par l'ancienne route, d'un côté vers le nord-ouest partie Arnold Auguste Schellenberg, partie par le vendeur et de l'autre côté vers le sud-est par une autre partie du lot N° 10a appartenant au vendeur."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Ste-Adèle, MERCREDI le SEPT MARS 1951 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
Saint-Jérôme, le 26 janvier 1951. 29360-5-2-o
[Première insertion: 3 février 1951)

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 20,125 — ROGER CHARBONNEAU, garage keeper, of Lac Millette Ste-Adèle, in the district of Terrebonne, plaintiff, vs ALEC AUGUSTINI alias Alexandro Augustini, of the city and district of Montreal, defendant.

"An emplacement situated in the Parish of Ste. Adèle being part of the lot 10a in the tenth Range of Abercrombie Township, measuring 75 feet wide by all the depth existing between the two roads, bounded to north-est by the new National Highway No. 11, at the rear to the south-west by the old road, to the north-west partly by Arnold Auguste Schellenger, partly by the vendor and on the other side to south-east by another part of said lot 10a belonging to the vendor."

To be sold, at the Catholic church door of the Parish of Ste. Adèle, on WEDNESDAY MARCH the SEVENTH 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff'd Office, Sheriff.
St. Jérôme, January the 26th, 1951 29360-5-2-o
[First insertion: February 3, 1951]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, N° 11672 — JOSEPH GAGNON, commerçant de la ville de Louiseville, dis-

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, No. 11672 — JOSEPH GAGNON, trader of the town of Louiseville, district of

trict de Trois-Rivières, demandeur, vs OZA LATERREUR, autrefois de St-Léon, et maintenant domicilié au numéro 1633 rue De La Roche, cité et district de Montréal, défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de St-Léon, Concession Barthélémy, connue et désignée sous les numéros cinq cent cinquante-sept, cinq cent cinquante-huit et cinq cent cinquante-neuf (557, 558 et 559) aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse, contenant environ quatre-vingt-deux arpents en superficie, avec maison et autres bâtisses érigées; mais à distraire dudit lot 557 une partie vendue au Ministère de la Voirie.

2. Une autre terre située en la même paroisse, même concession connue et désignée comme faisant partie du numéro cinq cent cinquante-six (p556), aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Léon, contenant environ quarante-quatre arpents en superficie; bornée à un bout par le cordon des terres de Beaupré, à l'autre bout par la terre de Welly Lacoursière, tenant d'un côté à la route Ste-Ursule et de l'autre côté à la terre de Narcisse Bergeron.

Pour être vendues "en bloc" à la porte de l'église de la paroisse de St-Léon, comté de Maskinongé, MARDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS, mil neuf cent cinquante et un, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 21 février 1951. 29558-8-2-o
[Première insertion: 24 février 1951]

Trois-Rivières, plaintiff, vs OZA LATERREUR, heretofore of St-Léon, and now domiciled at 1633 de la Roche Street, city and district of Montreal, defendant.

1. A farm situate in the parish of St-Léon, Barthélémy Comcession, known and designated under numbers five hundred and fifty-seven, five hundred and fifty-eight and five hundred and fifty-nine (557, 558 and 559) on the official plan and in the book of reference for the said parish, containing about eighty two arpents in superficial area, with a house and other buildings erected; but, to be deducted from said lot 557 a part sold to the Department of Roads.

2. Another farm situate in the same parish, same concession, known and designated as forming part of number five hundred anf fifty-six (Pt. 556) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Léon, containing about forty-four arpents in superficial area; bounded at one end by the line (cordon) of the Beaupré lands, at the other end by the farm of Welly Lacoursière, adjoining, on one side, the Ste-Ursule by-road, and on the other side the farm of Narcisse Bergeron.

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of St-Léon, county of Maskinongé, on TUESDAY the TWENTY-SEVENTH day of MARCH, nineteen hundred and fifty-one, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, February 21, 1951 29558-8-2
[First insertion: February 24, 1951]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 8

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

140, section "G" — Métier d'horloger dans la région de Montréal..... 720
172, section "A" — Métiers de barbier et de coiffeur dans la région des Cantons de l'Est..... 722
172, section "B" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières..... 721
172, section "C" — Industrie de la boulangerie dans la région de Québec.... 721

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 689

AVIS DIVERS:

Bills sanctionnés..... 726
Boxcraft Limited (Directeurs)..... 725
"Le Flambeau" Homes Inc. (Règlements)..... 727
Ste-Anne de Chicoutimi, village de (Demande d'érection)..... 725
The Imperial Trust Company (Capital-actions)..... 725
The Springvale Community Association (Règlements)..... 726

CHARTES — ABANDON DE:

Central Supply and Service Co. Ltd.... 727
Cha-Pel Construction, Limited..... 727
Clarenceville Creamery Incorporated.. 728
Clément Frères Limitée..... 728
J. J. Block Equipment Corporation... 729
L'Association des Marchands en Ferronnerie du Québec Inc. — The Que-

Index of the Quebec Official Gazette, No. 8

ORDERS IN COUNCIL:

140, part "G" — Clockmaking trade in the district of Montreal..... 720
172, part "A" — Barber and hairdressing trades in the Eastern Townships' District..... 722
172, part "B" — Barber and hairdressing trades in the district of Three Rivers..... 721
172, part "C" — Baking industry in the district of Quebec..... 721

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 689

MISCELLANEOUS NOTICES:

Bills sanctioned..... 726
Boxcraft Limited (Directors)..... 725
"Le Flambeau" Homes Inc. (By-laws)..... 727
Ste-Anne de Chicoutimi, village of (Application of erection)..... 725
The Imperial Trust Company (Capital stock)..... 725
The Springvale Community Association (By-laws)..... 726

CHARTERS — SURRENDER OF:

Central Supply and Service Co. Ltd... 727
Cha-Pel Construction, Limited..... 727
Clarenceville Creamery Incorporated.. 728
Clément Frères Limitée..... 728
J. J. Block Equipment Corporation... 729
L'Association des Marchands en Ferronnerie du Québec Inc.— The Que-

bec Hardware Retailers Association Inc.) 728
Paul Pelletier Limited. 728

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Bulteau, Louis *et al* 729
Canadian Tube and Steel Products Limited 731
Commission de transport de Montréal 730
Le Collège des Horlogers-Joailliers de la Province de Québec 730
Longueuil, cité de. 729
Monette, Josaphat *et al.* 731
Reichman, Frederick Dr. 729
Starzynski, Francis Joseph. 729
St-Michel, ville de 732
Succession Joseph Drapeau 730

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Ste-Brigitte, paroisse de 732

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la mission de St-Placide 732

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:
Coaticook. 734
Rivière-Croche 733
St-Moïse. 733

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Hull, cité de. 734
Mégantic, ville de. 734
Montréal, paroisse de 734

TRAVAIL:

Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec (Prélèvement). 739
Comité conjoint des matériaux de construction (Approbation de règlements) 743
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal (Prélèvement). . 736
Comité paritaire des métiers de la construction de Saint-Jean (Prélèvement) 738
Comité paritaire du commerce de Farnham (Prélèvement) 742
Comité paritaire du commerce de l'alimentation au détail à Québec (Prélèvement). 741
Comité paritaire du commerce de Roberval (Prélèvement). 734
Industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec (Modification). 753
Industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier *et al* (Modification). 744
Industrie de la construction dans les comtés de Sherbrooke, Compton *et al* (Modification). 748

TRÉSOR:
Assurances:

The Commercial Travelers Mutual Accident Association of America 755

bec Hardware Retailers Association Inc.) 728
Paul Pelletier Limited. 728

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Bulteau, Louis *et al* 729
Canadian Tube and Steel Products Limited 731
Montreal Transportation Commission. . 730
Le Collège des Horlogers-Joailliers de la Province de Québec. 730
Longueuil, city of. 729
Monette, Josaphat *et al.* 731
Reichman, Frederick Dr. 729
Starzynski, Francis Joseph. 729
St-Michel, town of. 732
Estate of Joseph Drapeau. 730

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Ste-Brigitte, parish of 732

AGRICULTURE:

Farmers' club of the Mission of St-Placide 732

EDUCATION:

School Municipality of:
Coaticook. 734
Rivière Croche 733
St-Moïse. 733

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Hull, city of. 734
Mégantic, town of 734
Montreal, parish of 734

LABOUR:

Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec (Levy) 739
Building Materials Joint Committee (Approval of by-laws) 743
Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal (Levy) 736
Building Trades Joint Committee of St. John (Levy) 738
Comité paritaire du commerce de Farnham (Levy). 742
Retail Food Trade Parity Committee of Quebec (Levy) 741
Trade Parity Committee of Roberval (Levy) 734
Men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec (Amendment) 753
Construction industry in the counties of Joliette, Berthier *et al* (Amendment) 744
Construction industry in the counties of Sherbrooke, Compton *et al* (Amendment) 748

TREASURY:
Insurance:

The Commercial Travelers Mutual Accident Association of America. 755

GREFFES DE NOTAIRES:

Deland, Yves 756
Latour, Jean-Paul 756
Léger, André. 756
Savignac, J.-M. 755
Trépanier, Jean-Marie. 756

LETTRES PATENTES:

Au Parasol Limitée 690
Autobus Métroplitains Ltée — Metropolitan Busses Ltd. 691
Bar-Manitou Mines Ltd. 691
Best Lumber Co. 691
Bordeleau Electrical Supplies Ltd. 692
Bourmont Transport Inc. 692
Bridle & Saddle Hunt Club Incorporated. 693
Canterbury Clothing Company. 693
Champlain Sports Inc. 693
Citadel Enterprises Inc. 694
Confides Corporation. 694
Di Pietro & Frères Inc. (Mount-Royal) 694
Di Pietro & Frères Inc. (Notre-Dame) 695
Eastman Copper Corporation Limited. 695
Emira Ltd. 695
Forget et Fils Limitée 696
Frank Round & Son Ltd. 696
Garage de Fleurimont Ltée 697
General Notions Inc. 697
General Signs Corporation 697
General Waste & Wares Ltd. 698
G. L. Vise Limited. 698
Helaine's Incorporated 698
Jean Paul Fecteau et Cie Inc.— Jean Paul Fecteau and Co. Inc. 699
Kra-Bern Ltd. 699
Lake Shore Homes Ltd. 699
La Plomberie Générale de Rimouski Inc. — General Plumbery of Rimouski Inc. 700
Lapointe & Bélanger Ltée 700
Lavage d'Église Campeau Church Cleaning Ltd. 700
Lavage de Vitres Campeau Window Cleaning Inc. 701
Le Comité du Troisième Centenaire du Cap de la Madeleine Inc. 701
Lincelle Realties Ltd. 701
Lino-Poseur, Ltée. 702
Mill-Knit Ltd. 702
Minerva Watch Company — La Compagnie des Montres Minerva 703
Minolet Brands Inc. 703
Montreal Terrazo Tile & Marble Limited 703
Montreal Tile Terrazzo and Marble Employers' Association. 704
Montreal Trust Company 704
Novelty Creations Ltd. 704
Pantel Inc. 705
Pointe-Claire Milk Bar Limited 705
Quebec Mineral Exploration & Mining Co. 705
Roberto's Restaurant, Inc. 706
Rolaine Furs Ltd. 706
Samuel Gibson Inc. 706
St. Hubert Furniture & Stove Co. 707
St. Hyacinthe Industries Ltd.— Les Industries St-Hyacinthe Ltée. 707
Sun Kun Wo Inc. 708

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Ant. Bernier Inc. 708
Champlain Metal Industries, Inc. 708
Chas. Cusson Limitée — Chs. Cusson

NOTARIAL RECORDS:

Deland, Yves 756
Latour, Jean-Paul 756
Léger, André. 756
Savignac, J.-M. 755
Trépanier, Jean-Marie. 756

LETTERS PATENT:

Au Parasol Limitée 690
Autobus Métropolitains Ltée — Metroplitan Busses Ltd. 691
Bar-Manitou Mines Ltd. 691
Best Lumber Co. 691
Bordeleau Electrical Supplies Ltd. 692
Bourmont Transport Inc. 692
Bridle & Saddle Hunt Club Incorporated. 693
Canterbury Clothing Company. 693
Champlain Sports Inc. 693
Citadel Enterprises Inc. 694
Confides Corporation. 694
Di Pietro & Frères Inc. (Mount-Royal) 694
Di Pietro & Frères Inc. (Notre-Dame) 695
Eastman Copper Corporation Limited 695
Emira Ltd. 695
Forget et Fils Limitée 696
Frank Round & Son Ltd. 696
Garage de Fleurimont Ltée 697
General Notions Inc. 697
General Signs Corporation 697
General Waste & Wares Ltd. 698
G. L. Vise Limited. 698
Helaine's Incorporated 698
Jean Paul Fecteau et Cie Inc.— Jean Paul Fecteau and Co. Inc. 699
Kra-Bern Ltd. 699
Lake Shore Homes Ltd. 699
La Plomberie Générale de Rimouski Inc. — General Plumbery of Rimouski Inc. 700
Lapointe & Bélanger Ltée 700
Lavage d'Église Campeau Church Cleaning Ltd. 700
Lavage de Vitres Campeau Window Cleaning Inc. 701
Le Comité du Troisième Centenaire du Cap de la Madeleine Inc. 701
Lincelle Realties Ltd. 701
Lino-Poseur, Ltée. 702
Mill-Knit Ltd. 702
Minerva Watch Company — La Compagnie des Montres Minerva. 703
Minolet Brands Inc. 703
Montreal Terrazo Tile & Marble Limited 703
Montreal Tile Terrazzo and Marble Employers' Association. 704
Montreal Trust Company. 704
Novelty Creations Ltd. 704
Pantel Inc. 705
Pointe-Claire Milk Bar Limited. 705
Quebec Mineral Exploration & Mining Co. 705
Roberto's Restaurant, Inc. 706
Rolaine Furs Ltd. 706
Samuel Gibson Inc. 706
St. Hubert Furniture & Stove Co. 707
St. Hyacinthe Industrie Ltd.— Les Industrie St-Hyacinthe Ltée 707
Sun Kun Wo Inc. 708

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Ant. Bernier Inc. 708
Champlain Metal Industries, Inc. 708
Chas. Cusson Limitée — Chas. Cusson

Limited 708
Clix Fastener Corporation 709
Corriveau et Frère Limitée. 709
Delorimier, Limitée 709
Dominion Manufacturing (Sportswear) Ltd. 709
Duroform Shoulder Pad Corporation .. 710
Grenon Construction Company Limited 710
H. B. Bignell & Son, Limited 710
I. Iseman Limited 711
J. L. Welch Co. Ltd. 711
Land & Construction Company 711
Les Produits Can-Mar Ltée 711
Louis Donolo Inc. 712
Moreau's Barber School Incorporated 712
P. E. Bellerose & Fils Inc. 712
Ritz Lace & Embroidery Limited. 712
Southern Sportswear Inc. 712
Vogue Bags Ltd. 713
W. C. Macdonald Incorporated. 713
Zinc Oxide Company of Canada Limited 713

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Thérèse d'Amos 756

SIÈGES SOCIAUX:

Bar-Manitou Mines Ltd. 757
Magasin Korker Ltée — Korker Shop Ltd. 757

SOUMISSION:

Brownsburg, commission scolaire protestante de. 757

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company ... 759
Canadian Pacific Ry. Co. 758

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Lavallée et Fils *et al.* 759
Verret, Jean-Baptiste. 759

VENTE PAR LICITATION:

Thompson *et al* vs Miller 760

VENTES POUR TAXES:

Abitibi, comté de 715
Lac St-Jean-Est, comté de 714
Pontiac, comté de (Correction) 720
Témiscamingue, comté de (Correction). 713

VENTES PAR SHÉRIFS:

GASPÉ:

Noël Bégin Enrg. vs Turbide. 761

JOLIETTE:

Robert vs Godon 762

QUEBEC:

La Caisse Populaire de St-Lambert vs Roy. 762

ROUYN-NORANDA:

Miller's Stores Limited vs Levasseur... 763

Limited 708
Clix Fastener Corporation 709
Corriveau et Frère Limitée. 709
Delorimier, Ltée. 709
Dominion Manufacturing (Sportswear) Ltd. 709
Duroform Shoulder Pad Corporation .. 710
Grenon Construction Company Limited 710
H. B. Bignell & Son, Limited 710
I. Iseman Limited 711
J. L. Welch Co. Ltd. 711
Land & Construction Company 711
Les Produits Can-Mar Ltée 711
Louis Donolo Inc. 712
Moreau's Barber School Incorporated. 712
P. E. Bellerose & Fils Inc. 712
Ritz Lace & Embroidery Limited. 712
Southern Sportswear Inc. 712
Vogue Bags Ltd. 713
W. C. Macdonald Incorporated. 713
Zinc Oxide Company of Canada Limited 713

WINDING UP NOTICE:

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Thérèse d'Amos 756

HEAD OFFICES:

Bar-Manitou Mines Ltd. 757
Magasin Korker Ltée — Korker Shop Ltd. 757

TENDER:

Brownsburg, Protestant School Commission of. 757

SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company ... 759
Canadian Pacific Ry. Co. 758

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Lavallée et Fils *et al.* 759
Verret, Jean-Baptiste. 759

SALE BY LICITATION:

Thompson *et al* vs Miller 760

SALES FOR TAXES:

Abitibi, county of. 715
Lake St. John East, county of. 714
Pontiac, county of (Correction). 720
Témiscamingue, county of (Correction). 713

SHERIFFS' SALES:

GASPÉ:

Noël Bégin Enrg. vs Turbide. 761

JOLIETTE:

Robert vs Godon 762

QUEBEC:

La Caisse Populaire de St-Lambert vs Roy. 762

ROUYN-NORANDA:

Miller's Stores Limited vs Levasseur... 763

SAINT-FRANÇOIS:

Akhurst vs Héritiers William Clowery. 763

SAINT-HYACINTHE:

Desroches vs Mathieu *et al.* 764
Dulude vs Lussier..... 764

TERREBONNE:

Charbonneau vs Augustini 765
Craig vs Bertrand..... 765

TROIS-RIVIÈRES:

Gagnon vs Laterreur 765

29562-o

SAINT FRANCIS:

Akhurst vs Heirs of William Clowery.. 763

SAINT HYACINTHE:

Desroches vs Mathieu *et al.* 764
Dulude vs Lussier..... 764

TERREBONNE:

Charbonneau vs Augustini 765
Craig vs Bertrand..... 765

TROIS-RIVIÈRES:

Gagnon vs Laterreur 765

29562-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, King's Printer.